

LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Le Président Tebboune salue l'équipe médicale du CHU de Tizi Ouzou

P. 24

MESURES DE CONFINEMENT

M. Djerad réitère son appel au respect "absolu" du confinement en Algérie

P. 3

EDUCATION-COVID-19

"Plan d'urgence face à la suspension des cours"

P. 3

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION AU PROBLÈME DES MINES ET À L'ASSISTANCE ANTIMINES

Le combat de l'Algérie contre ces engins de la mort

Proclamée depuis 2005 par l'ONU, "Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte antimines", la journée du 4 avril sera célébrée en Algérie avec le douloureux souvenir des "7300 victimes des mines datant de la guerre de libération nationale", et la satisfaction d'avoir pu, par ses moyens propres, détruire plus de 8,8 millions de ces mines et nettoyer plus de 62 420 ha. Outre un "potentiel algérien, civil et militaire, mobilisé pour la cause du déminage humanitaire", le rapport algérien annuel de 2019 remis à l'ONU, sur cette question a mis en exergue «les efforts inlassables» consentis pour «la pérennité des services de l'Etat envers les victimes de mines».

P.p 16-17
DKnews



ALGÉRIENS BLOQUÉS EN TURQUIE

Début hier du rapatriement de 1.788 Algériens

P. 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Une société algérienne développe un prototype opérationnel de respirateur artificiel

P. 24

CARBURANTS-APPROVISIONNEMENT

Recul de l'activité de Naftal de 50% depuis la deuxième quinzaine de mars

P. 4

PÉTROLE

Le Brent gagne 10%, à plus de 33 dollars

P. 6

SANTÉ

DIABÈTE
Du café vert pour contrôler la glycémie

P.p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (USM ALGER)
Achour Djelloul : «Les discussions avec Anthar Yahia ont bien avancé»



P. 21

FRANCE-MEDIAS

"LCI suggère des tests de vaccin en Afrique"

P. 24

ZAKAT-FATWA

Il est permis d'avancer la zakat (ministère des affaires religieuses)

P. 2

ALGÉRIE - SÉISME

Secousse tellurique de 3,1 degrés dans la wilaya de Batna (CRAAG)

Une secousse tellurique de magnitude 3,1 degrés sur l'échelle ouverte de Richter a été enregistrée vendredi à 11h 26 dans la wilaya de Batna, indique le Centre de recherche en astronomie astrophysique et géophysique (CRAAG) dans un communiqué.

L'épicentre de la secousse a été localisé à 4 km à l'ouest de Ouled Sellam dans la même wilaya, précise la même source.



LAITERIE AURÈS - BATNA

Distribution quotidienne de plus de 150.000 litres de lait

Des quantités de plus de 150.000 litres de lait sont distribuées quotidiennement à Batna par la laiterie Aurès pour éviter toute éventuelle pénurie en cette denrée de large consommation notamment durant cette période marquée par la propagation du Covid-19, a affirmé jeudi à l'APS le directeur général de cet établissement de statut public, Ahmed El Amraoui.

« La laiterie Aurès distribue 120.000 litres/jour de lait pasteurisé (subventionné) et le reste du lait de vache », a souligné le même responsable, précisant que la quantité du lait subventionné distribué actuellement dans la wilaya dépasse le quota quotidien habituel estimé à 98.000 litre/jour.

L'approvisionnement du marché local en cet aliment essentiel s'effectue de manière "ordinaire" et "régulière", selon le même responsable qui a fait état de la mobilisation des moyens nécessaires pour le transport et la distribution du lait.

Cette laiterie alimentant 6 wilayas de l'Est et du Sud avec une totale couverture des besoins de la wilaya de Batna mise sur une disponibilité permanente en lait subventionné dans la conjoncture actuelle, a-t-on assuré indiquant que la quantité du lait de vache dépendra des commandes des commerçants.

La wilaya de Batna est forte avec une production mensuelle estimée à 7 millions de litres lait par mois et dispose de 17.000 vaches laitières, selon le directeur local des services agricoles, Samir Hamza.

Le même responsable a affirmé que les quantités du lait produites par la laiterie Aurès en plus de 3 autres laiteries de statut privé sont "suffisantes et couvrent en ce moment les besoins du marché local".

ASSOCIATIONS/SOLIDARITÉ

Djelfa : 100 colis alimentaires distribués par le groupe scout «Si Ameer Mahfoudhi»

Le groupe des Scouts musulmans algériens (SMA) «Si Ameer Mahfoudhi» de Djelfa a procédé à la distribution de 100 colis alimentaires, au profit des familles nécessiteuses de la wilaya, en guise de solidarité avec cette catégorie sociale, a-t-on appris, jeudi, auprès de son responsable, Sahraoui Bahloul.

« Cette action est inscrite au titre des efforts de solidarité initiés par les pouvoirs publics, en cette crise sanitaire traversée par le pays, en raison de la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19) », a indiqué à l'APS, ce responsable scout, dont le groupe active au niveau de la commune de Dar Chioukh (42 km au sud de Djelfa) et ses environs.

« Nous avons pris l'habitude d'organiser chaque mois une opération de distribution similaire au profit de familles déshéritées, mais nous avons décidé de multiplier cet effort de solidarité, en raison de la crise traversée actuellement par le pays, grâce à des dons et aides offerts par des bienfaiteurs de la wilaya », a-t-il souligné, en outre.

Ajoutant que les colis distribués, contiennent des produits alimentaires de base destinés à couvrir les besoins essentiels de ces familles, en cette conjoncture sanitaire difficile.

Le responsable, qui s'est félicité de l'accueil positif des citoyens pour ce type d'initiatives solidaires, a affirmé l'acheminement de ces aides jusqu'aux domiciles des familles bénéficiaires.

MÉTÉO - BMS

Des pluies, parfois orageuses, ce vendredi, au Centre du pays

Des pluies, parfois sous forme d'averses orageuses, affecteront, ce vendredi jusqu'à 19h00, des



wilayas du Centre du pays, annonce un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par le Centre national des Prévisions météorologiques.

Les wilayas concernées sont Chlef, Tipaza, Aïn Defla, Blida, Alger, le nord de Médéa, Boumerdes, Tizi-Ouzou, et Bouira, précise le BMS dont la validité s'étale ce vendredi de 9h00 à 19h00.

Les quantités d'averse attendues se situent entre 20 et 40 mm, ajoute la même source, qui requiert un niveau de vigilance «Orange».

MAISON DE L'ARTISANAT DE TLEMCCEN

Confection prochaine de 10.000 masques préventifs au profit des personnels du secteur de la santé



La maison de l'artisanat et de métiers de Tlemcen prévoit la confection de 10 000 masques de protection au profit des personnels du secteur de la santé au cours de la semaine prochaine, a-t-on appris jeudi de son directeur.

Tahraoui Khalid a indiqué qu'environ 40 artisans et artisanes sont attendus au siège de la Maison de l'artisanat situé dans la cité administrative de la commune de Mansourah et au Centre de valorisation de la commune de Sebdo pour lancer la confection de ces masques.

Cette initiative devait être lancée dernièrement et a fait du retard à cause de l'élaboration des permis d'ouverture d'ateliers de couture des artisans dans les communes de Maghnia, Sebdo, Marsa Ben M'hidi et Tlemcen, qui seront prêts dès la semaine prochaine.

Il a souligné que 6 artisans bénévoles de la commune de Tlemcen ont cousu, dans les deux derniers jours, 2.000 masques de protection qui seront livrés à la direction de la santé et de la population de la wilaya pour les stériliser et les distribuer à leurs personnels, signalant que le tissu médical a été offert par l'antenne de wilaya du Forum des chefs d'entreprises (FCE) et la laiterie de Sebdo pour contribuer aux efforts de prévention contre la propagation de l'épidémie du coronavirus.

Cette opération a été précédée par la tenue d'une rencontre avec les représentants des artisans pour les exhorter à se mobiliser et à contribuer à la confection du matériel préventif pour faire face à cette épidémie, le même responsable, qui a déclaré que les efforts de l'Etat pour soutenir et accompagner les artisans et leur fournir les structures nécessaires à l'exercice de leurs activités ont porté leurs fruits en pareille situation sanitaire.

Covid-19: fermeture, dès vendredi, du marché quotidien de la ville de Réghaia (Alger)



Le marché quotidien de légumes et de fruits de la commune de Réghaia (Alger) sera fermé dès vendredi et transféré provisoirement vers la gare routière Bouraada Aïssa, et ce dans le cadre des mesures préventives prises à l'effet de lutter contre le coronavirus, a indiqué un communiqué des services de la Daira de Rouiba.

"Compte tenu de la forte affluence des citoyens sur les marchés quotidiens dans les communes de cette circonscription administrative, et du non-respect de la distanciation sociale et dans le souci de préserver la santé des citoyens contre l'expansion du coronavirus, il a été décidé de fermer le marché quotidien de légumes et de fruits de la ville de Réghaia et de le délocaliser provisoirement vers la gare routière Bouraada Aïssa, en fixant les horaires d'ouverture de 7h00 jusqu'à 13h00", a précisé le communiqué.

Ces mêmes services ont, en outre, interdit la vente après 13h00 dans le marché de la cité En-Nasr El-Hamiz et celui de la commune de H'raoua.

Ces mesures seront en vigueur dès vendredi, jusqu'à nouvel ordre, précise le communiqué.

Le wali délégué appelle, par ailleurs, les vendeurs ambulants à vendre à titre exceptionnel, dans les quartiers et agglomérations urbaines, rappelant qu'il était interdit de vendre sur les routes, sous peine de saisie des marchandises et des véhicules et que les circonstances que traverse le pays, requièrent que tout un chacun fasse preuve de compréhension et d'adhérer à une démarche de solidarité envers les citoyens, tout en observant les mesures préventives et de distanciation sociale.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

3 morts et 129 blessés durant une semaine (Sûreté nationale)



Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 129 autres ont été blessées dans 107 accidents de la route survenus en zones urbaines durant la période allant du 24 au 30 mars dernier, a indiqué jeudi la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué.

Le bilan fait état d'une baisse en nombre de décès (-10), d'accidents (-79) et de blessés (-91) par rapport à la précédente semaine.

Le facteur humain reste la principale cause des ces accidents (92%), d'après les données des services de la Sûreté nationale qui relèvent le non respect du code de la route.

Dans ce cadre, la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle, une nouvelle fois, les usagers de la route à la prudence et au respect du code de la route, rappelant le numéro vert 15-48 et le numéro de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24.

M. Djerad réitère son appel au respect "absolu" du confinement en Algérie

Le Premier ministre, Abdelaziz Djerad, a réitéré vendredi son appel aux citoyens pour le respect "absolu" du confinement en restant chez eux, seul et unique moyen pour limiter la propagation de la pandémie du coronavirus (Covid-19).

"Il faudrait toujours rappeler et réitérer notre appel à nos compatriotes à travers toutes les villes du pays à respecter absolument le confinement en restant chez eux pour protéger leurs vies et celles de leurs familles contre le coronavirus, seul moyen d'éviter la propagation de cette pandémie", a affirmé M. Djerad dans une déclaration à la Radio Algérienne. "C'est le seul moyen d'éviter qu'il y ait une propagation du virus et amener petit à petit l'apaisement et le règlement de cette crise sanitaire", a-t-il ajouté. Il

est à rappeler que les mesures prises pour la protection de la population depuis le début de la crise sanitaire causée par le Coronavirus ont été prorogées pour une période supplémentaire, tandis que le confinement partiel a été étendu à 4 wilayas à partir de jeudi dernier, en application des décisions du Président de la République. La fermeture des crèches, des établissements scolaires, universitaires et de formation a été également reconduite jusqu'au dimanche 19 avril 2020.



ALGÉRIE/CHINE

M. Benbouzid réitère «la gratitude» de l'Algérie à la Chine pour son aide face au Covid-19



Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, a réitéré, jeudi à Alger, la gratitude du Gouvernement algérien à la République populaire de Chine pour son aide octroyée dans le cadre de la lutte contre la propagation du Coronavirus (Covid-19).

«Je tiens à exprimer la gratitude du Gouvernement algérien à la République populaire de Chine pour son aide octroyée à la lutte contre le Coronavirus.

Une aide qui s'inscrit dans le cadre des relations qu'entretiennent les deux pays avant même l'indépendance de l'Algérie et que la Chine a été le premier Etat à reconnaître», a déclaré le ministre à l'entame d'une visio-conférence, organisée au siège du ministère depuis la ville

chinoise de Huiyan, la troisième du genre après celles récemment organisées par le même département avec un expert du ministère chinois de la santé et avec l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette nouvelle initiative a été animée par des experts médicaux chinois et à laquelle ont assisté le ministre chargé de

l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbouzid, l'ambassadeur de Chine en Algérie, Lie Lianhe, depuis le siège de la chancellerie à Alger, ainsi que des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus. Elle aura permis un échange dense entre les deux parties et abouti à des éclaircissements jugés précieusement adoptés par la Chine pour endiguer, en l'espace de cinq semaines seulement, le premier foyer planétaire du virus mortel.

«Nous sommes tous attentifs aux recommandations et à l'expertise chinoises pour développer nos moyens et ajuster nos armes face à cette pandémie mondiale. Ceci, grâce également à l'assistance que nous apporte l'Etat», a

ajouté le ministre, estimant qu'il est «important pour les experts algériens d'être en contact avec leurs homologues étrangers». En outre, cette manifestation scientifique permettra à l'Algérie de «réorganiser sa stratégie au profit des malades, en bénéficiant de l'expérience reconnue de la Chine, d'autant plus qu'il s'agit d'une pandémie mondiale», a indiqué M. Benbouzid, dans une déclaration à l'APS, en marge de cette visio-conférence. «L'épidémie du Coronavirus nous permet de mettre en évidence les insuffisances de notre système de santé auquel le président de la République, qui nous apporte un appui exceptionnel, a promis d'apporter beaucoup de solutions, une fois l'épidémie passée», a-t-il clarifié, assurant qu'«à ce stade de l'évolution de l'épidémie, l'Algérie a les moyens d'y faire face». «Nous sommes dans une situation inédite face à laquelle aucun pays n'a été préparé. Sur les plans purement scientifique, de stratégie et de traitement, nous sommes dans la même orientation que les autres, mais à des dimensions diverses.

Je suis heureux de constater que nos experts ont les mêmes visions et objectifs que les Chinois», a-t-il poursuivi.

Tout en estimant que l'Algérie «s'enrichit, chaque jour, des avis des uns et des autres», M. Benbouzid a souligné «les divergences sur les conduites et traitements à tenir» existantes ailleurs, citant l'exemple de l'Europe, avant d'exprimer son «espoir que le pays sorte de cette crise avec le minimum de dégâts».

CORONAVIRUS :

Début hier du rapatriement de 1.788 Algériens bloqués en Turquie (ministère)

L'opération de rapatriement de 1.788 Algériens bloqués à Istanbul en Turquie, suite à la fermeture de l'espace aérien à l'effet de réduire les risques de la propagation de la pandémie de Coronavirus, débutera vendredi 3 avril et durera trois jours, a indiqué jeudi un communiqué du ministère de l'Intérieur et des collectivités locales.

L'opération de rapatriement des citoyens algériens bloqués à Istanbul se déroulera selon un planning de vols prévus du 3 au 5 avril, à bord d'avions d'Air Algérie et de

Türkish Airlines, a précisé le ministère de l'Intérieur.

Les ressortissants algériens seront placés immédiatement en quarantaine à leur arrivée en Algérie, dans le cadre des mesures prises par les autorités du pays pour endiguer la propagation du Covid-19.

A cet effet, des structures d'accueils dont des hôtels, des complexes touristiques se trouvant dans la wilaya d'Alger et de Boumerdes, ayant une capacité totale de 1.930 places, ont été réquisitionnés pour assurer la meilleure prise en charge de ces

personnes, a fait savoir le ministère de l'Intérieur. Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait annoncé, mardi, le lancement imminent du rapatriement des Algériens bloqués en Turquie.

«Dans deux ou trois jours, nous entamerons le rapatriement de ces ressortissants, graduellement suivant la libération des structures réservées à la mise en quarantaine», avait déclaré le Président de la République lors d'une entrevue avec des représentants d'organes de presse nationaux, diffusée

sur la Télévision publique. «Cette procédure concernera, au début, les familles en attendant la vérification de l'identité d'autres personnes», avait-t-il précisé, tout en rappelant que l'Algérie avait déjà organisé, les 20 et 21 mars, «en dépit de la fermeture de l'espace aérien» des opérations de rapatriement de 1.800 citoyens à partir de la Turquie.

Depuis le début de la crise sanitaire du coronavirus, l'Algérie a rapatrié plus de 8.000 Algériens à partir de différents pays du monde.

Plusieurs hôtels affectés à l'accueil des ressortissants algériens rapatriés de Turquie

Plusieurs hôtels privés et publics ont été mobilisés pour la mise en quarantaine des ressortissants algériens devant être rapatriés de Turquie dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du Coronavirus (Covid-19), a indiqué jeudi dans un communiqué le ministère de la Santé, de l'Artisanat et du Travail familial.

«Dans le cadre de la poursuite de rapatriement des Algériens bloqués à l'étranger décidée par les Hautes autori-

tés du pays, il sera procédé les 3 et 4 avril 2020 (vendredi et samedi) au rapatriement de 1.788 citoyens depuis Istanbul, suite à la fermeture des frontières aériennes pour juguler la propagation de cette pandémie», précise la même source.

A cet effet, le ministère du Tourisme, de l'Artisanat et du Travail familial a mobilisé plusieurs hôtels privés et CEpublics au niveau des wilayas d'Alger et de Boumerdes pour la mise en quaran-

taine de ces ressortissants. Les voyageurs seront répartis comme suit:

- 740 citoyens au niveau de l'Hôtel Mazfran à Zéralda
- 790 citoyens au niveau des Hôtels El Marsa et El Riadh, du Complexe touristique de Sidi Fredj H3, de l'Hôtel AZ et du Complexe touristique de ADIM.
- 258 citoyens au Centre de thalassothérapie à Sidi Fredj et à l'Hôtel de l'aéroport à Dar El Beida.

EDUCATION

Covid-19 : plan d'urgence face à la suspension des cours (ministère de l'Éducation)

Le ministère de l'Éducation nationale a annoncé, jeudi, «un plan d'urgence», contenant une série de mesures devant faire face à la suspension des cours au profit des élèves relevant des trois cycles, et ce durant la période allant du 5 au 19 avril 2020. «En application de la décision du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, portant prolongement de la suspension des cours dans tous les cycles et ce dans le cadre d'une mesure de prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), le ministère de l'Éducation annonce le prolongement de la suspension des cours pour l'ensemble des établissements éducatifs, trois cycles confondus, du 5 au 19 avril», affirmant qu'un «plan d'urgence» a été tracé afin de faire face à la suspension des cours au profit des élèves durant la période de confinement», selon un communiqué du ministère.

Ces mesures portent sur «l'élaboration d'un programme éducatif, en coordination avec le ministère de Communication, intitulé «clés du succès» et contenant des modèles de cours du troisième trimestre (année scolaire 2019/2020), et ce à partir du 5 avril 2020 sur les chaînes de la Télévision publique.

Ces cours concernent les élèves de 5e année primaire, 4e année moyenne et 3e année secondaire conformément à des horaires de diffusion qui seront publiés ultérieurement dans un communiqué. Il sera procédé, en outre, à l'activation du dispositif de soutien scolaire via internet à partir du 5 avril 2020, et ce à travers les plateformes numériques de l'Office national d'enseignement et de formation à distance (ONEFD) au profit des élèves de 4e année moyenne et de 3e année secondaire conformément à des horaires d'accès à ces plateformes». Il s'agit également de «la diffusion de cours de 3e trimestre (année scolaire 2019-2020), à partir du 5 avril en cours au profit des élèves des trois cycles confondus à travers des chaînes éducatives selon des horaires de diffusion via youtube», conclut le communiqué.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Une société algérienne développe un prototype opérationnel de respirateur artificiel

La société Global Algerian Technology (GATECH), a développé, en collaboration avec le Forum des chefs d'entreprise (FCE), un prototype opérationnel de respirateur artificiel, a annoncé jeudi son PDG Ryadh Brahimi. «Nous avons pris l'initiative de développer un respirateur artificiel 100% algérien. Aujourd'hui, il est prêt à être industrialisé mais il doit d'abord faire l'objet d'une validation auprès des autorités sanitaires et industrielles», a expliqué à l'APS, M. Brahimi.

Cette initiative intervient dans un contexte de propagation du coronavirus qui a imposé à plusieurs pays l'interdiction d'exporter ce type d'équipement médical nécessaire pour la prise en charge des malades atteints de cette épidémie.

En effet, l'équipe Recherche et Développement (R&D) de cette société a été mobilisée pour la réalisation de ce prototype depuis 16 mars avec la coordination du FCE et en partenariat avec le Centre de Développement des Technologies Avancées (CDTA), l'Université de Ain Temouchent ainsi que les différents ministères concernés.

Plusieurs personnes ont contribué également à cette démarche notamment des universitaires, une dizaine de réanimateurs et des Algériens de la diaspora, a noté M. Brahimi.

«C'est un prototype qui aujourd'hui ne réunit pas, bien évidemment, tous ce qu'un modèle commercial contiendrait, mais qui obéit à cette situation dans laquelle nous retrouvons et qui permettra de gérer des cas d'urgence, des cas moins urgents et même les personnes en réanimation», a-t-il souligné.

Il s'agit d'un modèle en volume contrôlé avec deux modes opératoires: «Les médecins réanimateurs agriront comme sur un modèle classique avec les mêmes paramètres à savoir le ton plateau, la fréquence, le temps d'insufflation», explique M. Brahimi. Mais avant de passer à l'industrialisation, ce modèle doit être validé et homologué par les organismes officiels concernés.

A ce titre, une réunion est prévue dimanche prochain au niveau du ministère de l'Industrie et des mines, selon le premier responsable de Gatech.

Le respirateur artificiel sera ensuite produit en mode industriel pour être livré «dans les meilleurs délais» dans tous les hôpitaux et l'ensemble des Algériens qui ont besoin de cet équipement sur le territoire national, et ce, de manière «complètement gratuite», affirme-t-il. Pour réaliser cet objectif, le FCE mobilisera ses membres et leurs moyens industriels, matériel, humains et financiers, assure cette organisation patronale dans un communiqué. Une dizaine d'opérateur membre du FCE ont d'ores et déjà manifesté leur intérêt à participer à la réalisation de ce projet, a indiqué M. Brahimi, qui est également président de la commission Relation entreprise-université pour la recherche et le développement du forum.

Interrogé sur la date de la mise à la disposition des hôpitaux de ce produit, M. Brahimi a expliqué que leur début de fabrication dépendra de la durée de la période d'homologation mais aussi de la disponibilité de la matière première.

Quant à la quantité prévue pour la production de ce respirateur, elle sera déterminée essentiellement en fonction des besoins exprimés des organismes de santé en Algérie, a-t-il ajouté.

«C'est la preuve que notre engagement pour le développement de la R&D dans nos entreprises, le rapprochement de l'entreprise et de l'université et la facilitation de l'initiative des acteurs économiques crée de la valeur réelle au service de nos écosystèmes, de notre pays et pour notre population», souligne le FCE dans son communiqué.

COVID-19

Recul de l'activité de Naftal de 50% depuis la deuxième quinzaine de mars

Le directeur central de la communication et des relations publiques de l'Entreprise nationale de commercialisation et de distribution de produits pétroliers (Naftal), Djamel Cherdoud, a affirmé, jeudi à Alger, que l'activité de commercialisation de l'entreprise a reculé de 50% depuis la deuxième quinzaine de mars dernier en raison de la propagation du nouveau Coronavirus.

«Un recul de 50% a été enregistré dans l'activité de commercialisation de Naftal, notamment en matière de transport aérien (approvisionnement de la flotte aérienne en kérosène) en ce sens que l'approvisionnement a baissé de 99% alors que la baisse en matière d'approvisionnement de la flotte maritime oscille entre 70 et 75%», a déclaré M. Cherdoud sur les ondes de la Radio nationale.

Par ailleurs, il a fait état d'une hausse, hier mercredi, de 25 % jusqu'à quatorze heures en raison de la ruée des citoyens sur le carburant et autres produits pétroliers sur fond de rumeurs faisant état d'une fermeture éventuelle des stations-service.

A l'instar de plusieurs autres pays du monde, l'Algérie a suspendu temporairement le transport aérien et maritime en tant que mesure préventive contre la propagation du COVID-19, suivies d'autres mesures telle que la suspension du transport collectif urbain et inter-wilaya.

M. Cherdoud a souligné, dans ce contexte, que la consommation du carburant a nettement reculé en raison de la diminution du trafic et de la circulation dans le pays, relevant que le stock de carburant a atteint 75%, alors que celui du gaz propane et butane a atteint 90%.

Soulignant que les allégations sur une pénurie des carburants ne sont que «pures rumeurs», il a assuré que les stations-service resteront ouvertes 24h/24 sur tout le territoire national et que la pandémie du nouveau Coronavirus n'a pas affecté les opérations de distribution, y compris à Blida, en confinement total.

Appelant les citoyens à ne pas se ruer sur les stations-service pour éviter l'infection par le Coronavirus après avoir constaté des files d'attente suite aux rumeurs relayées sur les réseaux sociaux, il a assuré que «Naftal fonctionne actuellement de manière flexible pour fournir les produits pétroliers et dispose d'un plan de distribution ajustable chaque fois que nécessaire».

Concernant la wilaya de Blida, M. Cherdoud a fait état de sept (7) stations en activité au niveau de cette wilaya après leur réouverture. S'agissant des bonnes de gaz pour lesquelles une forte demande a été enregistrée, il a déclaré «nous travaillerons pour les faire parvenir aux citoyens à domicile à 200 DA l'unité afin d'éviter la spéculation et les files d'attente.»

CORONAVIRUS

Un vaste élan de solidarité nationale pour contrer la pandémie

S'inscrivant pleinement dans les mesures menées par l'Etat pour faire face au nouveau coronavirus (Covid-19), des institutions, des entreprises, ainsi que de simples citoyens se sont mobilisés dans un vaste élan de solidarité pour participer à l'effort national déployé contre cette pandémie.

Dès les premières décisions prises et annoncées par le président de la République Abdelmadjid Tebboune, pour protéger la santé publique et freiner la propagation du virus, des initiatives se sont multipliées et élargies à l'échelle nationale, témoignant de l'esprit de responsabilité et d'entraide en ces temps difficiles que traverse le pays.

En vue de soutenir cette campagne nationale de mobilisation, des comptes ont été ouverts et mis à la disposition des citoyens auprès d'Algérie poste et du Trésor pour recueillir les contributions et les dons de toutes personnes physiques ou morales qui souhaiteraient soutenir les efforts nationaux visant à combattre l'épidémie. De son côté, la Pharmacie Centrale des Hôpitaux (PCH) a mis à la disposition, de manière continue, toutes ses infrastructures de stockage et han gars pour des personnes morales et physiques voulant faire don de produits pharmaceutiques. Toujours dans le domaine médical, des opérateurs nationaux activant dans l'industrie pharmaceutique ont annoncé avoir pris des dispositions pour assurer la disponibilité de médicaments et de produits hydro-alcooliqes.

Relevant notamment des groupes Biopharm, Saïdal et El Kendi, ces sociétés ont fait état d'une production de 476.000 litres de solutions hydro-alcooliqes qui sera livrée à PCH qui, à son tour, sera chargée de la distribuer auprès des établissements, instances, services hospitaliers et officines privées.

Ces groupes pharmaceutiques ont assuré avoir pris une série de mesures pour renforcer la production locale en médicaments et autres produits fortement recommandés pour la prévention contre la contamination du coronavirus.

Les entreprises publiques mobilisées

S'engageant aux côtés des autorités, des entreprises publiques, à l'instar de Sonatrach, Sonalgaz et de la SEAL, ont également entrepris, pour leurs parts, diverses actions de solidarité en vue de répondre aux attentes exprimées par les citoyens, en matière de disponibilité de carburants, de l'alimentation en électricité et d'accès à l'eau potable, ce qui a permis au pays de surmonter cette crise sanitaire et de juguler toute éventuelle pénurie dans cette conjoncture difficile.

Des groupes publics industriels, dont ceux activant particulièrement dans les secteurs de l'agroalimentaire, du textile et de l'hygiène, ont annoncé de leur côté la mobilisation de leurs effectifs en réadaptant leurs activités et en renforçant leurs capacités de production en guise de solidarité pour contrer cette épidémie qui a causé près de 600 morts en Algérie à ce jour.

Parmi ces groupes, figurent les entreprises Getex, Agrodif, Divindus, qui continuent à fournir des produits ayant un lien avec cette pandémie en augmentant leur production afin de satisfaire une demande de plus en plus croissante.

Idem pour les entreprises du secteur des transports qui ont manifesté leur solidarité, à l'exemple du Groupe de transport terrestre de marchandises et de logistique (Logistrans) et de la Compagnie industrielle des transports algériens (CITAL).

Celles-ci ont fait don, en effet, de matériels sanitaires, d'équipements de protection et de gels désinfectants au profit des personnels soignants au niveau des hôpitaux de Blida et de Boufarik, tandis que d'autres intervenants du secteur ont mis à la disposition

des hôpitaux leur flotte de bus pour assurer le transport de leur personnel.

Les opérateurs de la téléphonie mobile ont apporté aussi leur assistance en octroyant, dans le cas de Djezzy, une dotation de 42 millions de DA au profit des hôpitaux pour l'achat d'équipements médicaux, en sus des offres gratuites proposées par Mobilis sur des communications et des connexions internet pour ses clients de Blida.

Des actions similaires ont été engagées, en outre, par des sociétés privées comme Henkel Algérie et le groupe Cévital et les entreprises du Forum des chefs d'entreprise (FCE) pour faire face au Coronavirus, à travers notamment des acquisitions de matériels médicaux, de mesures d'augmentation des capacités de production, de distribution de produits alimentaires et des baisses de prix de leurs produits (farine, semoule, sucre, huile...). Des établissements hôteliers ont décidé d'accueillir des ressortissants algériens rapatriés de l'étranger et mis en quarantaine, allégeant la pression engendrée par cette pandémie sur les infrastructures de santé.

A cela s'ajoute, des initiatives individuelles, à l'exemple de celle entreprise par l'homme d'affaires Djillali Mehri, qui a fait don de 500.000 dollars pour contribuer à l'acquisition de matériels médicaux et de mesures de protection au profit des professionnels du secteur de la santé publique.

Des quantités de produits alimentaires et pharmaceutiques ainsi que des moyens de protection ont été, par ailleurs, assurés aux citoyens et hôpitaux de la région de Blida, depuis le début de cette crise sanitaire, par des membres du Club des entrepreneurs

et des industriels de la Mitidja (CEIMI), qui se sont engagés à poursuivre cette action jusqu'à la fin l'épidémie.

Se disant "conscients des risques" et des "enjeux de cette pandémie", des parlementaires et des formations politiques ont décidé, eux aussi, de faire don de leurs salaires et de contribuer aux opérations humanitaires contre la propagation du Covid 19.

Le mouvement associatif n'est pas en reste, se distinguant, quant à lui, par des actions sur le terrain et des initiatives ciblant des familles nécessiteuses et des populations soumises au confinement, en particulier celles vivant dans la wilaya de Blida.

Le Croissant rouge algérien (CRA) a ainsi tenu à répondre aux besoins des associations locales, achevant à travers ses propres moyens des aides multiples octroyées par des particuliers, des entreprises et des parties étrangères.

A ce propos, la présidente du CRA, Mme Saïda Benhabiles a affirmé que plus de 30.000 bénévoles ont été mobilisés sur le terrain pour venir en aide aux populations en besoin.

Ce large élan de solidarité a été salué par le président de la République, qui a évoqué dans un message adressé à la Nation un "comportement patriotique et humain dont a fait montre le peuple algérien en cette difficile épreuve de lutte contre le Covid-19".

"Je salue tous les bienfaiteurs parmi nos citoyens et citoyennes, à l'intérieur et à l'extérieur du pays, qui ne cessent d'afficher leur désir de fournir aide et assistance aux hôpitaux et aux citoyens affectés par les mesures de confinement et de restriction de circulation en cette épreuve", avait écrit le Président Tebboune.

DOUANES

Covid -19 : publication de la liste des produits médicaux concernés par l'allègement de dédouanement

La Direction générale des Douanes a rendu publique mercredi la liste des classements tarifaires des produits médicaux concernés par l'allègement des procédures de dédouanement, dans le cadre de la lutte contre la propagation du COVID-19.

"La Direction générale des Douanes met à la disposition des professionnels une liste, par classement tarifaire, reprenant les grandes catégories des produits, appareils et instruments médicaux, utilisés dans le cadre

de la prévention et de la lutte contre la propagation du coronavirus (COVID-19), identifiés par leurs sous-positions tarifaires", a précisé la DGD dans un communiqué intitulé "avis circuit vert", publié sur son site web.

Cette mesure vient en "exécution des instructions de Monsieur le Président de la République et dans le cadre de l'allègement des procédures de dédouanement des marchandises destinées à la lutte contre la

propagation de la maladie du coronavirus (COVID-19)", ajoute les Douanes algériennes.

Cette liste exhaustive constitue un référentiel de classement tarifaire de ces produits dans le tarif des douanes vi sans, notamment, à aider les commissionnaires en douane et les transitaires dans le cadre de l'établissement des formalités de dédouanement y afférentes, explique la DGD.

Le dédouanement de ces marchandises bénéficiera de la pro-

cédure du circuit vert qui permettra le dédouanement et l'enlèvement accéléré, selon le communiqué. Pour ce qui est du classement tarifaire des fournitures médicales liées au COVID-19, la liste publiée par les services des douanes comprend la trousse d'essais du COVID-19 et autres instruments pour le test de diagnostic.

Elle englobe aussi les vêtements de protection et articles similaires, dont les masques à usage médical en tissu utilisés

au cours d'opérations chirurgicales ou lors des soins médicaux, masques de protection contre les poussières et les odeurs, lunettes protectrices, gants et autres. Cette liste comprend également les différents types de thermomètres, les désinfectants et produits de stérilisation, ainsi que d'autres dispositifs médicaux, dont les scanners de tomographie pilotés par une machine automatique de traitement de l'information.

ORAN Sonelgaz prend plusieurs mesures pour assurer régulièrement ses prestations et la sécurité de son personnel

La société de distribution d'électricité et du gaz (SDO) relevant de Sonelgaz a pris, à Oran, plusieurs mesures pour assurer ses prestations régulièrement et la sécurité de son personnel, dans le cadre des mesures préventives de lutte contre la propagation du Coronavirus, a-t-on appris jeudi auprès de son directeur.

Ahmed Tebbache a indiqué, dans ce sens, qu'un comité de crise a été mis en place et œuvre, en coordination avec les autorités locales, pour intervenir et réparer immédiatement toute panne d'électricité et du gaz en H/24. Un numéro vert «3303» est mis à la disposition des citoyens pour signaler toute panne ou problème technique, selon le même responsable, qui a indiqué que depuis la prise de ces mesures le 24 mars dernier, aucune interruption du courant électrique n'a été enregistrée. Concernant les mesures de sécurité des employés pour les protéger contre le coronavirus, SDO les a dotés de moyens de protection dont des masques, des gants et la solution désinfectante pour les mains, tout en assurant une stérilisation



complète des structures et respectant l'application stricte des mesures sanitaires. Le nombre d'employés a également été réduit à 50% en mettant en congé exceptionnel ceux qui ont une

santé fragile et les femmes employées qui ont des enfants à charge, en plus d'appliquer des horaires de travail de huit heures du matin à 14 heures, a-t-on fait savoir. Le nombre

d'employés de SDO à Oran, qui couvre les communes du chef-lieu de wilaya et Bir El Djir, est estimé à 522 travailleurs et des abonnés au réseau électrique à plus de 227.500.

COVID-19 À TIPASA

Arrêt de la production à la «Biscuiterie de Cherchell» pour 15 jours

La direction de la «Biscuiterie de Cherchell» (Tipasa) a décidé un arrêt de la production au sein de l'usine, pour une durée de 15 jours, en guise de mesure préventive visant à contenir la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19), selon l'annonce faite, jeudi, par le Président directeur général (PDG) de l'usine.

«Cette décision est entrée en vigueur à partir du jeudi 2 avril, pour une durée de 15 jours, avec possibilité de propagation de ce délai», a indiqué à l'APS, Hassan Boumaâraf.

L'arrêt de l'activité dans cette usine employant plus de 800 travailleurs est dicté par les mesures initiées par le Gouvernement pour freiner la propagation du Covid-19, a-t-il précisé.

Cette décision (arrêt de travail), qui concerne près de 600 employés, a été prise, a-t-il ajouté, «en accord avec la section syndicale -UGTA de l'usine, et en présence de l'inspection du travail de la wilaya».

«Les deux parties ont convenu d'un

versement de 50% des salaires de base des travailleurs, tout au long de la période d'arrêt des unités de production», est-il signalé. En dépit des mesures préventives prises précédemment au sein de l'usine, toujours selon M. Boumaâraf, la direction de la «Biscuiterie de Cherchell» a été contrainte d'adopter «cette mesure extrême», en raison, a-t-il dit «de la nature de l'activité au niveau des lignes de production, qui imposent aux travailleurs d'être alignés cote à cote et de ne pas respecter la distance de sécurité (un mètre) prescrite par l'OMS», a-t-il expliqué.

«En dépit des pertes financières pouvant affecter l'usine, cette décision a été prise en concertation avec la section syndicale, car il y a de la santé publique, qui est une ligne rouge à mettre au-dessus de toute considération», a encore, souligné, le même responsable, relevant toutefois que la gamme assurée par son usine ne rentre pas dans les produits alimentaires de base. A cela s'ajoute, a-t-il dit «la réduction du trafic écono-

mique au niveau des ports, induisant une rareté des matières premières, notamment les produits d'emballage».

La même décision prise par la direction de la «Biscuiterie de Cherchell» préconise le maintien en service de tous les travailleurs chargés de la sécurité, de la prévention, de l'hygiène, et de la maintenance, au nombre de près de 200, au moment où les autres travailleurs sont priés de respecter scrupuleusement les consignes de confinement imposés aux algériens, pour préserver la santé publique.

Sur un autre plan, la même direction a souligné sa contribution effective à l'élan de solidarité enregistré, à l'échelle nationale, en cette conjoncture sanitaire difficile, à travers des «initiatives citoyennes» au profit des familles nécessiteuses.

La «Biscuiterie de Cherchell» a notamment fait don de 25 qx de farine et 25 qx de sucre à la mosquée «Arrahman», en vue de les distribuer aux familles déshéritées, est-il signalé.

UNIVERSITÉ DE BOUIRA

Reprise dimanche prochain des cours en ligne



Les cours devront reprendre en ligne et à distance à partir de dimanche prochain à l'université Akli Mohand Oulhadj de Bouira pour éviter la propagation du Covid-19, a indiqué jeudi le recteur de l'Université, M. Lotfi Mouni.

«Pour notre université, la reprise des cours sera dimanche prochain à distance et online pour éviter toute propagation du virus dans les rangs de la communauté étudiante», a expliqué M. Mouni à l'APS. Cet effet, l'ad-

ministration de l'université Akli Mohand Oulhadj «n'a ménagé aucun effort pour mettre en place et préparer la plateforme numérique avec l'installation du logiciel Moodle sur le site web de l'université et ce au profit de toutes les facultés pour permettre aux étudiants de poursuivre leurs cours le plus normalement et ce via e-Learning».

«Ce support pédagogique (e-Learning) a été mis à la disposition de l'université depuis le mois de septembre dernier avec l'organisation d'un cycle de formation au profit des enseignants des différentes facultés afin de les préparer à relancer leurs cours et organiser leurs examens sur internet», a tenu à préciser le recteur de l'université.

Le même responsable a expliqué en outre que le recours à la reprise en ligne des cours était sur une instruction du ministère de tutelle.

«Nous avons informé tous les enseignants et doyens de facultés pour reprendre les cours à partir de dimanche», a-t-il dit. Pour les étudiants ne disposant pas d'internet et habitant dans des zones enclavées, l'université Akli Mohand Oulhadj leur a aménagé toute une salle équipée des moyens d'internet, qui leur permet de poursuivre en ligne leurs cours. «Nous avons même déployé quelques bus pour assurer le transport de ces étudiants pour leur permettre de poursuivre leurs cours dans cette salle d'internet», a assuré M. Mouni.

EL TARF

Stage de formation de la Protection civile dédié aux moyens de prévention et de lutte contre le coronavirus

Huit cent (800) agents relevant des services de la protection civile (DCP) de la wilaya d'El Tarf ont bénéficié, depuis une semaine, d'un stage de formation dédié aux moyens utilisés dans le cadre de la protection et la lutte contre la propagation du coronavirus, a-t-on appris jeudi du chargé de la communication à la DCP. S'inscrivant dans le cadre du dispositif mis en place pour endiguer la propagation du covid-19, ce stage aborde différents thèmes liés, entre autres, à l'exploitation efficace des moyens vestimentaires pour une protection optimale de ce virus ainsi que d'autres moyens matériels utilisés dans le cadre des actions de sensibilisation et de prévention, a précisé le lieutenant Seifeddine Madaci. Il a dans ce sens déclaré que les effectifs de la protection civile exerçant au niveau des neuf (09) unités relevant des communes d'El Kala, Besbes, Berihane, Ben M'hidi, Bouhadjar, Boutheldja, Dréan et de l'unité principale d'El Tarf prennent part à ce stage.

Ce stage de formation est assuré par des enseignants relevant de la direction de la protection civile de la wilaya d'El Tarf, où ses différentes brigades continuent à se déployer pour apporter leurs contributions aux campagnes de sensibilisation et de désinfection, en cours depuis la fin du mois de février dernier, à travers les 7 dairas de la wilaya dans le but d'endiguer cette pandémie, a-t-on conclu de même source.

KHENCHELA

Distribution de 4000 bonbonnes de gaz butane par jour aux habitants des régions d'ombre

Une opération de distribution de 4.000 bonbonnes de gaz butane par jour aux habitants des régions d'ombre de la wilaya de Khenchela a été lancée jeudi par la Direction locale de l'énergie, a-t-on appris, jeudi, du directeur du secteur, Abdelhamid Mâafa. «Le quota d'approvisionnement des régions reculées de la wilaya en butane a été revu à la hausse passant de 2.500 à 4.000 unités par jour», a déclaré à l'APS M. Mâafa signalant que la démarche s'inscrit dans le cadre des mesures anticipatives et préventives prises par la direction de l'énergie en coordination avec les services de la wilaya, l'entreprise Naftal et nombre d'opérateurs économiques privés «pour faire face à la pénurie et aux pratiques spéculatives dans ce contexte de crise épidémiologique que traverse le pays». En dépit des récentes intempéries et les circonstances particulières liées à la propagation de l'épidémie de coronavirus, l'approvisionnement en bouteilles de gaz butane se poursuit «de manière régulière» grâce à l'entreprise Naftal qui livre directement ce produit aux citoyens habitant dans des zones d'ombre relevant des communes d'Ain Touila, Tamzeh, N'sigha, Ouled Rechache, Chechar, a-t-on noté. M. Mâafa a ajouté que des opérateurs et des distributeurs privés se chargent de livrer quotidiennement les bonbonnes de gaz butane dans les villages relevant des dairas de Bouhama et Kais. Le directeur de l'énergie a par ailleurs rassuré les citoyens quant à la disponibilité du carburant dans l'ensemble des 50 stations-services réparties sur les 21 communes de la wilaya, indiquant que ces stations ont une capacité de stockage actuelle de l'ordre de 6.000 m3. M. Mâafa a ajouté dans ce contexte que Naftal possède une réserve de carburant pouvant couvrir les besoins de la wilaya pendant une période de 10 jours, à côté des réserves du centre privé de stockage et de distribution des produits pétroliers «Ghia naft» constitués de 600 m3 de gasoil, 600m3 d'essence normal, super et sans plomb, et 100m3 de GPL Sirghaz. Une stratégie commerciale a été mise en place pour anticiper les situations d'urgence ou une possible crise d'approvisionnement en bouteilles de gaz butane et autres carburants au cours des jours à venir, a conclu M. Mâafa.

EUROPE - BOURSE L'Europe boursière dans le rouge, la crise du coronavirus reprend le dessus

Les principales Bourses européennes évoluent en baisse vendredi dans la matinée sur fond de dégradation continue de la situation sanitaire liée au coronavirus dont l'impact se fait fortement ressentir sur l'activité économique et les perspectives des entreprises. A Paris, l'indice CAC 40 recule de 1,03% à 4.177,65 points vers 08h30 GMT.

A Francfort, le Dax perd 0,6% et à Londres, le FTSE abandonne 0,66%. L'indice EuroStoxx 50 de la zone euro cède 0,83%, le FTSEurofirst 300 se replie de 0,13% et le Stoxx 600 de 0,63%. La situation sanitaire liée à la pandémie de coronavirus ne montre aucun signe d'amélioration. Les cas de contamination dépassent désormais la barre d'un million de personnes à travers le monde pour plus de 52.000 décès. L'ampleur et la durée de la pandémie ainsi que son impact sur l'économie sont encore difficiles à prévoir. Le nombre record des inscriptions hebdomadaires au chômage, qui ont atteint 6,5 millions la semaine dernière, a donné jeudi un premier aperçu du choc économique aux Etats-Unis. Les investisseurs suivront à 12h30 GMT la publication du rapport mensuel sur l'emploi américain mais cette statistique sera moins intéressante à suivre pour les investisseurs puisque les enquêtes du département du Travail ont eu lieu avant que l'impact du Covid-19 ne soit réellement visible. En Europe, les indices PMI définitifs pour le secteur des services en mars ont confirmé une chute brutale de l'activité le mois dernier, encore plus prononcée qu'estimée initialement.

S'agissant du cours du pétrole, ils ont connu vendredi une nette baisse et les cours du brut ont depuis effacé leur repli, le prix du baril de Brent évoluant même en hausse de plus de 3%.

Les prix du pétrole ont connu jeudi leur plus forte hausse journalière jamais enregistrée après les déclarations de Donald Trump qui a dit s'attendre à ce que l'Arabie saoudite et la Russie acceptent de réduire leur production de pétrole de 10 à 15 millions de barils par jour (bpj).

Une discussion entre l'Opep et des producteurs extérieurs au cartel serait bien en cours et porterait sur une baisse de 10 millions de barils par jour, selon une source jointe par Reuters.

Le baril de Brent progresse de 3,2% à 30,90 dollars après avoir bondi de 21% jeudi et le baril de brut léger américain (WTI) est stable à 25,32 dollars après une envolée de 24,7% la veille.

Les sociétés financières européennes, banques comme assureurs, évoluent en nette baisse alors que les annonces de suspension du dividende se multiplient. BNP Paribas perd ainsi 3,91% après avoir dit qu'elle ne verserait pas de rémunération à ses actionnaires au titre de 2019. Axa et CNP Assurances perdent respectivement 4,97% et 7,34% alors que l'autorité européenne du secteur a appelé assureurs et réassureurs à suspendre leurs dividendes comme leurs rachats d'actions et à envisager un report des bonus. L'ensemble du compartiment de l'assurance souffre et accuse la plus forte sectorielle en Europe (-3,52%). Le groupe suédois de prêt-à-porter H&M (+6,91%) se distingue à la hausse, porté par la publication d'un bénéfice avant impôts supérieur aux attentes pour le trimestre clos fin février en dépit de l'annonce d'une perte attendue sur le trimestre en cours. En Asie, l'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a fini quasi stable (+0,01%) et accuse une baisse de 8% sur l'ensemble de la semaine. La tendance a été au rouge sur le reste des places boursières asiatiques: le CSI 300 des grandes capitalisations de Chine continentale a reculé de 0,77% et l'indice Hang Seng de Hong Kong a abandonné 0,73%. La Bourse de New York a rebondi jeudi après deux séances consécutives dans le rouge grâce à l'envolée des cours du pétrole qui a compensé le chiffre catastrophique des inscriptions hebdomadaires au chômage aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones a gagné 2,24% à 21.413,44 points. Le S&P-500 a pris 2,28% à 2.526,9 points et le Nasdaq Composite a avancé de son côté de 1,72% à 7.487,31 points. Signe de l'aversion continue au risque des investisseurs, les rendements obligataires américains poursuivent leur repli: celui des Treasuries à dix ans cède encore près de trois points de base, à 0,5963%.

Le taux du Bund allemand à dix ans, principale référence dans la zone euro, se replie légèrement, à -0,441%. Pour le change, le dollar s'achemine vers une hausse de 2% cette semaine face à un panier de devises de référence, le billet vert profitant de son statut d'actif refuge. L'euro évolue ainsi en repli de 0,5% pour retomber sur le seuil de 1,08, au plus bas depuis le 25 mars.

PÉTROLE Le Brent s'apprécie encore de 10% au lendemain d'un bond historique

Les prix du pétrole progressaient fortement vendredi, au lendemain d'un bond historique, dans l'espoir d'une forte baisse de la production lors d'une réunion d'urgence de l'Opep+ lundi afin de rééquilibrer un marché plombé par la pandémie.

Vers 10H05 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 33,18 dollars à Londres, en hausse de 10,92% par rapport à la clôture de jeudi, peu après avoir touché 33,37 dollars.

A New York, le baril américain de WTI pour mai gagnait de son côté 5,77%, à 26,78 dollars.



L'OPEP+ va se réunir lundi par vidéoconférence

L'Opep et ses alliés vont se réunir lundi par vidéoconférence pour tenter de trouver une réponse à l'effondrement des cours du pétrole lié au coronavirus, a affirmé vendredi à la presse une source proche de l'organisation basée à Vienne.

L'Arabie saoudite, principal producteur du cartel, avait appelé jeudi "à la demande des Etats-Unis" à une réunion "urgente" de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et d'autres pays, dont la Russie pour parvenir à un "accord équilibré qui rétablira l'équilibre des marchés pétroliers", selon l'agence saoudienne SPA.

"L'Azerbaïdjan a été invité à une réunion des ministres de l'Opep et des pays non membres par vidéoconfé-

rence le 6 avril afin de stabiliser le marché pétrolier", a par ailleurs indiqué dans un communiqué le ministère de l'Energie de ce pays du Caucase.

Selon Bakou, cette réunion se tiendra "à l'invitation de l'Arabie saoudite après les pourparlers avec le président américain Donald Trump".

Elle visera à discuter de l'adoption d'une "nouvelle déclaration de coopération", selon la même source.

Une source russe citée par l'agence publique Ria Novosti a également évoqué la date du 6 avril, ajoutant que la réunion viserait à discuter d'une réduction de la production à hauteur de 10 millions de barils par jour.

Selon une autre source russe citée par l'agence TASS, le régulateur améri-

cain a été invité à prendre part à la réunion. Le président Trump a évoqué jeudi un possible accord entre l'Arabie saoudite et la Russie, engagés dans une guerre des prix du pétrole, sur une baisse de dix millions de barils.

La Russie - deuxième producteur mondial mais non membre de l'Opep - a refusé le mois dernier une réduction de la production mondiale de brut afin de compenser une baisse de la demande provoquée par la pandémie due au nouveau coronavirus.

Vers 14H50 GMT, jeudi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 30,82 dollars à Londres, en hausse de 24,58% par rapport à la clôture de mercredi, peu après avoir touché 36,29 dollars.

Le Koweït va recommencer à exporter du brut de gisements partagés avec Ryad

Le Koweït a annoncé vendredi l'exportation prévue ce week-end d'une cargaison de brut produit sur deux gisements pétroliers, situés dans une zone neutre partagée avec l'Arabie saoudite, qui étaient fermés depuis cinq ans en raison d'un différend bilatéral.

Le ministre du Pétrole koweïtien Khaled al-Fadhel a déclaré qu'"environ un

million de barils" allaient être exportés samedi et dimanche à bord d'un navire koweïti "avec pour destination finale les marchés asiatiques", selon l'agence de presse officielle Kuna. Cette annonce intervient après que l'Arabie saoudite et le Koweït ont signé en décembre un accord pour relancer la production dans deux impor-

tants gisements pétroliers conjoints situés dans une zone neutre, interrompue en raison d'un désaccord bilatéral. Les champs de Khafji et de Wafra produisaient plus de 500.000 barils par jour (bpj), que les deux pays du Golfe se partageaient à parité, avant d'être fermés respectivement en octobre 2014 et en mai 2015. Cette annonce survient au

moment où les prix du pétrole ont atteint lundi leur plus bas niveau depuis 2002, en raison de la pandémie de Covid-19 et d'une guerre des prix entre l'Arabie saoudite et la Russie.

L'Arabie saoudite, premier exportateur de pétrole brut au monde, produit près de 10 millions de bpj, le Koweït environ 2,7 millions de bpj.

MONDE - ÉCONOMIE - ÉPIDÉMIE "L'impact de la pandémie pourrait coûter au monde plus de 4.000 mds USD"

L'impact de la pandémie de coronavirus sur l'économie mondiale pourrait atteindre de 2.000 milliards à 4.100 milliards de dollars, soit 2,3% à 4,8% du PIB mondial, affirme vendredi dans un communiqué la Banque asiatique de développement (ADB).

Cette estimation pourrait être sous-évaluée notamment car elle ne prend pas en compte "d'éventuelles crises sociales et financières ainsi que les effets à long terme sur les systèmes de santé et l'éducation" de la pandémie, selon l'organisation basée à Manille.

Le cap du million de personnes testées positives au coronavirus dans le monde a été franchi jeudi et le nombre de décès a dépassé les 52.000.

Selon l'ADB, la croissance en Asie devrait s'élever à 2,2% cette année, soit son rythme le plus lent depuis 1998.

Cette année-là, elle n'avait pas dépassé 1,7% en raison de la crise financière asiatique. "Personne ne



peut prédire l'ampleur de la propagation de la pandémie de Covid ni sa durée", a souligné Yasuyuki Sawada, responsable économiste au sein de la Banque asiatique de développement (ADB). "La possibilité d'une grave crise financière ne peut être exclue", a-t-il

ajouté. Ces prévisions tablent sur le fait que l'épidémie de coronavirus sera maîtrisée cette année et sur un retour à la normale en 2021. Cependant, un rebond de l'épidémie n'est pas exclu et son niveau de gravité demeure inconnu. "Les résultats peuvent être pires que prévu et la croissance pourrait ne pas s'en remettre aussi vite", a prévenu la Banque.

La croissance en Chine, la première économie asiatique, pourrait ralentir de 2,3% cette année contre 6,1% en 2019, avant de rebondir en 2021.

"L'épidémie a provoqué un choc au niveau de la demande car les gens sont restés chez eux.

C'est devenu un choc de l'offre, car les entreprises ont souffert de pénuries de main-d'oeuvre...

et de matériaux, car les chaînes d'approvisionnement se sont effondrées", a affirmé l'ADB.

CHINE

Pékin injecte 52 milliards d'euros pour soutenir son économie

La banque centrale chinoise a annoncé vendredi une baisse du ratio de réserve obligatoire des petites banques commerciales, libérant 400 milliards de yuans (52,1 milliards d'euros) pour soutenir une économie fragilisée par l'épidémie de Covid-19.

Ce ratio, qui oblige les banques à conserver des liquidités auprès de la banque centrale, sera abaissé dans une proportion d'un point de pourcentage en deux temps, les 15 avril et 15 mai, a précisé dans un communiqué l'institut d'émission.

Cette mesure vise à alléger la pression sur les établissements financiers de petite et moyenne taille pour les encourager à accorder davantage de crédits, à des conditions plus favorables, aux entreprises.

La dernière baisse remontait au 13 mars. Pékin avait alors réduit le taux de réserve obligatoire d'un demi-point, injectant environ 70 milliards d'euros dans l'économie. La banque centrale a également indiqué qu'elle réduirait à partir du 7 avril le taux d'intérêt sur les réserves excédentaires des banques, de 0,72% à 0,35%.

L'opération, une première depuis 12 ans, vise à inciter les établissements bancaires à libérer davantage de fonds.

Pour soutenir une économie à la peine après plus d'un mois de paralysie pour cause d'épidémie, Pékin a appelé à plusieurs reprises les



banques à prêter davantage aux petites et moyennes entreprises. Les PME sont les plus fragilisées mais aussi les plus dynamiques en terme d'emploi. Mardi, le gouvernement a notamment annoncé le déblocage de 1.000 milliards de yuans (130 milliards d'euros) pour soutenir ces entreprises. L'épidémie, qui a eu de graves répercussions sur la produc-

tion et le fonctionnement des entreprises, a pratiquement mis à l'arrêt le pays en février au moment où des centaines de millions de Chinois tétaillés par le virus se terraient chez eux. Depuis, l'activité reprend à la faveur d'une levée progressive des mesures anti-épidémie, mais les conséquences sur l'économie devraient se prolonger.

ESPAGNE

La production industrielle recule de 1,3% en février



La production industrielle espagnole a reculé pour le deuxième mois consécutif en février, de 1,3% sur un an, selon les données provisoires publiées vendredi par l'Institut national de la statistique (INE). La baisse est toutefois moindre que celle enregistrée en janvier, où la production avait chuté de 2,4% après huit mois de hausse quasi ininterrompue. Le recul est surtout dû à une forte baisse de la production d'énergie (-4,1% sur un an) et de biens de consommation (-1,4%). En 2019, la production industrielle avait augmenté de 0,6% en Espagne. L'impact de la pandémie de Covid-19 sur la quatrième économie de la zone euro devrait être très sévère en mars, mois au cours duquel les cas de contagions et de décès ont explosé en Espagne.

Le pays est le deuxième plus endeuillé au monde après l'Italie avec près de 11.000 morts.

L'état d'alerte et un strict confinement de la population ont été décrétés le 14 mars, freinant net l'activité économique.

La mesure a été encore durcie le 29 mars lorsque le gouvernement a ordonné l'arrêt pendant deux semaines de toutes les activités économiques "non-essentielle", particulièrement dans la construction et l'industrie. Toutes les usines automobiles du pays, deuxième constructeur européen, sont à l'arrêt depuis mi-mars. L'Espagne a enregistré en mars une hausse "historique" du chômage avec plus de 300.000 demandeurs d'emplois supplémentaires.

RWANDA - FMI - COVID-19

Le FMI débloque un financement d'urgence de 109 millions USD

Le Fonds monétaire international (FMI) vient d'annoncer avoir approuvé un financement d'urgence de 109,4 millions de dollars US au Rwanda destiné à aider le pays à faire face à la pandémie du nouveau Coronavirus (Covid-19).

Ce financement a été accordé dans le cadre de la Facilité de crédit rapide (FCR) qui fournit une aide financière concessionnelle rapide avec une conditionnalité limitée aux pays à faible revenu, a indiqué le FMI dans un communiqué.

"Les fonds serviront à répondre aux besoins urgents de la balance des paiements du Rwanda résultant de l'épidémie du Covid-19", a fait savoir le l'institution financière.

Selon le FMI, ce financement appuiera les efforts des autorités rwandaises visant à atténuer l'impact économique de la pandémie en limitant la baisse des réserves internationales, et en accordant un soutien financier au budget pour une augmentation des dépenses. "La pandémie de Covid-19 a paralysé l'économie du Rwanda, créant un besoin urgent de balance des paiements", a déclaré dans un communiqué Tao Zhang, directeur général adjoint et président par intérim du FMI.

Pour contenir la propagation du virus, le gouvernement rwandais a rapidement mis en œuvre des mesures des plus draconiennes qui ont impacté directement tous les secteurs de l'économie avec des retombées qui pourraient encore s'intensifier. Le FMI a affirmé que ce financement d'urgence contribuera à atténuer les pressions liées à la pandémie de Covid-19 sur le commerce, le tourisme et les réserves de change, et à fournir des "ressources indispensables" aux dépenses de santé ainsi qu'aux entreprises et aux ménages touchés par la crise.

D'après le dernier bilan établi par le ministère de la Santé, le nombre total des cas de contamination au nouveau coronavirus a atteint 84 cas confirmés au Rwanda. Le gouvernement du Rwanda avait annoncé le confinement général de la population et la fermeture des frontières pour lutter contre l'épidémie de coronavirus, une série de mesures restrictives ont été adoptées.

APS

ETATS-UNIS

Le secrétaire au Trésor promet aux PME que l'aide coulera à flots

Le secrétaire américain au Trésor a promis jeudi aux petites et moyennes entreprises que l'aide financière promise dans le gigantesque plan de relance de la première économie du monde coulera à flots dès vendredi.

"Ce sera prêt à démarrer demain (...) vous aurez l'argent et vous l'aurez le même jour", a promis Steven Mnuchin, invité jeudi du point de presse quotidien de Donald Trump, consacré à l'épidémie de Covid-19.

"Cela va démarrer mais cela ne veut pas dire que tout le monde pourra avoir son prêt dès demain", a mis en garde M. Mnuchin, des centaines de milliers d'entreprises pouvant potentiellement bénéficier de cette aide. Les entreprises de 500

employés ou moins doivent pouvoir avoir accès aux 350 milliards de dollars promis dans le plan d'aide de 2.200 milliards adopté par le Congrès.

Si l'on en croit l'administration Trump il suffira de remplir un formulaire très simple pour demander un prêt à une banque et le tour sera joué.

Le Trésor garantit le prêt de la banque et l'effacera si l'entreprise garde ses employés ou réembauche ceux qu'elle aurait éventuellement déjà licenciés. "Nous voulons que vous ayez une entreprise qui soit prête à redémarrer rapidement quand le moment approprié sera venu", a souligné M. Mnuchin, rappelant que jamais l'économie américaine --en bonne santé avant l'épidémie-- n'avait

connu un coup d'arrêt aussi brutal. Mais jeudi soir, les échos de groupes bancaires se plaignant de ne pas avoir assez d'informations pour pouvoir exécuter le plan d'aide du gouvernement, se multipliaient. Ainsi, sur le site internet de la plus grande banque des Etats-Unis --JPMorganChase-- on pouvait lire: "Les institutions financières comme la nôtre attendent toujours les instructions de l'Agence des PME et du Trésor. Par conséquent, Chase ne sera probablement pas en mesure de commencer à accepter les demandes vendredi 3 avril". M. Mnuchin s'est voulu rassurant, affirmant avoir parlé aux principaux dirigeants de banques américaines. Il a aussi promis que les virements

d'argent aux ménages allaient démarrer d'ici deux semaines, contre trois estimées précédemment. Selon ce volet du plan de relance, une famille de 4 personnes devrait ainsi toucher 3.000 dollars.

Avant que le nouveau coronavirus ne se répande aux Etats-Unis et ne mette à l'arrêt des pans entiers de l'industrie, en particulier dans les services comme la restauration, l'économie du pays était robuste.

Le taux de chômage était ainsi de seulement 3,5% en février, au plus bas depuis 50 ans.

Mais en 15 jours ce sont près de 10 millions de personnes qui ont fait leur première demande d'allocation chômage, selon les chiffres publiés jeudi.

USA: l'industrie manufacturière se contracte en mars

L'activité du secteur manufacturier aux Etats-Unis s'est contractée en mars, après deux mois de croissance, pénalisée par la pandémie de nouveau coronavirus, selon l'indice des directeurs d'achats de l'association ISM publié mercredi.

L'indice s'est établi en mars à 49,1%, tout juste sous la barre des 50%, au-dessus de laquelle l'indice marque une activité en croissance, en-dessous, il correspond à une contraction de l'activité.

C'est toutefois mieux que ce qu'attendaient les analystes, qui tablaient sur 43,3%.

"La pandémie de coronavirus et le choc sur le marché mondial de l'énergie a pénalisé tous les secteurs manufacturiers", a commenté Timothy Fiore, président de l'en-

quête ISM, cité dans le communiqué.

"Je n'ai jamais rien vu bouger aussi vite.

(...) Nous n'avons pas touché le fond", s'est-il inquiété mercredi lors d'une conférence téléphonique.

Les nouvelles commandes ont particulièrement souffert en mars, reculant de 7,6 points de pourcentage par rapport à février, pour s'établir à 42,2%.

les prix ont également chuté de 8,5 points et sont tombés à 37,4%.

"Le secteur manufacturier, sensible aux exportations, devrait s'affaiblir, reflétant les perturbations de la chaîne d'approvisionnement ainsi que les perspectives de croissance mondiale plus faibles liées au coronavirus", a commenté Rubeela

Farooqi, chef économiste de High Frequency Economics (HFE).

"De vastes pans du secteur (manufacturier) sont vulnérables car les consommateurs réduisent leurs dépenses en biens, en particulier les articles coûteux comme les voitures et les camions, et les investissements commerciaux s'effondrent également", a relevé Ian Shepherdson, chef économiste chez Pantheon Macroeconomics.

En février, l'indice s'était tout juste maintenu au-dessus de cette barre, à 50,1%.

Il était resté en territoire négatif d'août à décembre 2019, alors que la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis avait particulièrement touché l'industrie manufacturière américaine.

CONFINEMENT À BLIDA Afflux continu des dons de solidarité de différentes wilayas

Les dons de solidarité de différentes wilayas du pays, continuent d'affluer vers la wilaya de Blida, qui est soumise à un confinement total, en raison de l'enregistrement du plus grand nombre de cas d'infection par le nouveau coronavirus (Covid-19).

En effet, les aides et les dons de solidarité, représentés par différents produits alimentaires et agricoles, n'ont pas arrêté d'affluer vers la wilaya, depuis le début de son confinement total, qui en est à son 10ème jour, ce jeudi.

Ces aides alimentaires sont essentiellement destinées aux familles nécessiteuses, qui ne peuvent subvenir à leurs besoins quotidiens, en cette période de confinement, outre des produits pharmaceutiques et divers équipements médicaux distribués aux hôpitaux, de la part de bienfaiteurs et hommes d'affaires, mais, aussi, d'entreprises publiques et privées locales et du dehors de la wilaya. Ainsi, un don de six camions chargés de 100.000 bouteilles d'eau minérale est arrivé, jeudi à Blida, de la part la société « Aoutis » de Bordj Bou Arridj.

Le don est destiné à être distribué aux différentes communes, qui se chargeront de les acheminer aux familles concernées par ces aides de solidarité. D'autres quantités considérables d'eau minérale, de sucre et d'huile de table, ont été réceptionnées, jeudi, par les services de la wilaya de Blida, de la part du Groupe CEVITAL, en plus d'une importante quantité de pomme de terre offerte par un bienfaiteur.

Avant-hier mardi, la wilaya a réceptionné 1.200 qx de pomme de terre, 40 qx de poulet, et 4.300 plateaux d'œufs, outre d'autres produits alimentaires divers, reçus en guise de dons, mercredi, de la wilaya d'El Oued.

A noter que les services de la wilaya ont procédé, au titre de la mise en application des instructions des hautes autorités du pays, visant la bonne prise en charge des dons de solidarité réceptionnés, tant de la part d'entreprises industrielles et économiques locales, que de différentes wilayas et organismes officiels, à l'installation d'une cellule de crise pour l'accueil de ces aides et dons, a déclaré, à l'APS, mercredi, le chef du cabinet du wali, Tahar Ait Ahmed. « La cellule est chargée de la distribution des dons à leur bénéficiaires, le jour même de leur réception, avec l'implication des comités des communes, quartiers et villages », a-t-il précisé.

COMMERCE-SPÉCULATION Plus de 2500 arrestations

Les unités de la Gendarmerie nationale (GN) ont traité, durant la période allant du 22 mars au 1 avril, 2426 affaires liées à la spéculation dans les produits alimentaires de large consommation et les produits parapharmaceutiques et arrêté 2508 individus, a indiqué, jeudi, un communiqué de ce corps de sûreté.

Les unités de la Gendarmerie nationale ont traité durant la période considérée, 2426 affaires, arrêté 2508 individus, et saisi une quantité importante de produits alimentaires et parapharmaceutiques, note le communiqué, soulignant que ces opérations s'inscrivent dans le cadre de « la lutte contre la spéculation, le monopole et la fraude dans les produits alimentaires de large consommation et les produits parapharmaceutiques, et dans le souci de mettre fin à ces pratiques criminelles des personnes exploitant la conjoncture actuelle, à savoir la propagation du nouveau Coronavirus (Covid-19) ». Dans ce cadre, la GN invite les citoyens à « participer activement à la lutte contre les différents types de criminalité, en signalant sans délai toute opération spéculative, monopolistique ou frauduleuse et toute infraction ou atteinte à l'intérêt public », rappelant les supports technologiques mis à la disposition des citoyens à cet effet, à savoir son numéro vert (1055) et le site de Pré-plaintes et renseignements en ligne (PPGN.MDN.DZ), conclut la même source.

APS

ZAKAT - FATWA

Il est permis d'avancer la zakat pour aider à surmonter les difficultés du confinement (ministère des affaires religieuses)

Le ministère des Affaires religieuses et des Wakfs a annoncé jeudi dans un communiqué qu'il était permis aux individus de s'acquitter de la Zakat « aumône légale » avant son terme (Haoul) pour aider une catégorie de citoyens à surmonter les difficultés du confinement imposé dans le cadre de la prévention contre la propagation du nouveau coronavirus (Covid-19).

« En cette conjoncture (pandémie de coronavirus), qui a perturbé le fonctionnement de plusieurs services et réduit les moyens de subsistance, causée par les conditions de confinement total ou partiel, particulièrement chez les catégories qui dépendent essentiellement des revenus de leurs travaux quotidiens, à l'instar des métiers et l'artisanat, les membres de la commission de la fatwa, réunis au siège du ministère, ont souligné qu'« à l'origine, l'on doit s'acquitter de la zakat en nature ou de la zakat du bétail après avoir atteint le



quorum (an-nisâb) et après (année), sauf en cas de déversement du hawl nécessité où il est permis

d'avancer l'acquittement de la Zakat ». Dans ce cadre, le ministère précise que « l'acquiescement de la zakat peut être avancée bien avant le terme (année), au regard de l'intérêt conjoncturel indéniable qui en résultera pour une catégorie de citoyens ».

La Commission a exhorté, à cette occasion, « les chefs d'entreprises et toute personne aisée, à prêter aide et assistance à leurs frères nécessiteux, priant Allah Le Tout-Puissant, de « lever cette pandémie et que tout un chacun se revête des valeurs de patience, entraide et de solidarité ».

L'ENFANT AUTISTE FACE AU CONFINEMENT

Les tâches domestiques... un bon moyen d'occupation

L'implication de l'enfant autiste dans les tâches domestiques constitue, en cette période de confinement préventif, un bon moyen d'occupation pour cette catégorie aux besoins spécifiques.

Des familles oranaises contactées jeudi par l'APS à l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme ont ainsi expliqué avoir réussi à chasser les appréhensions suscitées à l'annonce des mesures prises de prévention et de lutte contre la propagation du coronavirus, dont la fermeture des crèches, des établissements psychopédagogiques et autres structures d'accueil spécialisées dans la prise en charge des enfants autistes. « Les mesures de précaution nous ont certes inquiétés au début, mais la mobilisation de ma famille aux côtés de ma fille autiste de 16 ans a permis de lever toutes les craintes », confie Karim qui avait l'habitude de la faire sortir tous les jours. « L'alternative réside dans l'implication aux tâches ménagères avec la maman », poursuit-il, révélant avoir été « agréablement surpris » par l'adaptation rapide de sa fille à la situation. De son

côté, Abdelkrim assure que son fils de 15 ans donne, lui aussi, l'impression d'avoir parfaitement « compris » la situation imposée par la conjoncture. « Lui qui avait l'habitude de courir dans tous les sens dans l'aire de jeux de la cité, s'occupe plutôt bien avec ses jouets, en regardant des dessins animés à la télévision, ou en prêtant son aide à la mise des couverts sur la table de cuisine », explique Abdelkrim. Fatiha, femme au foyer, a choisi quant à elle de poursuivre, à la maison, les séances pédagogiques qui étaient dispensées au cabinet de la praticienne de son enfant de 12 ans, tout en l'incitant à participer à certaines activités domestiques. L'ensemble de ces enfants autistes sont non-verbaux comme la grande proportion de cette catégorie qui peuvent également présenter des troubles du comportement caractérisés par l'hyperactivité et des changements d'humeur plus ou moins graves (automutilation, agressivité). « L'absence de langage ne signifie pas l'absence de faculté cognitive », tient à clarifier la neuropsychologue Fatima Benmoufok, spécialisée dans la prise en

charge de cette catégorie d'enfants à Oran, recommandant aux parents de « parler » à leurs petits. « En cette période de confinement, la priorité doit être donnée surtout à l'explication de la ligne de conduite à observer en matière d'hygiène », a insisté la spécialiste, préconisant à l'adresse des parents de « parler en montrant les gestes à accomplir » en s'appuyant, au besoin, sur des pictogrammes (dessin symbolisant l'action). La praticienne suggère encore, pour la période de confinement, d'occuper les enfants par des tâches manuelles aisées, comme le rangement d'objets et la manipulation de pâte à modeler, sans oublier l'effet bénéfique d'une chanson ou musique relaxante le soir. La Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, fixée au 2 avril, se tient cette année sous le thème « La transition vers l'âge adulte ». Cette journée a été instituée en 2008 par l'Organisation des Nations unies (ONU) qui définit l'autisme de « trouble permanent du développement qui se manifeste au cours des trois premières années de la vie et résulte d'un dysfonctionnement neurologique ».

COVID-19 À ALGER

Les marchés de proximité de Bouzaréah ouverts jusqu'à 13:00

Les services de la circonscription administrative de Bouzaréah, dans la wilaya d'Alger, ont arrêté les horaires de fermeture des marchés de proximité à travers ses communes à 13:00, à partir de jeudi et jusqu'à nouvel ordre, a indiqué un communiqué de cette instance. Les horaires d'ouverture des marchés de proximité, répartis à travers les communes de Bouzaréah, Ben Aknoun, Beni Messous et El Biar ont été arrêtés en application des décisions prises lors de la réunion de la commission de sécurité du 31 mars pour endiguer la pandémie,

vu la situation générale que traverse le pays, en raison de la propagation du nouveau coronavirus, souligne le communiqué. Les marchés demeureront ouverts jusqu'à 13h00 dans la circonscription administrative de Bouzaréah, et ce à partir de jeudi et jusqu'à nouvel ordre, selon la même source.

Ladite circonscription a appelé les citoyens à faire leurs courses le matin, à éviter l'affluence massive aux marchés, et à respecter la distance de sécurité entre individus, fixée à deux mètres, précise la même source.

TIPASA

Neutralisation d'un réseau spécialisé dans le trafic de psychotropes

Un réseau organisé, constitué de neuf éléments, et spécialisé dans le trafic de psychotropes, a été mis hors d'état de nuire par les services de la police de Tipasa, a indiqué, jeudi, un communiqué de ces services. Selon le document, l'opération a été réalisée par la brigade de lutte contre les drogues, de la sûreté de wilaya de Tipasa, dans le cadre de la lutte contre la criminalité relative au trafic de drogues

et de psychotropes. Cette affaire a été mise à jour grâce à des informations faisant état de la présence, en ville, de neuf personnes suspectes s'adonnant au trafic de psychotropes, suite à quoi, est-il poursuivi dans le même communiqué, un plan a été mis en place, ayant abouti à une fouille des domiciles des suspects, qui a donné lieu à la saisie de 886 comprimés de psychotropes (de type Prégabaline). A cela

s'ajoute, selon la même source, la saisie d'un montant de plus de 90.000 da, issu de la vente de ces drogues, de trois véhicules touristiques, et 12 téléphones portables. Les suspects seront présentés devant le parquet du tribunal près de Tipasa, dès parachèvement des enquêtes s les concernant, est-il signalé dans le même communiqué de la cellule d'information de la sûreté de wilaya de Tipasa.

ONU

La pandémie de COVID-19 accentue les difficultés rencontrées par les personnes atteintes d'autisme (ONU)

L'actuelle pandémie de coronavirus accentue les difficultés rencontrées par les personnes atteintes d'autisme pour exercer leurs droits à l'indépendance et à l'autonomie, ainsi qu'à l'éducation et à l'emploi sur un pied d'égalité, a déploré, jeudi l'Organisation des Nations-Unies.

Dans un message à l'occasion de la Journée mondiale de sensibilisation à l'autisme, célébrée le 2 avril de chaque année, le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, a souligné que les droits de l'homme universels, y compris ceux des personnes handicapées, ne devraient pas être compromis et violés pendant une pandémie.

«Nous devons veiller à ce qu'une perturbation prolongée, suscitée par l'urgence, n'annule pas les progrès accomplis au prix d'un dur labeur par les personnes autistes et les organisations qui les représentent», a-t-il dit.

Le chef de l'ONU a rappelé que, dans leur réponse à la crise, les gouvernements ont la responsabilité de s'occuper des personnes autistes et qu'elles ne devraient jamais faire l'objet de discrimination lorsqu'elles cherchent à obtenir des soins médicaux. Il a également indiqué qu'en ce moment, ces personnes doivent disposer des systèmes de soutien nécessaires pour rester dans leurs foyers et leurs communautés en temps de crise, «plutôt que de faire face à la possibilité d'une institutionnalisation forcée». En même temps, il a noté que pendant cette période compliquée, «nous avons la responsabi-



lité commune de répondre correctement aux besoins de ceux qui sont touchés de manière disproportionnée par le Covid-19».

«Les informations sur les mesures de précaution doivent être fournies dans des formats accessibles.

Nous devons également garder à l'esprit que lorsque les écoles utilisent l'enseignement en ligne, les élèves dont le style d'apprentissage diffère de la norme peuvent être dés-

avantagés», a fait remarquer M. Guterres. «Même en ces moments imprévisibles, nous devons nous attacher à consulter les personnes handicapées et les organisations qui les représentent, et faire en sorte que les façons non traditionnelles de travail, d'apprentissage et de contacts les uns avec les autres, ainsi que la réponse internationale face au Covid-19, soient inclusives et accessibles à tous», a-t-il souligné.

USA

27.000 emplois privés supprimés en mars face au Covid-19

Le secteur privé aux Etats-Unis a supprimé 27.000 emplois au mois de mars, à cause de la pandémie de nouveau coronavirus, selon l'enquête mensuelle de la firme de services aux entreprises ADP publiée mercredi. Néanmoins, les chiffres s'arrêtent au 12 mars, soit avant les mesures massives de confinement, et, donc, «ne reflètent pas l'ensemble des conséquences du Covid-19 sur la situation générale de l'emploi», alerte ADP dans son communiqué.

Sur cette période, seules les plus petites entreprises, celles de moins de 50 salariés, ont supprimé des emplois, 90.000 au total, dont plus des deux tiers dans les toutes petites entreprises, de moins de 20 salariés. Les entreprises de taille plus importante avaient continué à créer de l'emploi. Et c'est le secteur du commerce et du transport, très touché par le net ralentissement des échanges visant à enrayer la pandémie, qui a perdu le plus d'emplois (-37.000). La construction a également souffert, avec 16.000 emplois supprimés. Les analystes tablaient sur 175.000 emplois perdus en mars. Il s'agit néanmoins de la chute la plus importante depuis avril 2009, alors que l'économie américaine tentait de surmonter la crise des subprimes. Le virus a fait plus de 4.000 morts aux Etats-Unis, un chiffre multiplié par deux en trois jours, selon le bilan de l'Université américaine Johns Hopkins.

ARGENTINE-VIOLENCE DOMESTIQUE

11 femmes tuées depuis le début du confinement

Onze femmes ont trouvé la mort en Argentine dans des violences domestiques depuis l'entrée en vigueur du confinement obligatoire, instauré par les autorités pour faire face à la pandémie de COVID-19, ont rapporté, jeudi, les médias locaux.

Ce chiffre a été atteint après la récente découverte par les autorités du corps d'une femme de 30 ans dans une rue de la ville de Tigre, dans la province de Buenos Aires, ont précisé les mêmes sources.

Selon l'ONG de défense des droits des femmes «Mumalax», les meurtres de femmes dans le pays sud-américain ont fait 11 victimes depuis l'instauration du confinement obligatoire le 20 mars pour freiner la propagation de la pandémie.

En 2019, la violence domestique a coûté la vie en Argentine à plus de 280 femmes et à environ 70 autres depuis le début de cette année, selon des chiffres relayés par la presse locale.

CORONAVIRUS/FRANCE

Des députés appellent à régulariser les sans-papiers

Des députés français issus de plusieurs groupes politiques ont appelé jeudi à régulariser les sans-papiers pendant l'épidémie du coronavirus, mettant en avant «la situation dramatique des sans-papiers et des sans-abris». Les députés Olivier Faure (Parti socialiste), Fabien Roussel (Parti communiste) et Sonia Krimi (parti présidentiel, LREM) notamment se sont associés jeudi à un appel lancé il y a quelques jours en ce sens par le député François-Michel Lambert, du parti Libertés et Territoires. «Nous demandons solennellement au gouvernement français de prendre les mêmes mesures que le gouvernement portugais», qui a décidé ces derniers jours de régulariser les sans-papiers pendant la durée de l'état d'urgence décrété pour freiner la pandémie de coronavirus, écrit le député la vingtaine de signataires de cet appel. Ils estiment que la mesure prise par le Portugal qui donne aux sans-papiers «les mêmes droits» pour l'accès aux soins et aux aides financières que les citoyens portugais est «une mesure de salubrité publique qui protège tous les habitants». Mettant en avant «la situation dramatique des sans-papiers et des sans-abris», ils ajoutent que la crise sanitaire en France «rend encore plus cruciale la prise en compte de ce problème qui n'a que trop duré». Après la décision du Portugal, le député français LREM de l'aile gauche Aurélien Taché avait estimé sur Twitter, qu'«être solidaire, c'est protéger l'ensemble des personnes sur son territoire».

AP3

GUINÉE BISSAU

Peines de prison records après une saisie de cocaïne historique

La justice bissau-guinéenne a prononcé jeudi les peines les plus lourdes de son histoire dans une affaire de drogue, six mois après une saisie historique de deux tonnes de cocaïne dans ce pays d'Afrique de l'Ouest considéré comme une zone de transit entre l'Amérique latine et l'Europe.

A l'issue de ce qui n'est que le deuxième procès de ce type à Bissau, le tribunal régional de la capitale a prononcé des peines de prison ferme à l'encontre de 12 accusés lors d'une audience à l'assistance clairsemée en raison des restrictions de circulation

imposées par la lutte contre le nouveau coronavirus, selon des médias. Mais dans cette ancienne colonie portugaise chroniquement instable, où des responsables politiques et militaires sont régulièrement soupçonnés d'être de mêche avec les trafiquants, les deux «cerveaux présumés» manquaient à l'appel et ont été condamnés par défaut à 16 ans de prison.

Les deux hommes, le Colombien Ricardo Ariza Monje, dit «Ramon», et Braima Seidi Ba, qui a la double nationalité portugaise et bissau-guinéenne, avaient pourtant été interpellés lors du déclenche-

ment de l'«opération N avara» en septembre dernier, qui avait débouché sur la saisie de plus de 1,8 tonne de cocaïne. Mais ils avaient mystérieusement disparu pendant leur transfert entre le commissariat de police et la prison. Ils sont depuis lors sous le coup d'un mandat d'arrêt international. Les autres accusés, de nationalité bissau-guinéenne, colombienne, mexicaine et malienne, ont écopés de peine allant de quatre à 14 ans de prison.

En novembre, lors du premier procès de ce type à Bissau, Mohamed Sidy Ahmed, présenté par les

autorités bissau-guinéennes comme un conseiller en communication du président de l'Assemblée nationale du Niger, Ousseini Tinni, avait été condamné à 15 ans de prison, et deux de ses complices à 14 ans.

Tous les trois avaient été arrêtés en mars 2019, lors de la saisie, alors record, de près de 800 kg de cocaïne dissimulés dans un camion frigorifique.

Les stupéfiants avaient pour destination le nord du Mali, où sévissent depuis près de 10 ans des terroristes impliqués dans divers trafics, selon la police judiciaire de Bissau.

BURKINA FASO

Libération de 1.207 détenus pour freiner le coronavirus

Le président burkinabé Roch Marc Christian Kaboré a gracié 1207 détenus pour freiner la propagation du coronavirus dans ce pays de l'Afrique de l'Ouest qui signale 288 cas et 16 décès.

«Cette remise de peine concerne 1.207 personnes qui feront l'objet d'un accompagnement pour leur réinsertion sociale», a déclaré le ministre de la Communication Remis Fulgance Dandjinou, lors d'un point de presse.

«Les bénéficiaires ont été choisis au regard de leur âge avancé, leur état de santé et de l'accomplissement de la moitié de leur peine», a-t-il précisé soulignant qu'aucun condamné pour «acte de grand banditisme, d'excision ou de terrorisme» n'avait été libéré. Le



Burkina Faso qui comptait 7.621 détenus dans ses différentes maisons d'arrêt, avait déjà suspendu les visites aux détenus.

Depuis la détection des deux premiers cas, le 9 mars, le pays enregistre 288 cas confirmés et 16 décès.

Une cinquantaine de personnes ont été déclarées guéries.

Les autorités ont imposé un couvre-feu sur l'ensemble du pays tandis qu'une douzaine de villes enregistraient au moins un cas ont été mises en quarantaine. Un état d'urgence sanitaire a été décrété, les rassemblements de plus de cinquante personnes interdits, les frontières fermées, tout comme les marchés, les écoles et les lieux de culte.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

ALGER

Fin de la mise en quarantaine de plus de 700 personnes

Un total de 780 personnes sur 1800 placées en quarantaine dans l'hôtel Mazafran de Zéralda, ont été autorisées à quitter les lieux, vendredi matin, après expiration du délai de leur mise en quarantaine, fixé à 14 jours dans le cadre des mesures de prévention prises à l'effet d'endiguer la propagation du coronavirus (COVID-19).

A ce titre, le directeur général du Tourisme au ministère du Tourisme et de l'Artisanat, Zoubir Mohamed Sofiane a indiqué à l'APS que la libération de ces personnes confinées se poursuivrait, samedi, au niveau de l'hôtel "El-Riadh" de Sidi Fredj et durerait jusqu'à dimanche en vue d'autoriser le reste des confinés à rentrer chez eux.

Dans le même sillage, les voyageurs algériens placés immédiatement en quarantaine à leur arrivée en Algérie, en provenance des pays étrangers et voisins, pourront quitter, dimanche prochain, le centre de thalassothérapie et le complexe touristique "H3" de Sidi Fredj, ainsi que d'autres complexes et hôtels dans la wilaya de Tipaza, dont les deux hôtels "El Beldj" et "Matarès", en sus du complexe touristique "Corne d'or" et l'hôtel "El Rais" de Bo rdj El Bahri d'Alger.

S'agissant de la possibilité de mise en quarantaine d'autres vagues de voyageurs, notamment ceux en provenance de la Turquie, M.

Zoubir a précisé qu'"après la sortie des confinés, les établissements hôteliers seront immédiatement désinfectés et équipés en matériel nécessaire à l'accueil, à partir de vendredi soir, de plus de 740 voyageurs bloqués au niveau de l'aéroport international d'Istanbul, pour les placer en quarantaine de 14 jours afin d'éviter la contagion", faisant état de la mobilisation des établissements hôteliers au niveau des wilayas d'Alger et de Boumerdes à cet effet".

Il a, dans ce contexte, affirmé que "le secteur du tourisme reste mobilisé dans la conjoncture difficile que traverse le pays en raison de la propagation de l'épidémie de Covid-19 pour accompagner les personnes qui seront mises en quarantaine, les équipes médicales et les éléments de la Protection civile et de la Sûreté nationale, en mettant à disposition des établissements touristiques, publics et privés, afin de les accueillir dans les meilleures conditions".

Des personnes tout juste sorties de l'isolement à l'hôtel Mazafran ont précisé à l'APS que leur "quarantaine s'est déroulée dans de très bonnes conditions grâce à l'accompagnement médical et psychologique et aux autres prestations (hygiène, désinfection, sécurité et nourriture) dont ils ont bénéficié tout au long de leur séjour".

Pour ces personnes, la mise en quarantaine qu'ils estiment "difficile en soi" est une "nécessité impérieuse pour éviter la propagation de cette dangereuse maladie".

Par ailleurs, M. Zoubir avait annoncé mercredi la fin de la quarantaine pour 6.888 personnes isolées dans 60 hôtels et complexes touristiques publics et privés à travers 18 wilayas, dans le cadre des mesures de précaution prises pour endiguer la propagation de l'épidémie de Covid-19, précisant que l'opération concernait, mercredi, les établissements touristiques dans les wilayas d'Annaba, d'El-Oued et de Tébessa et, jeudi, le complexe "Les Andalouses" dans la wilaya d'Oran".

Le ministère du Tourisme "a pris toutes les mesures pour assurer le bon déroulement de la quarantaine à l'échelle nationale, notamment la sensibilisation des personnels des hôtels et complexes concernés à la nécessité de contribuer sérieusement à la réussite de cette action humanitaire et l'appel lancé à toutes les directions du tourisme dans les wilayas concernées pour accompagner la quarantaine en mobilisant des structures hôtelières à cet effet et suivre au quotidien le déroulement de l'opération", avait indiqué le directeur général du tourisme.

Nouveau bilan : 185 nouveaux cas confirmés et 22 nouveaux décès enregistrés en Algérie (Pr Fourar)

Cent-quatre-vingt-cinq (185) nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 22 nouveaux décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 1171 et celui des décès à 105, a indiqué vendredi à Alger, le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, le Pr Djamel Fourar lors du point de presse quotidien consacré à l'évolution de la pandémie.

LE MINISTRE DE LA SANTÉ, DE LA POPULATION ET DE LA RÉFORME HOSPITALIÈRE, PR. BEBOUZID :

"Les premiers résultats du traitement à la Chloroquine satisfaisants"

Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Pr. Abderrahmane Bebouzid, a affirmé, jeudi à Alger, que les premiers résultats des cas soumis au protocole à base de Chloroquine étaient «satisfaisants». «Les premiers résultats des cas ayant pris la chloroquine sont satisfaisants», a précisé le ministre en marge de la conférence de presse consacrée à la présentation du bilan quoti-

dien de la propagation du COVID-19. Déplorant la hausse du nombre de décès en Algérie et dans le monde, le ministre a indiqué que les données sanitaires et les études menées par les experts sur l'utilisation du protocole à base de Chloroquine en association avec des antibiotiques, «font état d'indicateurs satisfaisants». Un grand nombre de patients soumis à ce protocole au niveau des hôpitaux étaient dans

un état très satisfaisant, a-t-il déclaré affirmant qu'il faut attendre environ un semaine pour avoir une étude plus fiable et précise. Concernant les effets secondaires de la Chloroquine, le ministre a assuré que ce médicament, utilisé dans plusieurs pays développés, était prescrit «sous contrôle médical» et qu'aucun effet secondaire n'a été enregistré pour l'heure. Pour sa part, le professeur Belhocine, ancien expert à l'Organi-

sation mondiale de la santé (OMS), a fait savoir que ce médicament, peu coûteux, était à ce jour «le seul traitement disponible dans le monde», insistant sur le respect des aspects préventifs recommandés par les pouvoirs publics. Le porte-parole du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, Pr Djamel Fourar, avait annoncé que 61 malades avaient suivis le traitement à la Chloroquine.

UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Mise en service officielle du laboratoire de dépistage de Covid-19

Les premiers tests de dépistage sur des prélèvements de patients suspects d'infection au coronavirus (Covid-19), au niveau du laboratoire de l'Université Mouloud Mammeri de Tizi-Ouzou (UMMTO), ont été effectués ce jeudi en présence des autorités locales et sanitaires de la wilaya. «Nous allons procéder, pour commencer, à une soixantaine (60) de test quotidiens et essayer d'augmenter notre capacité au fur et à mesure» a indiqué, à l'occasion, le Pr Smail Daoudi, recteur de l'Université, précisant que «les prélèvements se font au niveau du CHU Nedir Mohamed qui se chargera également de communiquer les résultats aux patients». A ce propos, a-t-il expliqué, «les résultats des tests seront communiqués aux patients dans un délai de 24h par le CHU qui est, également, chargé d'effectuer les prélèvements, de les faire parvenir et de les récupérer au niveau du laboratoire, avec l'objectif de pouvoir les communiquer le jour même». Ces

tests qui concerneront, dans un premier temps, les patients suspects et prélevés au niveau des structures sanitaires locales de la wilaya, seront, éventuellement, élargis aux wilaya limitrophes en fonction de l'évolution de la situation et de la maîtrise de l'opération», a ajouté le Pr Daoudi. De son côté, le Pr Idir Bittam, responsable de la recherche scientifique au niveau du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS) et de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA) a salué l'initiative de l'UMMTO soulignant que «la qualité du matériel dont elle dispose permettra d'augmenter les capacités de dépistage et, éventuellement, parvenir à instaurer un dépistage massif». A ce titre, le Pr Bittam qui a supervisé la mise en place du plan de gestion de ce laboratoire, n'a pas écarté la possibilité «d'organisation de nouveaux cycles de formation au profit de médecins qui viendraient porter assistance aux équipes actuelles» dont il a salué «les

connaissances et le dévouement». L'Unité de dépistage, installée dans les locaux du laboratoire d'immunologie de la faculté de médecine, d'une capacité d'analyse pouvant aller jusqu'à 90 échantillons en 3 heures, procédera aux examens en collaboration avec le personnel du CHU Nedir Mohamed qui a bénéficié d'une formation assurée par une équipe de l'IPA depuis jeudi dernier. Ces équipements d'analyse de prélèvements utilisent la technique de l'amplification en chaîne par polymérisation (ACP), utilisée en microbiologie pour le diagnostic des maladies infectieuses, a-t-on expliqué. La mise en service de ce laboratoire, après ceux d'Oran et de Ouargla, permettra de diminuer la pression sur l'IPA qui traite la demande de l'ensemble des structures sanitaires au niveau national ainsi que l'allègement de la pression sur les structures sanitaires locales pour optimiser leur capacité d'accueil des patients en cette période de pandémie.

Il faut «plus de rigueur et un respect strict» des mesures de confinement (Virologue)

La prévention et la lutte contre la propagation du Covid-19 requiert «plus de rigueur» et «impose le respect strict des mesures de confinement», sans quoi, toute démarche est vouée à l'échec», a estimé, Mustapha Oumouna, professeur en Immunologie à la faculté des Sciences de l'université Yahia Farès, Médéa.

Dans une déclaration à l'APS, ce professeur, diplômé de grandes universités nord-américaines, également coordinateur général de l'African Vaccinology Network (AVANET), organisme africain d'étude et de recherches sur les maladies infectieuses, a affirmé que le gouvernement a pris toutes les mesures qu'il fallait prendre et n'a pas attendu que la situation échappe à son contrôle pour réagir. Pour ce virologue, le confinement partiel, en vigueur à travers 13 wilayas «va donner ses fruits, à conditions que la mesure soit respectée par les citoyens», insistant sur «l'impératif, pour ces derniers de

limiter les sorties et les déplacements, car, le contraire, peut poser des problèmes sur le résultat du confinement». A la question sur la nécessité de recourir éventuellement au confinement total, le professeur Oumouna, pense que «le problème n'est pas d'ordre décisionnel, mais dans la difficulté de l'appliquer de façon rigoureuse et ce pour diverses raisons», considérant qu'il y a d'autres moyens de lutter contre la propagation de ce virus, «en veillant, par exemple, à respecter la mesure de confinement, inviter les gens à rester chez eux, d'éviter, surtout, les regroupements de plus de deux personnes, quitte à recourir à verbaliser les contrevenants».

Le règlement «doit être appliqué et respecté par tous, il est anormal qu'au moment où une grande majorité de citoyens se confinent, depuis plusieurs jours, chez eux, d'autres trouvent le moyen de déambuler dans les rues et se comporter comme s'il n'y avait pas cette

menace permanente», a-t-il regretté, assurant que «persister à enfreindre constamment cette règle c'est de remettre le compte-à-rebours à zéro» et obliger, ceux qui étaient confinés, pendant une quinzaine de jours, à prolonger leur confinement de quinzaine jours supplémentaires». «Si de grandes nations ont été contraintes de prendre des mesures draconiennes pour stopper la propagation de ce virus, en décidant d'un confinement total et généralisé sur l'ensemble de leurs territoires, nous devons, nous aussi, penser à passer à un autre cap, celui de la sanction et de la tolérance zéro face à des comportements qui font qu'aggrave la situation», a-t-il préconisé. Excluant, pour l'instant, un risque de débordement des services sanitaires, même si la vigilance doit être entière, le professeur Oumouna, estime que «ce qui est comptabilisé actuellement est une courbe qui augmente, certes, mais avec un certain fléchissement», plai-

rant, à cet égard, pour «un renforcement dans l'immédiat des dispositions de prévention et de lutte contre le Covid-19». Dans le but de «cerner» ce virus et réduire sa propagation, il préconise, comme mesures supplémentaires, l'application rigoureuse et stricte de la mesure de confinement volontaire ou partiel, de verbaliser, si nécessaire, toute personne qui enfreindrait cette mesure, d'essayer de délimiter les foyers de contamination.

Si une ville, un quartier ou un bloc d'immeuble sont affectés par le Covid-19, il ne faut pas hésiter, selon ce virologue, à confiner l'endroit en question et procéder, aussitôt, au dépistage des résidents, de sorte à limiter les risques de propagation, prendre en charge, sur place, les personnes affectées, mieux maîtriser les mesures de confinement sanitaire et atténuer la pression sur les établissements de santé, a-t-il conclu.

E P I D E M I E D E C O R O N A V I R U S

Nouveau bilan : 53.693 morts dans le monde

La pandémie de nouveau coronavirus a fait au moins 53.693 morts dans le monde depuis son apparition en décembre en Chine, selon un bilan établi par l'AFP à partir de sources officielles vendredi à 11H00 GMT.

Plus de 1.035.380 cas d'infection ont été officiellement diagnostiqués dans 188 pays et territoires depuis le début de l'épidémie.

Ce nombre de cas diagnostiqués ne reflète toutefois qu'une fraction du nombre réel de contaminations, un grand nombre de pays ne testant désormais plus que les cas nécessitant une prise en charge hospitalière.

Parmi ces cas, au moins 201.500 sont aujourd'hui considérés comme guéris. L'Italie, qui a recensé son premier décès lié au coronavirus fin février, est le pays le plus touché en nombre de morts avec 13.915 décès pour 115.242 cas. 18.278 personnes sont considérées comme guéries par les autorités italiennes. Après l'Italie, les pays les plus touchés sont l'Espagne avec 10.935 morts pour 117.710 cas, les Etats-Unis avec 6.058 morts (245.573 cas), la France avec 5.387 morts (73.743 cas), et la Chine continentale avec 3.322 morts (81.620 cas).

La Chine (sans l'es territoires de Hong Kong et Macao), où l'épidémie a débuté fin décembre, a dénombré au total 81.620 cas (31 nouveaux entre



jeudi et vendredi), dont 3.322 décès (4 nouveaux), et 76.571 guérisons.

En nombre de cas, les Etats-Unis sont le pays le plus touché, avec 245.573 contaminations officiellement recensées, dont 6.058 décès et 9.228 guéris. Depuis jeudi à 19H00 GMT, la Libye, le Kirghizistan, les Iles Mariannes du Nord et la Lettonie ont annoncé les premiers décès liés au

virus sur leur sol. L'Europe totalisait vendredi à 11H00 GMT 38.974 décès pour 559.459 cas, les Etats-Unis et le Canada 6.192 décès (256.641 cas), l'Asie 4.071 décès (114.053 cas), le Moyen-Orient 3.446 décès (67.045 cas), l'Amérique latine et les Caraïbes 691 décès (24.959 cas), l'Afrique 287 décès (7.002 cas), et l'Océanie 32 décès (6.227 cas).

ETATS-UNIS Le commandant du Roosevelt limogé après avoir alerté sur le Covid-19

Le commandant du porte-avions nucléaire américain USS Theodore Roosevelt, qui avait lancé un appel aux accents dramatiques pour faire évacuer son navire contaminé par le coronavirus, a été limogé, a annoncé jeudi le secrétaire à l'US Navy, Thomas Modly. «Nous ne sommes pas en guerre. Il n'y a aucune raison que des marins meurent», avait écrit le capitaine de vaisseau Brett Crozier, dans une lettre publiée par le San Francisco Chronicle. Il «a fait preuve d'un très mauvais jugement en période de crise», a précisé M. Modly au cours d'une conférence de presse au Pentagone. Le commandant Crozier sera remplacé par son prédécesseur, le vice-amiral Carlos Sardiello, qui lui avait transmis le commandement du navire en novembre dernier, a précisé le responsable de l'US Navy. «Le commandant Crozier a laissé la complexité du défi posé par l'épidémie de Covid à bord prendre le dessus sur son professionnalisme, au moment où le plus urgent était d'agir avec professionnalisme», a noté M. Modly. «Je ne doute absolument pas que le commandant Crozier ait fait ce qu'il croyait nécessaire pour le bien-être de son équipage», a-t-il poursuivi. Mais cette lettre et l'écho qu'elle a recueilli «a alarmé inutilement les familles de nos marins», a-t-il regretté. Elle a aussi «semé le doute sur les capacités et la sécurité opérationnelles du navire», ce qui aurait pu encourager nos adversaires à en profiter.

«C'est pour ces raisons que j'ai perdu confiance dans sa capacité à continuer à commander ce navire de guerre alors qu'il combat ce virus pour remettre l'équipage sur pied», a-t-il conclu.

PÉROU Sorties alternées des hommes et des femmes pour lutter contre le virus

Les autorités péruviennes ont renforcé jeudi les restrictions des déplacements dans le cadre de la lutte contre le coronavirus en interdisant que les hommes et les femmes sortent ensemble dans les rues et en imposant des sorties alternées selon le genre.

En vertu de cette mesure insolite, annoncée par le président péruvien Martín Vizcarra, les personnes de sexe masculin ne pourront désormais sortir de leur domicile que le lundi, le mercredi et le vendredi, tandis que les femmes, elles, ne seront autorisées à le faire que le mardi, le jeudi et le samedi. Le dimanche, personne n'aura le droit de sortir. «Il nous reste dix jours, faisons cet effort supplémentaire pour contrôler cette maladie», a déclaré le président au cours d'une conférence de presse. Il a précisé que la mesure serait en vigueur jusqu'au 12 avril, date prévue pour la fin du confinement en vigueur au Pérou depuis le 16 mars. A la date de jeudi, le Pérou comptait 1.414 cas confirmés de contamination par le Covid-19 et 55 morts. Le premier décès avait été enregistré le 6 mars. M. Vizcarra a déclaré que la nouvelle mesure visait à réduire de moitié le nombre des personnes circulant dans les rues à un moment donné, car les restrictions déjà appliquées n'étaient pas suffisantes.

«Les mesures de contrôle (en vigueur) ont donné de bons résultats, mais pas ceux qui étaient espérés», a-t-il dit. Cette alternance entre hommes et femmes ne s'appliquera pas aux employés des services essentiels qui fonctionnent pendant l'état d'urgence sanitaire, marchés, banques, pharmacies et hôpitaux.

ESPAGNE

Plus de 900 décès du coronavirus

L'Espagne a enregistré vendredi plus de 900 morts du coronavirus (Covid-19), ont annoncé les autorités, rassurant que le rythme de propagation ralentit jour après jour.

Au total, la maladie a emporté 10.935 vies dans le pays, le deuxième le plus endeuillé au monde par la pandémie derrière l'Italie.

Pas moins de 932 morts ont été notifiées en 24 heures, soit un léger repli par rapport au record de 950 morts annoncé jeudi.

Le pays compte au total plus de 117.000 cas confirmés de coronavirus, a par ailleurs indiqué le gouvernement.

En dépit de la lourdeur du bilan humain, le rythme de

progression des nouveaux cas ralentit jour après jour depuis le milieu de la semaine dernière, alors que les près de 47 millions d'Espagnols sont soumis à un confinement des plus stricts depuis le 14 mars.

Le gouvernement a encore renforcé ses mesures en décrétant dimanche pour deux semaines l'arrêt des activités économiques non-essentiels.

Mais les hôpitaux du pays, où le personnel soignant manque de matériel de protection, sont saturés avec 6.416 patients en soins intensifs, selon les chiffres du gouvernement qui a par ailleurs indiqué que plus de 30.000 personnes avaient été guéries de la maladie.

JAPON

Fujifilm démarre une étude clinique sur un antiviral prometteur

Le groupe japonais Fujifilm a démarré un essai clinique pour tester l'efficacité de son médicament anti-grippal Avigan (favipiravir) pour traiter des patients atteints du nouveau coronavirus, après des résultats encourageants d'autres études menées en Chine sur ce produit.

«L'essai sera conduit sur 100 patients d'ici fin juin» à Tokyo, a précisé mercredi un porte-parole de Fujifilm, cité par l'agence AFP.

Fujifilm est connu du grand public pour ses produits de bureau et de photographie, mais est aussi présent dans le secteur médical.

«Nous collecterons les données, nous les analyserons et nous ferons une demande d'approbation» par la suite si cet essai clinique dit de phase III s'avérait concluant, a-t-il ajouté.

Avigan sera administré pendant 14 jours maximum à des patients âgés de 20 à 74 ans, tous à un stade léger de la pneumonie virale.

Les femmes enceintes seront exclues de l'étude en raison des risques d'effets secondaires.

Cette initiative intervient après que le Premier ministre japonais Shinzo Abe a déclaré le week-end dernier que son gouvernement allait engager le procédé es réglementaires pour faire approuver Avigan pour traiter le nouveau coronavirus.

Les autorités chinoises, qui ont déjà mené des essais cliniques sur

favipiravir, le principe actif de ce médicament, ont annoncé des résultats encourageants le mois dernier.

Selon Pékin, le favipiravir a permis de réduire le délai de guérison de patients atteints du coronavirus.

Fujifilm n'était cependant pas impliqué dans ces études cliniques chinoises. Faisant partie de la famille des médicaments antiviraux, Avigan a été autorisé à la vente et à la production depuis 2014 au Japon contre la grippe. Son usage est toutefois restreint, intervenant en dernier recours si d'autres traitements antiviraux ne sont pas suffisamment efficaces face à des virus grippaux nouveaux ou réurgents. Avigan n'est ainsi pas disponible en pharmacie ou dans les hôpitaux, au Japon comme à l'étranger, a précisé Fujifilm.

Du fait de son mécanisme d'action, consistant à inhiber spécifiquement un élément du génome d'un virus grippal (de l'ARN polymérase) en vue de bloquer sa réplication, Avigan «devrait avoir potentiellement un effet antiviral sur le nouveau coronavirus», étant lui aussi un virus à ARN, a expliqué Fujifilm dans un communiqué. Des chercheurs et groupes pharmaceutiques du monde entier mènent actuellement une course contre la montre pour trouver un remède efficace contre le Covid-19, tant sous la forme d'un traitement que d'un vaccin. Les espoirs les plus

immédiats se portent sur des médicaments déjà approuvés pour d'autres indications, comme des antiviraux contre le sida et des antipaludéens tels que l'hydroxychloroquine et la chloroquine.

Des études cliniques menées en France et en Chine sur ces antipaludéens ont notamment soulevé beaucoup d'espoirs, mais aussi de nombreux doutes de la communauté scientifique, critiquant leur méthodologie.

UNION EUROPÉENNE

La présidente de la Commission rassure quant à l'issue de la pandémie en Europe

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen s'est montrée vendredi rassurante quant à l'issue de la crise du coronavirus en Europe, soulignant sa conviction que l'Union européenne en sortirait «plus forte». «Moi je suis convaincue que l'Europe sortira plus forte de cette crise», a-t-elle déclaré à la radio française Europe 1. La patronne de l'UE a dit comprendre le cri d'alarme lancé par son prédécesseur, le Français Jacques Delors, pour qui le manque de solidarité entre Européens fait courir un «danger mortel» à l'Union.

«Le danger est grand mais il y a un autre grand Français, c'est Jean Monnet et il a dit «l'Europe se forge dans les crises». J'aime cette phrase, je pense que c'est vrai», a relevé Mme

von der Leyen qui s'exprimait en français.

«On a souvent prédit la mort de l'Europe (...) Aujourd'hui nous sommes toujours là (...) Nous sommes toujours sortis de ces crises par le haut», a-t-elle poursuivi. Selon elle, les 27 ne pourront fonctionner «en autarcie», ils ne vaincront pas seuls le virus mais «doivent travailler ensemble». «Cela ne fonctionne peut-être pas toujours par rfatement mais bien mieux que chacun pour soi», a-t-elle souligné.

La présidente de la Commission a concédé qu'au début de la crise sanitaire «certains Etats membres n'ont pensé qu'à leurs propres problèmes» et a déploré notamment la fermeture de frontières internes ou des interdictions d'exportation de matériels médicaux.

DIABÈTE

Du café vert pour contrôler la glycémie

Une substance naturelle présente dans les grains de café vert pourrait contribuer à contrôler la glycémie et donc à lutter contre l'excès de poids.



Il y a un an, lors du Congrès annuel de l'American chemical society, des chercheurs avaient présenté une étude montrant que le café vert pouvait faire perdre du poids. Cette étude avait montré que dans deux groupes de personnes en surpoids qui suivaient un régime, celles qui prenaient des gélules de café vert en plus de leur régime, perdaient 10% de poids en plus.

Cette année, lors de ce congrès annuel, le Pr Joe Vinson de l'Université de Scranton, en Pennsylvanie, a présenté la suite de cette étude et montré que les grains de café vert permettent également de contrôler la glycémie chez les personnes en état de pré-diabète ou souffrant de diabète de type 2.

On ne compte plus le nombre d'études scientifiques qui indiquent un lien entre la consommation de café, de thé, de décaféiné et le développement du diabète.

Ainsi, selon une de ces études, chaque nouvelle tasse de café bues dans la journée entrainerait une baisse de 7% du risque de

développer un diabète. Mais désormais, les chercheurs poussent ces études un peu plus loin et se penchent sur les composants de ces boissons, avec l'ambition de mettre au point de nouveaux traitements anti-diabète.

C'est ainsi qu'ils se sont penchés sur le café vert. Une des substances présente dans les grains, l'acide chlorogénique, contribuerait à améliorer le contrôle de la glycémie et à prévenir le diabète.

« Notre étude montre une diminution du risque de diabète de 50% pour les personnes qui consomment 7 tasses de café par jour par rapport à celles qui ne consomment que 2 tasses » a-t-il expliqué.

Même s'il est présent dans les pommes, les pruneaux ou les artichauts, c'est essentiellement dans le café que l'on trouve l'acide chlorogénique : il représente entre 5 et 10% du poids des grains de café vert et un litre de café filtre fournirait de 500 à 800 mg d'acide chlorogénique.

3 tasses de café par jour diminuent par 2 le risque de cancer du foie

Selon une étude italienne, consommer 3 tasses de café par jour permettrait non seulement de faire baisser le risque de cancer mais également de cirrhose du foie.

On lit régulièrement des études sur les bienfaits... et méfaits du café sur la santé. La dernière en date montre que la consommation de café peut faire baisser le risque de cancer du foie le plus courant (le carcinome hépatocellulaire ou CHC) de 50%.

La méta-analyse de 16 articles publiée entre 1996 et 2012 a été menée conjointement par l'Institut de recherche en pharmacologie et l'Université de Milan en Italie, le pays du petit Espresso bien serré. L'auteur de l'étude, le Dr Carlo La Vecchia, a expliqué : « Nos recherches confirment des résultats précédents qui avait déjà montré le café est bon pour la santé et plus particulièrement pour le foie. » L'équipe de chercheurs qui a mené l'étude se réjouit car ces résultats s'ajoutent à ceux d'autres études qui avaient montré que le



café aide à prévenir le diabète, connu pour être un facteur de risque du cancer du foie, ainsi que la cirrhose. Le Dr La Vecchia a ajouté : « On ne sait toujours pas pourquoi la consommation de café joue un rôle préventif contre le cancer du foie. En tout cas, cette action est limitée en comparaison d'autres moyens de prévention. »

En effet, le cancer du foie peut être évité grâce à la vaccination contre l'hépatite B, la surveillance du virus de l'hépatite C et la réduction de la consommation d'alcool. Ces 3 mesures peuvent, à elles-seules, éviter 90% des cas de cancer du foie de type CHC. Le tabac, l'obésité et le diabète augmentent également le risque de souffrir d'un cancer du foie.

Sachant que le cancer du foie est le 6e type de cancer le plus courant dans le monde, il est important de connaître les moyens de le prévenir... et de ne pas se priver d'un petit café le matin pour bien commencer la journée.

Insolite : boire du café rend optimiste

Et si boire une tasse de café pouvait vous aider à voir la vie en rose ? Une étude allemande a découvert que le café pouvait nous aider à repérer le positif dans une situation donnée. Explications.

Le café, un outil pour positiver. Des chercheurs de la Ruhr University en Allemagne ont remarqué au cours d'une expérience que deux à trois tasses de café aident à repérer les mots positifs dans une phrase. Le test mené sur 66 volontaires et a consisté à repérer aussi rapidement et précisément que

possible dans une liste de mots définissant sur un ordinateur, les termes qui existaient vraiment. La moitié des volontaires ont pris un comprimé de lactose qui n'a eu aucun effet sur les résultats de l'expérience.

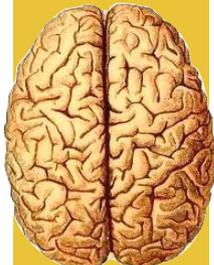
L'autre moitié s'est vue administrer 200 mg de caféine 30 minutes avant le début du test, soit l'équivalent de 2 ou trois tasses de café. Résultat, le groupe "caféine" a été 7% plus précis pour reconnaître les mots positifs. Ce qui a amené les scientifiques à conclure que la caféine peut améliorer les fonctions

mentales vis-à-vis de certains stimuli comme les mots positifs. En effet, si le test a fonctionné sur des mots positifs comme «heureux», aucune différence n'a été constatée pour des mots neutres ou à connotation négative comme «mauvais».

Trois tasses de café permettraient donc de voir les choses sous un jour meilleur. Ça tombe bien, au dernières nouvelles, le café rallongerait l'espérance de vie ! Vous reprendrez bien une petite tasse ?



Ados : boire du café stimule leur mémoire



La consommation modérée de café chez les adolescents, en particulier chez les jeunes filles, améliorerait les capacités cognitives.

Le petit noir a décidément la cote. Alors que depuis les années 70, la consommation de café a connu une croissance exponentielle de 70 %, plusieurs études justifient cet engouement en avançant les bienfaits.

Boire deux à trois tasses de café par jour renforcerait la vigilance, rendrait plus optimiste, préviendrait la récurrence du cancer du sein. Le café permettrait même de vivre plus longtemps. Cette fois-ci une étude américaine s'est intéressée aux effets d'une consommation modérée de caféine sur les adolescents au sens large (sous forme de café, de boisson énergisante, ou de soda). Les conclusions ont été présentées à une conférence de la Nutrition de l'American Society for Experimental Biology. Le Pr Jennifer Temple de l'Université de Buffalo, a analysé l'effet de la caféine sur 516 adolescents garçons et filles quand il s'agissait de passer des tests de mémoire ou des tests cognitifs. Certains ont consommé du placebo, d'autres de la caféine.

Résultat, les adolescents consommateurs de caféine ont obtenu de meilleurs scores aux tests de mémoire. Les jeunes filles en particulier ont répondu encore plus positivement à la caféine que les garçons à certains moments de leur cycle menstruel. Pour la chercheuse, ces différences de réaction à la caféine selon le sexe pourraient "aider à développer de nouveaux traitements contre les addictions à la drogue basés sur le sexe".

5 TASSES DE CAFÉ augmentent le risque d'obésité

Et si à haute dose le café était nuisible pour la ligne ?
C'est ce que suggère une étude australienne.

L'excès de caféine est soupçonné de créer des problèmes d'insomnie, des maux de tête, et de la tachycardie. Des chercheurs australiens pensent que cette hyperconsommation pourrait aussi surexposer au diabète, au surpoids voire à l'obésité. C'est à partir de 5 tasses de café par jour que l'on augmenterait les risques.

Cette nouvelle étude, publiée dans le *Journal of Agricultural and Food Chemistry*, prend à contrepied de précédents travaux qui vantaient les bienfaits du petit noir pour réduire le risque de diabète. Le polyphénol était supposé profiter aux cellules en augmentant leur sensibilité à l'insuline, limitant l'hypertension et réduisant l'accumulation de gras. Sauf que, selon les chercheurs australiens, ces bénéfices sont valables jusqu'à un certain seuil. Ils s'inversent à haute dose.

«Les effets sur la santé du café dépendent de la dose consommée. Jusqu'à trois à quatre tasses par jour, on



conservent encore ce côté protecteur contre les maladies cardiovasculaires et le diabète», explique Vance Matthews, du Western Australian Institute for Medical Research et co-auteur de l'étude. Mais les bénéfices

s'arrêtent à partir de cinq à six tasses par jour, comme l'ont montré les souris qui ont servi de cobayes pour la démonstration.

Les polyphénols contenus dans le café n'ont plus joué leur

rôle quand les souris consommait l'équivalent de cinq à six tasses de café. Elles ont stocké plus facilement les graisses et ont affiché plus de difficultés à réguler l'insuline dans le sang.

Insolite : le café diminue le risque d'accident chez les chauffeurs routiers



Les conducteurs de poids lourds qui consomment de la caféine auraient moins d'accidents que ceux qui n'en boivent pas, selon une étude australienne.

Contre la fatigue au volant, boire du café s'avère réellement efficace. C'est un secret de Polichinelle chez les chauffeurs de poids lourds habitués à faire de la route sur de longues distances, sans beaucoup dormir. Une étude du *British Medical Journal* confirme les vertus stimulantes de la caféine contenue dans le café, le thé ou encore les boissons énergisantes, pour lutter contre les épisodes de somnolence. L'enquête a été menée entre 2008 et 2011 auprès de conducteurs de camions d'au moins 12 tonnes. 530 chauffeurs avaient connu un accident de la route sur les douze derniers mois contre 517 qui n'en avaient eu aucun. Les chauffeurs qui consomment de la caféine auraient 63% de risque en moins d'avoir un acci-

dent de la route comparé à ceux qui n'en consomment pas.

Vigilance au volant : la caféine ne remplace pas le sommeil

«La caféine semble efficace pour améliorer la vigilance au volant, mais elle devrait être envisagée dans une stratégie saine de gestion de la fatigue, précisent les auteurs de l'étude. Les boissons énergisantes et le café ne remplacent pas le sommeil. Autrement dit, rien ne sert de boire de la caféine si on ne pense pas à côté à s'aménager des temps de pause régulières, des siestes et des horaires de travail adaptés.»

Une récente étude parue dans *Plus On* a révélé une autre astuce que la caféine pour les conducteurs qui ont peur de s'endormir au volant : une lumière bleue. Cette lumière fixée sur le tableau de bord émanerait l'arrêt de la sécrétion de la mélatonine, l'hormone dite du sommeil responsable de la baisse de la vigilance la nuit.

LE COMMISSAIRE DE L'UNION AFRICAINE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ, SMAÏL CHERGUI :

Kheddad était «un négociateur exceptionnel et l'un des architectes du processus de paix»

Le commissaire de l'Union africaine pour la paix et la sécurité, Smaïl Chergui, a adressé un message de condoléances au peuple sahraoui suite au décès du diplomate, M'hamed Kheddad.

Le responsable de l'UA, dont l'Etat sahraoui est membre fondateur et jouissant de tous les droits, a souligné dans son message que Kheddad était «un négociateur exceptionnel» et l'un des «architectes du processus de paix au Sahara occidental».

Smaïl Chergui a exprimé ses «condoléances à la famille du martyr, aux autorités de la République arabe sahraouie démocratique et à l'ensemble du peuple sahraoui pour cette malheureuse perte». Le diplomate sahraoui, M'hamed Kheddad, est décédé mercredi, suite à une longue maladie.

Il avait occupé des postes et fonctions importantes au sein du Front Polisario et du gouvernement sahraoui. Plusieurs personnalités politiques, diplomates et organisations internationales ont réagi jeudi, tout en réitérant leur soutien indéfectible à la lutte légitime du peuple sahraoui pour son indépendance. Le diplomate italien, ancien représentant spécial des Nations unies au Sahara occidental, Francesco Bastagli, a exprimé, dans un message adressé au président sahraoui et secrétaire général du Front Polisario, Ibrahim Ghali, ses «sincères condoléances au peuple sahraoui, au Front Polisario et à la famille du défunt».

«J'ai appris avec une grande tristesse la mort de M'hamed Kheddad, que j'ai rencontré pour la première fois en 2005, lorsque j'ai été nommé Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Kofi Annan, au Sahara occidental, et pendant mon mandat à El-Ayoun, M'hamed Kheddad était l'un des hommes et responsables de la République sahraouie, qui m'ont touché avec son professionnalisme et son équilibre, car il était un négociateur patient et compétent afin de garantir les droits du peuple sahraoui, que ce soit au niveau local ou dans les capitales internationales et dans les couloirs de Bruxelles ou de New York», écrit le diplomate italien dans son message. «Quand M'hamed Kheddad parle, tout le monde écoute, comme sa voix impose le respect, et mon appréciation pour lui a augmenté même après la fin de ma mission au Sahara occidental, mais grâce aux moments qui m'ont réunis avec lui, j'ai pu construire une relation personnelle qui m'a permis de connaître et de comprendre votre lutte pour la dignité et l'indépendance», a-t-il rappelé. Le gouvernement sahraoui qui a annoncé la triste nouvelle, déclarant que «le peuple sahraoui, sans aucun doute, perd l'un de ses hommes les plus loyaux et les plus honorables», a décrété un deuil national d'une semaine.

Le défunt Kheddad était «l'un des combattants et dirigeants du Front Polisario, qui a accompagné la lutte sahraouie» depuis ses débuts avec sincérité, sacrifice et générosité, a rappelé le gouvernement sahraoui.

SAHARA- OCCIDENTAL Le Conseil de sécurité prévoit un briefing sur le Sahara occidental en avril

Le Conseil de sécurité des Nations Unies prévoit un nouveau briefing sur le Sahara occidental en avril au moment où les efforts de paix sont dans l'impasse en l'absence d'un envoyé personnel pour relancer le processus onusien.

C'est le chef de la Minurso, Collin Stewart, qui devrait présenter un exposé de la situation de cette mission onusienne mandatée pour organiser un référendum d'autodétermination au Sahara occidental, indique l'agenda prévisionnel du Conseil de sécurité pour le mois d'avril.

Etant donné l'absence persistante d'un envoyé personnel, les 15 membres du Conseil de sécurité pourraient envisager une déclaration sous forme de communiqué pour exhorter le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, à accélérer la nomination d'un nouvel émissaire pour le Sahara occidental, ajoute la même note.

En octobre dernier, lors des traditionnelles discussions sur le renouvellement du mandat de la Minurso, plusieurs membres ont souhaité, en vain, inclure ce message au SG de l'ONU dans la résolution 2494 (2019).

Le retard accusé dans la désignation d'un nouvel émissaire devra t fort probablement "accroître le sentiment de pression" du Conseil pour "un appel plus ferme" à ce sujet, souligne la même source. De nombreux pays membres, frustrés par l'absence d'un en-

voyé personnel et de progrès dans le processus de règlement définitif de la question du Sahara occidental, mettront à profit cette réunion pour exprimer ces préoccupations. Après une intense médiation qui a ravivé l'espoir de paix au Sahara occidental, le processus onusien se trouve depuis mai 2019 dans l'impasse depuis le départ de l'envoyé personnel, Horst Kohler, à qui l'ONU tarde à nommer un successeur.

Avec son départ, le Sahara occidental aura consommé quatre médiateurs après les deux américains James Baker et Christopher Ross et le hollandais Peter Van Walrusun.

L'ONU a été invitée, plusieurs fois, à préserver l'élan de Genève en permettant au peuple sahraoui d'exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, seul moyen de parvenir à une solution pacifique et durable dans la dernière colonie en Afrique.

Il va sans dire que le retard pris dans la désignation d'un nouvel émissaire pour le Sahara occidental a été exacerbé par les conditions préalables imposés par le Maroc. Dans les faits, l'ONU tout comme son organe suprême, le Conseil de sécurité, ont man-



qué en 2019 l'occasion d'éviter l'effondrement du processus politique et d'empêcher le Maroc de dicter ses termes.

En octobre, le Conseil de sécurité, divisé, a adopté une résolution déséquilibrée qui a porté un sérieux coup à l'élan politique que l'ancien émissaire a entretenu pendant 18 mois. Le texte prorogant le mandat de la Minurso, d'une année, a rompu avec la pratique en vigueur depuis plus de deux ans, en vertu de laquelle la Mission onusienne était reconduite sur une base semestrielle.

La résolution présentée par les Etats-Unis, mais marquée surtout par l'empreinte de la France, a été critiquée par plu-

sieurs membres du Conseil de sécurité pour son libellé favorable au Maroc.

L'Afrique du Sud, la Russie et la Chine ont déploré "des tentatives d'estomper des paramètres de règlement du conflit" convenus dans les résolutions précédentes du Conseil de sécurité.

La référence aux notions de "réalisme" et "compromis" dans ladite résolution était une tentative de saper certains principes, dont le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui, qui pourtant a été consacré par l'Assemblée générale et les résolutions pertinentes du Conseil sécurité. Le mandat de la Minurso expire le 31 octobre 2020.

COVID-19

Le Front Polisario dénonce les manœuvres expansionnistes marocaines en pleine pandémie

Le représentant sahraoui dans l'Etat espagnol, Abdulah Arabi, a dénoncé mardi la nouvelle manœuvre expansionniste du Maroc qui a officialisé les «lois» d'expansion de ses eaux territoriales, transgressant directement les frontières du Sahara occidental et de l'Espagne, en violation du droit international.

Abdulah Arabi, cité par l'Agence sahraouie SPS, a averti que «l'approbation ou la publication unilatérale dans son bulletin officiel par le Maroc ne change pas la nature politique et juridique du Sahara occidental d'un iota».

Dans le même esprit, le délégué du Front Polisario a rappelé une fois de plus que «le Sahara occidental continue d'être un territoire en attente de décolonisation, occupé illégalement par le Maroc, tel qu'établi par les résolutions des organisations internationales et reconnaissant les jugements du tribunal de l'Union européenne, qui détermine que le Sahara occidental est un territoire distinct et séparé du Maroc».

«Au milieu d'une crise sanitaire internationale provoquée par la propagation rapide du coronavirus, le Maroc a profité de l'état d'alerte dans les pays pour fran-

chir une nouvelle étape dans son aventure expansionniste dans la région», a dénoncé le diplomate sahraoui. Mi février, le Parlement européen a décidé de se saisir de la question des deux lois expansionnistes adoptées par la Chambre des Conseillers marocains, début février, qui prétendent inclure les eaux du Sahara occidental dans l'espace maritime du royaume.

Face à une telle violation de la légalité internationale, l'hémicycle européen a invité la Commission européenne à réagir rapidement. Les députés européens, réunis en session plénière du Parlement européen du 10 au 13 février 2020 à Strasbourg, ont décidé de se pencher sur les démarches expansionnistes du Maroc, suite à l'adoption par la Chambre des

Conseillers du Maroc (chambre haute), le 4 février 2020, de deux textes législatifs, proposés par le Gouvernement marocain en juillet 2017, portant respectivement sur la fixation des limites des eaux territoriales (loi 37-17) et l'institution d'une Zone Economique Exclusive (loi 38-17), incluant illégalement le Sahara occidental. Le plus grand groupe politique du Parlement européen (Parti Populaire Européen/PPE) a exprimé ses vives préoc-

cupations par la voix de son député espagnol Gabriel Mato. Cet élu canarien a pris la parole, en séance plénière du Parlement européen, pour demander à la Commission européenne d'agir «plus activement en vue de freiner toute intention unilatérale du Maroc d'étendre ses eaux territoriales». Cette interpellation intervient quelques jours seulement après que la vice-Présidente du Parlement européen, la finlandaise Heidi Hautala, ait exprimé son étonnement suite au retrait «inédit» par l'exécutif européen d'une réponse écrite du Commissaire à l'Agriculture, Janusz Wojciechowski, confirmant l'obligation d'étiquetage des produits originaires du Sahara occidental.

Le Sahara occidental figure sur la liste des 17 territoires relevant de la Quatrième Commission de l'ONU en charge des politiques spéciales et de la décolonisation. Son peuple attend toujours la concrétisation des promesses onusiennes concernant l'organisation d'un référendum d'autodétermination libre et régulier, conformément à l'accord de cessez-le-feu signé en 1991 entre le Front Polisario et le Maroc.

MALI

Faible participation aux législatives, marquées par les actes terroristes

La participation aux élections législatives du 29 mars au Mali a été faible, avec à peine plus d'un tiers des électeurs ayant répondu présents, ont indiqué jeudi les autorités, quatre jours après un scrutin marqué par des attaques terroristes et la crainte du coronavirus. Le ministre de l'Administration territoriale, Boubacar Alpha Bah, a confirmé lors d'une conférence de presse jeudi que la participation avait été inférieure aux attentes. Il s'agit «encore d'un défi à relever dans notre démocratie», a-t-il dit. Ce taux s'est établi à 35,73%, a-t-il précisé, «en dépit de la campagne de sensibilisation, de tout le dispositif de prévention contre le Covid-19 et du déploiement des forces de défense et de sécurité pour la sécurisation du

scrutin». Un second tour sera nécessaire pour départager les candidats dans plus de 70% des circonscriptions. Les listes dans lesquelles figurent des candidats soutenant le président Ibrahim Boubacar Keïta sont majoritairement en ballottage favorable en vue de ce second tour, prévu le 19 avril, selon la même source. Comme on pouvait le craindre dans ce pays soumis aux attaques terroristes depuis 2012, ces législatives, reportées depuis deux ans, ont été entachées par des enlèvements d'agents électoraux, le pillage de bureaux de vote et l'explosion d'une mine qui a fait neuf morts, dont le musicien Hama Sankaré, qui a officié notamment au côté du légendaire Ali Farka Touré. L'atmosphère délétère de la campagne avait

été encore assombrie quelque jour avant le vote par l'enlèvement, vraisemblablement par un groupe terroriste lié à Al-Qaeda, du chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, et l'apparition le même jour dans le pays du premier cas déclaré de coronavirus. Soumaïla Cissé, dont on était toujours sans nouvelle jeudi soir, a été élu dès le premier tour dans son fief de Niafunké, dans la région de Tombouctou (nord), selon le ministre. Le renouvellement des 147 sièges à l'Assemblée nationale, afin de lui garantir une plus grande légitimité, est considéré comme une étape importante dans l'application de l'accord de paix de 2015.

PALESTINE

Pas moins de 700 palestiniens malades et âgés dans les prisons israéliennes

Pas moins de 700 prisonniers palestiniens malades et âgés sont incarcérés dans les geôles israéliennes, a révélé le Club du prisonnier dans un rapport.

Le club a souligné jeudi dans son rapport que les prisonniers sont confrontés à un véritable danger après la libération récemment d'un prisonnier de la prison «Oter» portant le virus Corona, ce que nie l'administration des prisons, malgré l'enregistrement de plus de cas entre les enquêteurs et les géoliers.

Il a indiqué que 16 prisonniers malades se trouvent dans la clinique de la prison de «Ramleh», que les prisonniers qualifient d'«abattoir», sont témoins de la mort quotidienne des détenus. Le club a précisé que la négligence médicale a entraîné la mort de 18 autres prisonniers, dont les derniers sont : Bassam Al-Sayeh et Sami Abu Diyak, tandis que les autorités d'occupation détiennent toujours les corps de quatre autres : Aziz Owaisat depuis 2018, Faris Baroud, Nasar Taqatqa et Bassam Al-Sayeh depuis l'année dernière. Il a expliqué que «les méthodes de torture pratiquées

sur des détenus par les géoliers, leurs provoquaient des maladies chroniques en plus des conditions dramatiques de détention pendant de nombreuses années».

Le club a souligné que les autorités d'occupation pratiquaient «une politique de négligence médicale» en retardant le diagnostic de la maladie et les examens médicaux, ajoutant que les cas de prisonniers malades ont augmenté après l'arrestation de dizaines de blessés par balles en particulier les cas amputés et ceux présentant des problèmes respiratoires, et des insuffisances cardiaques, d'hypertension artérielle, de diabète et d'autres maladies chroniques.

Les prisonniers ont lancé un appel urgent au monde et à tous ceux qui s'occupent des droits de l'homme, de sauver leur vie avant qu'il ne soit trop tard, dans cette période de la propagation du Coronavirus (Covid 19).



LIBAN-ISRAËL

Le Liban dépose une plainte auprès de l'ONU pour «violations israéliennes de l'espace aérien»

Le ministère libanais des Affaires étrangères a déposé jeudi une plainte auprès du Conseil de sécurité de l'ONU concernant les violations continues de l'espace aérien libanais par Israël, a rapporté l'Agence nationale de presse. «Nous demandons au Conseil de sécurité de l'ONU de mettre fin aux violations quotidiennes de l'espace aérien, maritime et terrestre commises par Israël», a déclaré le ministère libanais. Mardi en fin de journée, Israël aurait bombardé une base aérienne situées dans l'ouest de la Syrie en violation de l'espace aérien libanais.

CHINE-CANADA

La Chine appelle le Canada à développer leurs relations bilatérales (MAE)

Le conseiller d'Etat chinois et ministre des Affaires étrangères, Wang Yi, a exhorté jeudi le Canada à «prendre une décision décisive et à agir le plus tôt possible pour lever les obstacles qui entravent le développement des relations entre les deux pays». Lors d'une conversation téléphonique avec son homologue canadien François-Philippe Champagne, il a noté que «la partie canadienne avait dit à plusieurs reprises qu'elle valorisait les relations bilatérales et espérait les ramener sur le bon chemin», ajoutant que la Chine «attachait de l'importance à cette position».

Rappelant que cette année marque le 50e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Canada, M. Wang a déclaré que ceci devait constituer pour eux un moment important pour renforcer leur coopération. «À l'heure où le Canada fait également face à des difficultés causées par la pandémie de COVID-19, la Chine est prête à exprimer sa sympathie pour le peuple canadien, à lui apporter son soutien, à l'aider à répondre à ses besoins et à partager sans réserve son expérience de lutte contre le nouveau coronavirus», a-t-il conclu.

AFGHANISTAN

6 morts et 3 blessés talibans dans une opération au nord

Six personnes appartenant aux talibans ont trouvé la mort et trois autres blessées dans une opération au nord du pays, ont annoncé jeudi les autorités afghanes. Les forces afghanes, qui étaient en position de défense, ont affronté un groupe armé taliban, qui planifiait une attaque contre les sites sécuritaires dans la province de Djozdjan (Nord), ont précisé les autorités, ajoutant que six insurgés ont été tués. Trois autres talibans ont été blessés lors de la même opération. Mercredi dernier, une délégation des talibans avait rencontré à Kaboul, pour la première fois depuis 18 ans, des représentants du gouvernement afghan afin de négocier un éventuel échange de prisonniers.

ETATS UNIS

Biden et Trump prêts à s'appeler pour parler de la crise du coronavirus

Le grand favori des primaires démocrates, Joe Biden, a affirmé jeudi que son équipe travaillait avec la Maison Blanche pour organiser un appel sur la pandémie de coronavirus avec le président Donald Trump, qu'il espère battre lors de la présidentielle de novembre. Le président républicain avait affirmé mercredi qu'il serait prêt à s'entretenir avec le candidat démocrate à la Maison Blanche sur la crise qui frappe durement les Etats-Unis.

«J'ai toujours pensé que c'était un type bien», avait déclaré Donald Trump lors d'une conférence de presse, juste après avoir désigné son adversaire par son surnom favori: «Joe l'endormi». «Je ne le connais pas très bien, franchement mais je pense que c'est probablement un type bien. S'il voulait appeler, je prendrais bien sûr son appel, d'accord? Vous pouvez lui dire», avait-il poursuivi, depuis la Maison Blanche. «Je suis heureux d'entendre qu'il accepterait mon appel», a répondu l'ancien vice-président de Barack Obama. Lui aussi a adopté un ton plus conciliant que d'ordinaire pour parler de celui qu'il a souvent promis de «battre à plates coutures», en soulignant qu'«il y a longtemps», il avait eu des conversations «respectueuses» et «franches» avec le milliardaire new-yorkais. «Mon équipe travaille avec son équipe pour organiser un tel appel», a expliqué Joe Biden, lors d'une conférence de presse sur internet. «Et je ne le fais pas pour le critiquer, je le fais pour dire «voilà ce que je pense que vous devriez faire». Joe Biden, 77 ans, est ultra-favori pour l'investiture

démocrate face à son dernier rival encore en lice, le sénateur indépendant Bernie Sanders, 78 ans. Tous deux font campagne de chez eux, crise sanitaire oblige. Le coronavirus a déjà fait plus de 5.600 morts aux Etats-Unis, où plus de 230.000 cas ont été détectés, selon le comptage de l'Université américaine Johns Hopkins, qui fait référence.

Le candidat Biden réclame un allègement des sanctions américaines contre l'Iran

Le candidat aux primaires démocrates Joe Biden a réclamé jeudi un assouplissement des sanctions américaines envers les pays touchés par la pandémie de coronavirus, en premier lieu l'Iran, afin de faciliter l'acheminement d'aide médicale notamment.

«Au milieu de cette pandémie mortelle qui ne respecte aucune frontière, les Etats-Unis devraient prendre des mesures pour offrir l'aide que nous pouvons aux nations les plus touchées par le virus -- dont l'Iran», a déclaré dans un communiqué celui qui veut affronter Donald Trump dans les urnes en novembre. «Limiter l'aide internationale pour atteindre un objectif politique ne va pas seulement permettre au gouvernement iranien de rejeter la responsabilité de sa réponse défaillante (à la crise), cela va également accroître la menace pesant sur le peuple américain», a ajouté Joe Biden. Le septuagénaire, favori pour remporter l'investiture démocrate malgré une campagne à l'arrêt, a notamment appelé le gouvernement Trump à émettre des permis pour la vente de produits pharmaceutiques et de matériel mé-

CORONAVIRUS

9 membres du Conseil de sécurité de l'ONU réclament une réunion

Neuf membres non permanents du Conseil de sécurité de l'ONU, à l'initiative de l'Allemagne, ont réclamé jeudi une réunion de cette instance avec le secrétaire général Antonio Guterres pour parler du Covid-19, selon des sources diplomatiques.

Depuis l'expansion fulgurante de l'épidémie en février dans le monde, le Conseil de sécurité ne s'est encore jamais réuni sur ce sujet ni n'a adopté de déclaration ou de résolution, en dépit de diverses tentatives.

Il a aujourd'hui sur sa table un projet de résolution de la Tunisie visant à soutenir l'idée d'un cessez-le-feu mondial, tandis que les cinq membres permanents du Conseil (Etats-Unis, Russie, Chine, France et Royaume-Uni) débattent d'un projet français similaire sans résultat probant jusqu'à présent. Les membres non permanents du Conseil -- qui rejettent l'idée d'une sous-catégorie et préfèrent être appelés «membres élus» -- sont de plus impatientes devant les divisions récurrentes opposant les Etats-Unis à la Chine, et les réticences de Pékin (ou Moscou) à voir le Conseil se saisir d'un sujet dominé par la santé qu'il ne juge pas menaçant pour la paix et la sécurité dans le monde.

Les neuf pays à avoir demandé une réunion du Conseil sont, outre l'Allemagne, la République Dominicaine, présidente en exercice de l'instance en avril, l'Estonie, l'Indonésie, le Niger, le Vietnam, la Tunisie, Saint-Vincent et les Grenadines, et la Belgique, selon des diplomates.

Le nombre de neuf (sur 15 membres) est le minimum requis pour éviter un rejet de la demande de réunion lors d'un éventuel vote de procédure pouvant être réclamé par un pays opposé à la tenue de la session.

L'Afrique du Sud, dernier pays non membre permanent du Conseil, ne s'est pas joint à la demande. Il s'agit d'une «requête pour une visioconférence à huis clos», a précisé un diplomate, précisant que la demande ne porte pas sur une demande de «réunion urgente». La date de la session n'a pas encore été arrêtée, elle dépend de l'agenda d'Antonio Guterres, a-t-on précisé de même source.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION AU PROBLÈME DES MINES

L'Algérie marque le jour internationale de sensibilisation au problème

La Journée internationale pour la sensibilisation au problème des mines antipersonnelles et à la sensibilisation à la lutte anti-mines sera célébrée aujourd'hui en Algérie, où quelque 7300 victimes des mines datant de la guerre de libération nationale ont été recensées, plus de 8,8 millions de ces mines détruites et plus de 62 420 ha nettoyés.

A cet effet, le rapport algérien annuel de 2019 remis à l'ONU, sur le sujet, a mis en exergue «les efforts inlassables» consentis depuis des dizaines d'années tant en nettoyage qu'en sensibilisation aux dangers de ces mines, «ayant fait 4830 victimes civiles algériennes durant la glorieuse révolution et 2.470 victimes après l'indépendance causant un taux d'invalidité à 20 % au minimum».

Le document fait une rétrospective de la question de la présence des mines antipersonnel en Algérie notamment celles datant de la guerre de libération nationale (1954-1962), tend à restituer, dans le détail, les éléments de la pratique algérienne de lutte contre ces mines, et rend, «fidèlement», le développement du potentiel algérien, civil et milita ire, mobilisé pour la cause du déminage humanitaire.

Il note que les ministères des Moudjahidine, de la Santé et de la Solidarité nationale, chacun en ce qui le concerne, «continuent à assurer la pérennité des services de l'Etat envers les victimes de mines antipersonnel pour une gestion durable de la lutte contre les effets des mines». «Les droits à pension

pour toute victime nouvelle de mine antipersonnel datant de l'ère coloniale demeurent toujours ouverts, les pensions concédées au titre du dispositif légal institué par l'ordonnance 74-3 du 16 janvier 1974, modifiée, continueront à être servies de manière viagère et l'action sociale multiforme de l'Etat continuera à se développer, conformément aux textes d'application des dispositions pertinentes de la Convention sur les droits des personnes handicapées», ajoute le document.

Le plus grand nombre des victimes recensé dans 7 wilayas frontalières

Le rapport relève que le plus grand nombre de victimes des mines antipersonnel a été recensé dans les principales régions frontalières touchées par le passage, à partir de 1956, des «lignes Challe et Morice» (minage intensif des deux lignes), en l'occurrence les wilayas d'El Tarf, Souk Ahras, Guelma et Tébessa (région Est) et les wilayas de Tlemcen, Naâma et Béchar (région Ouest).

Selon l'étude du 17 octobre 2009 sur l'impact socioéconomique des mines antipersonnel, citée dans le rapport, 1.625 victimes directes de mines antipersonnel ont été dénombrées dans ces 7 wilayas frontalières dont 178 de sexe féminin. Parmi elles, 44 % ont été atteintes dans les années 60, 30 % dans les années 70, 13 % dans les années 80, 8 % dans les années 90 et 3 % dans les années 2000. Au moment où s'est produit l'accident, 46,5 % de ces victimes étaient des bergers, 23,6 % étaient de passage, 0,4 % conduisaient des engins et 29,5 % vauquaient à d'autres activités.

Limitée aux wilayas densément minées, cette étude a conclu que les mines antipersonnel et autres restes explosifs de guerre sont la cause de 2,05 % des handicaps enregistrés dans ces zones par rapport à l'ensemble de la cohorte de la population handicapée des



mêmes zones. Naâma est la wilaya dans laquelle le taux de ces victimes est, de loin, le plus élevé, avec 13,81%. La première victime post-indépendance de ces mines antipersonnel a été enregistrée le 8 juillet 1962 à Asla dans cette wilaya, où 292 victimes dont 26 de sexe féminin ont été déplorées.

Toutes les zones connues nettoyées et les mines qui s'y trouvaient détruites

Le rapport indique, par ailleurs, que «toutes les zones connues où la présence de mines antipersonnel était avérée ou soupçonnée ont été passées au peigne fin et, in fine, libérées et toutes les mines antipersonnel qui s'y trouvaient ont été détruites».

Il est relevé que l'Algérie, bien avant la signature en 1997 de la Convention d'Ottawa sur la destruction des mines antipersonnel, a entamé dès 1963, une année après l'indépendance, et jusqu'à 1988, un déminage systématique des zones minées par l'occupant français durant la guerre de libération nationale ayant permis la découverte de 7.819.120 mines. Dans le cadre de la Convention d'Ottawa, l'Algérie a relancé, entre le 27 novembre 2004 et le 1er décembre 2016, le déminage des principales régions frontalières touchées par le passage des «lignes Challe et

Morice», ayant permis la neutralisation de 1.035.729 mines (au rythme mensuel d'enlèvement de plus de 1.750 mines). Le nettoyage de 12 418.194 ha de terrains et le lancement de campagnes de reboisement sur les terres déminées. Il est relevé la destruction, entre 1963 et 1988 et entre 2004 et 2016, d'un total de 8.854.849 mines et le nettoyage de 62 421.194 ha de terrains. Le rapport explique, en outre, que le signalement de certaines mines de l'ère coloniale «provient essentiellement de citoyens qui alertent les autorités quant à la présence, en certains lieux, d'une ou de plusieurs mines coloniales».

Des opérations ponctuelles sont montées aux fins de récupération et destruction des mines trouvées. Ainsi, du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2016, un total de 424 opérations du genre a été effectué ayant permis la neutralisation de 1.948 mines antipersonnel d'origine coloniale. Sur l'ensemble des 10 années comptabilisées, un taux moyen de 0,22% de mines antipersonnel ont été découvertes et détruites en dehors des zones traversées par le barrage miné Morice et Challe.

Le rapport rappelle qu'«en charge exclusive du nettoyage des zones minées, l'Armée algérienne allait dégager et déployer ses unités spécialisées pour pouvoir exécuter un premier Programme national

de mise en œuvre de l'article 5 de la Convention d'Ottawa qui courrait à avril 2012». «Ce Programme a, par la suite, été prolongé à avril 2017 par la 11ème Assemblée des Etats parties en décembre 2011, à la demande de la partie algérienne», indique le document, relevant que le «1er décembre 2016, cinq mois avant la date butoir qui lui était fixée, l'Algérie honorait son engagement international, conciliant, par-là, les impératifs sécuritaires de la lutte contre le terrorisme avec ceux, humanitaires, véhiculés par la Convention d'Ottawa».

Conformément à la Convention d'Ottawa, «les unités spécialisées de l'Armée algérienne ont poursuivi, avec maîtrise, leurs interventions de déminage humanitaire à chaque fois et en tous lieux de signalement de présence de mines résiduelles».

La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction est entrée en vigueur en Algérie le 9 avril 2002. Depuis son ouverture à la signature en 1997, pas moins de 164 pays ont ratifié ou adhéré à la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel. La Journée internationale des victimes de mines, célébrée le 4 avril de chaque année, est l'occasion d'attirer l'attention sur les besoins des victimes des mines et des restes explosifs de guerre, affirme l'ONU.

La lutte anti-mines ne consiste pas uniquement à éliminer les mines terrestres sur le terrain. Elle comprend aussi des mesures allant de la prévention contre le danger dans un environnement miné jusqu'à la promotion d'un monde sans mine, insiste l'ONU. L'Algérie appelle, à l'occasion de la Journée internationale des victimes des mines antipersonnel, à l'universalisation de la Convention d'Ottawa visant la prévention contre le danger d'un environnement miné et la promotion d'un monde sans mine à l'horizon 2025.

Pour un avenir sans engins de mort

Le monde célèbre samedi la Journée internationale de sensibilisation au problème des mines, une occasion pour réaffirmer la nécessité d'entreprendre des démarches sérieuses pour parvenir à un monde sans ces engins de mort et de destruction qui menacent la vie de millions de personnes à travers les différentes zones de conflit et fauchent des centaines de vies humaines chaque année.

Proclamée, le 8 décembre 2005, Journée internationale de sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte anti-mines par l'ONU, cette journée est célébrée le 04 avril de chaque année et constitue une opportunité pour mettre l'accent sur l'importance d'assainir le monde des restes explosifs des guerres, notamment, des mines anti-personnel et ses bombes à sous-munitions qui menacent la vie des civils dans plus de 60 pays. Il s'agit par cette Journée de sensibiliser les sociétés aux dangers des mines et des munitions disséminées durant les guerres, et d'assister les individus à comprendre les mesures de sécurité et éviter tout contact avec les mines et les explosifs, tout en les encourageant à observer un comportement à même de les protéger, réduisant ainsi le risque d'être exposés aux mines. La sensibilisation aux dangers de ces armes létales contribue à assurer un climat propice pour assoir le développement socio-économique. Ces mines entravent les programmes de développement et l'exploita-

tion des ressources économiques dans les sociétés lésées empêchant les déplacés à regagner leurs régions. A cet effet, l'ONU souligne la nécessité d'intensifier les efforts consentis dans ce sens par les Etats en collaboration avec les organisations mondiales activant en la matière en vue d'encourager et de développer les capacités nationales dans les domaines liés aux mines dans les pays où la sécurité des civils, leur santé et leurs vies sont mises en danger en raison de ces explosifs. Ces de niers freinent les efforts menés

pour le développement socio-économique sur les plans national et régional. L'ONU a lancé sa nouvelle stratégie pour la lutte contre les mines 2019-2023 lors de la 22e réunion internationale des directeurs nationaux de l'action anti-mines et des conseillers des Nations Unies (NDMUN22) tenue février 2019 ayant porté les questions émergentes, l'échange d'expertises, l'assistance des victimes et le soutien des survivants et les familles touchées ainsi que le rôle des centres de la lutte anti-mines dans les crises humanitaires et l'instauration de la paix.

Un monde sans mines: une utopie devant la persistance des guerres

Certes, l'ONU et ses partenaires internationaux s'efforcent, à travers les stratégies tracées en matière de déminage, de parvenir à un monde exempt de ces machines à tuer.

Mais, cela semble difficile à atteindre vu la persistance des guerres et des conflits que vit le monde d'aujourd'hui. Bien que la Convention d'Ottawa, signée en 1997, interdise l'utilisation des mines antipersonnel et celle d'Oslo, signée en 2008, interdise les armes à sous-munitions, certains pays refusent d'adhérer à ces deux traités, insistant, en revanche, sur la poursuite d'utilisation de ces armes létales.

Les mines, les bombes à fragmentation et autres restes explosifs de guerre font une victime par heure de par le monde, selon le dernier rapport publié le 21 novembre 2019 par l'Observatoire des mines. En 2018, montre le rapport, le nombre de nouvelles victimes de mines antipersonnel et de restes explosifs de guerre est resté élevé pour la quatrième année consécutive, soit 6897 enregistrés dans 50 Etats et territoires du monde entier, contre 3998 en 2014, ce qui dénote d'une augmentation redoutable en nombre de victimes.

La grande majorité des personnes tuées par les mines antipersonnel sont toujours des civils : 71% des victimes étaient des civils et 54% d'entre elles étaient des enfants. En 2018, la majorité des nouvelles victimes de mines antipersonnel et de restes explosifs de guerre ont été enregistrées en Afghanistan (2 234), au Myanmar (430), en Syrie (1465), en Ukraine (325) et au Yémen (596), ajoute le rapport. Ces machines à tuer ne sont pas seulement utilisées par les gouvernements, mais, également, de-

venues l'arme de choix des groupes armés dans les régions de conflit, dans au moins six pays : Afghanistan, Inde, Myanmar, Nigéria, Pakistan et Yémen», a soutenu la source. Ces groupes armés recourent généralement à ce que l'on appelle «mines improvisées», qui sont souvent fabriquées à l'aide de restes explosifs de guerre. Selon le rapport, les mines improvisées sont devenues le nouveau défi de l'action anti-mines. En 2019, l'Observatoire a enregistré le plus grand nombre de victimes de mines improvisées depuis la publication de son premier rapport annuel en 2000. Ainsi, 3 789 personnes ont été tuées ou blessées par des mines improvisées en 2018, soit 54% du nombre total de nouvelles victimes enregistrées par l'Observatoire (6 897), d'où l'urgence de se conformer aux dispositions de la Convention d'Ottawa en ce qui concerne le déminage, afin d'empêcher ces groupes d'accéder aux armes et munitions.

Processus long et ardu, le déminage nécessite un accès aux cartes de répartition des zones minées, une tâche qui s'avère souvent difficile, d'autant plus que les groupes armés dissimulent délibérément ces mines antipersonnel. E se retirant des zones de conflit, ces groupes laissent derrière eux des mines et des obus piégés pour occasionner davantage de dégâts à la partie adverse, les plus touchés restent toutefois les civils démunis.

JOURNÉE INTERNATIONALE DE SENSIBILISATION AU PROBLÈME DES MINES

Les mines antipersonnel le long de la frontière Est : séquelles physiques et psychologiques omniprésentes 58 ans après l'indépendance

Les tristes souvenirs des séquelles physiques et psychologiques laissées par les mines semées par l'occupant français le long des lignes électrifiées Challe et Morice continuent toujours de tourmenter les habitants de la wilaya frontalière de Souk Ahras, 58 ans après l'indépendance.

Bergers, agriculteurs, chasseurs et enfants de campagne des communes de Khedhara, Ouled Moumène, Sidi Fredj, Ain Zana, Ouled Driss, Ouilène, Merahna et Taoura n'arrivent pas à oublier l'horreur des explosions des mines sornaises semées sur leur terre par l'armée française durant la révolution libératrice.

À la veille de la célébration le 4 avril de la journée internationale de sensibilisation au problème des mines et l'assistance à la lutte anti-mine, Amar Gouasmia habitant de la commune de Khedhara (53 km à l'Est de Souk Ahras) garde gravée dans son corps l'atrocité assassine de ces mines qui lui ont valu l'amputation de sa jambe. Aujourd'hui, Amar évoque encore avec peine les moments épouvantables de cette explosion survenue en 1960, alors qu'il a vait 9 ans et jouait innocemment avec deux autres enfants qui eux avaient perdu la vie dans la déflagration de la mine.

Évacué vers l'hôpital, les médecins traitèrent ses blessures mais décidèrent qu'il fallait lui amputer une jambe, souligne Amar qui affirme être resté invalide depuis et bénéficie actuellement d'une allocation mensuelle de 18.000 DA.

"Depuis l'explosion, j'ai perdu le goût à

la vie", se confie ce désormais septuagénaire qui invite les jeunes à tirer des leçons des souffrances de leurs aînés. Amar Gouasmia n'est pas la seule victime des mines antipersonnel françaises. Malek Bouzerafa également de Khedhara a payé un prix encore plus cher.

À 13 ans, une explosion l'amputa de ses deux jambes. Depuis, la vie a cessé d'être rose, affirme Malek qui raconte qu'alors qu'il faisait paître son troupeau, ses pieds se posèrent fatalement sur un objet dur qui explosa immédiatement lui donnant l'impression, confie-t-il, que son frère corps s'était disloqué en mille morceaux. Pour les habitants de ces localités frontalières, le spectre de ces mines rode toujours plus particulièrement pour les victimes de ces mines et leurs familles qui en gardent encore les séquelles physiques et psychologiques, soutient Malek qui assure que la peur de ces engins et de la mutilation a poussé beaucoup d'agriculteurs et éleveurs à renoncer à leurs activités. De son côté, Moussa Rouabhia, membre de la ligue algérienne de défense des droits de l'homme à Souk Ahras, considère que les mines antipersonnel représentent "l'autre visage macabre de la France coloniale" qui a semé la mort par-



tout dans le pays. Rouabhia qui a mis l'accent sur l'effort méritoire du ministère de la

Défense Nationale et de l'Armée nationale populaire ayant permis d'éliminer près de 80% de ces mines a estimé nécessaire pour les instances concernées "d'offrir une meilleure prise en charge des victimes de ces mines et concevoir un texte de loi en leur faveur". Selon ce même enseignant d'histoire contemporaine à l'université Mohamed

Cherif Messaâdia, des études nouvelles indiquent que l'armée française avait semé en Algérie durant la guerre de libération nationale, 11 millions mines dans des champs de 45 mètres de large de part et d'autre des lignes électrifiées à 5.000 volts Challe et Morice dans une tentative de fermeture des frontières pour empêcher l'acheminement des armes et munitions aux moudjahidine dans les maquis.

REPORTAGE

Ligne Morice : après la mort, la vie a repris ses droits à Tlemcen

Les images douloureuses qu'évoquent la sinistre «ligne Morice», ses lignes électrifiées s'étendant de Tlemcen à Bechar, et ses mines antipersonnel et collectives, restent ancrées dans la mémoire des moudjahidine qui s'en souviennent encore à la veille de la journée internationale de la sensibilisation au problème des mines et de l'assistance à la lutte antimines.

Même après le recouvrement de l'indépendance nationale, la ligne Morice a continué à semer la mort et causer de lourds handicaps aux victimes, mais grâce aux efforts des éléments de l'Armée Populaire Nationale (ANP) pour déminer les régions infestées de mines, la vie a repris ses droits tout comme l'espoir et la quiétude.

C'est dans le but d'isoler totalement les moudjahidine des maquis pour leur couper tout renfort en armes et en hommes entraînés venant de l'extérieur que furent érigés ces barrages de la mort à partir de 1957.

La ligne Morice, du nom du ministre français de la défense de l'époque, s'étendait sur toute la région frontalière Ouest du pays à partir de Marsa Ben M'hidi (Tlemcen) jusqu'à Bechar, sur de plus de 750 km dont 173 km se trouvant sur le territoire actuel de la wilaya de Tlemcen.

Cette ligne électrifiée et truffée de mines antipersonnel et collectives devient alors une véritable machine à tuer ou à mutiler et un obstacle très dangereux à surmonter pour les troupes chargées de transporter du matériel militaire et autres à partir du pays voisin.

De nombreux moudjahidines ont perdu la vie en tentant de traverser cette ligne de la mort, d'au-

tres ont survécu mais marqués à jamais de lourds handicaps physiques à l'instar du défunt moudjahid Benaissa Benamar, dont le bras droit et le pied gauche furent arrachés par une mine en 1961 alors qu'il faisait partie d'un groupe de déminage de l'Armée de libération Nationale (ALN).

Décédé il y a quelques années, ce moudjahid, dont le témoignage a été consigné dans l'ouvrage «Ligne Morice, ses impacts et méthodes de son infiltration» du chercheur en histoire Bentar Mohamed, avait qualifié cette ligne de «très périlleuse».

Le défunt moudjahid et journaliste Abdelmalek Ouasti, raconte dans son ouvrage «Le démineur», la mort qu'il côtoyait à chaque fois qu'il doit ouvrir un passage dans cette ligne mortelle : «la zone interdite est minée. Les abords du réseau barbelé sont parsemés d'engins de toute sorte savamment piégés. Un geste inconsidéré, une fraction de seconde d'inattention et voilà un effarant cercle de feu et de fer qui soulève le sol. Il ne restera que des débris de celui ou de ceux qui se sont retrouvés à l'intérieur de ce cercle».

Bensafia Larbi, moudjahid et président actuel du bureau de Tlemcen de l'Association nationale des grands invalides de guerre, amputé d'un pied suite à l'explosion d'une mine, se souvient au détail près de cette ligne Morice, mise en place pour tuer et étouffer la guerre de libération. «On savait qu'à chaque tentative de traverser, c'était la mort certaine», a-t-il dit.

Il se souvient du jour où il sauta sur un engin explosif en 1958 et comment il a saigné jusqu'à perdre connaissance pour se retrouver dans un hôpital puis au camp d'internement de la ville d'Ouled Mi-

moune (Tlemcen) jusqu'à 1959. «Je ne peux effacer ces images de mon esprit», avoue-t-il, six décennies après ce drame.

Un effarant cercle de feu et de fer

La même émotion et le même sentiment restent vivaces chez chacun des acteurs de la guerre de libération ayant activé sur la bande frontalière Ouest. C'est le cas du moudjahid Bali Bellahsen, un fidèle de Tlemcen et auteur de plusieurs ouvrages sur la révolution armée dont «Le rescapé de la ligne Morice».

Ce condamné à mort est catégorique : «celui qui pénètre la ligne Morice est pratiquement assuré de la mort et celui qui réussit à s'en sortir est comme s'il venait de renaître». Bali Bellahsen se souvient de centaines de moudjahids tombés au champ d'honneur sur cette ligne de la mort et de nombreux autres également ayant survécu mais avec des corps mutilés gardant à vie les séquelles d'une histoire coloniale impitoyable.

Il faisait partie d'un groupe de démineurs de la région de Bechar. Il s'est blessé à deux reprises dans l'explosion de mines collectives en 1958 et en 1959. Les populations résidant le long de la bande frontalière ont également souffert le martyr pendant la guerre de libération et après le recouvrement de l'indépendance. Bien après 1962, ces engins de la mort ont continué à tuer et à mutiler de centaines de victimes, notamment parmi les enfants et les bergers. Ces mines peuvent exploser au moindre contact, à la moindre inattention ou imprudence.

Les exemples ne manquent pas dans le moindre recoin de la wilaya de Tlemcen à l'instar de Boussetla Touati de Sebdou, Ghounane Dah-

mane de Beni Snous, Chelal Abdelkader de Sidi Mbarak et beladelli Abdelkader d'El Aricha. Tous ont été, très jeunes, handicapés suite à l'explosion de mines. Agé actuellement de 72 ans, Boussetla Touati garde les stigmates de l'explosion d'une mine. Il avait perdu en 1964 son bras droit et son pied gauche. À 15 ans, au moment où il gardait un troupeau de moutons, il avait trouvé un engin dans les environs de Sebdou. Poussé par la curiosité, il manipula la mine qui lui explosa entre les mains. «J'étais jeune, je ne réalisais pas que je jouais avec la mort», s'est-il confié. Ghounane Dahmane, de la région de Beni-Snous, se souvient d'une journée

ordinaire de l'année 1966, alors qu'il se rendait à l'école, il a découvert sur son chemin un engin qu'il n'avait jamais vu de sa vie. C'était une mine antipersonnel. En une fraction de seconde, l'engin explosa et lui arracha le pied droit. Il avait à peine 16 ans.

Dahmane dans l'incapacité de travailler vit d'une pension octroyée par la direction des moudjahidine à l'instar de plus de deux cents autres victimes innocentes d'engins explosifs à Tlemcen.

Déminer, une tâche titanesque de l'ANP

L'opération de déminage de la bande frontalière, entamée depuis 2007, s'est achevée en 2015 avec la destruction de la dernière mine dans la commune de Bouihi relevant de daïra de Sidi Djilali, par les éléments du génie militaire de l'ANP. Ainsi, plus de 816 hectares à travers les 11 communes frontalières, traversées par la ligne Morice sur un tracé de 650 kms, ont été épurés après le déterrement de plus de 72 389 mines sur le ter-

ritoire de la wilaya de Tlemcen.

Les terres nettoyées de ces engins de la mort ont été remises par l'ANP aux communes lors d'une cérémonie qui a permis la plantation d'arbres fruitiers. Le slogan de cette campagne était «un arbre à la place d'une mine».

Quatre communes à vocation agricole et steppique, en l'occurrence El-Aricha, El-Bouihi, Sidi Djilali et Beni Snous ont été touchées par cette opération. Il s'agit en fait de restituer aux fellahs d'importantes superficies agricoles, celles-là mêmes qui ont été utilisées durant la guerre de libération nationale par l'armée d'occupation pour y enfouir des millions de mines qui ont fait de très nombreuses victimes.

Le 24 octobre 2014, une opération similaire avait permis la restitution de superficies agricoles aux fellahs des communes de Marsa Ben M'hidi, Bab El-Asa et M'sirda Fouaga. D'énormes efforts ont été consentis par les éléments de l'ANP qui ont prouvé une compétence avérée en matière de déminage. Des moyens financiers et matériels colossaux ont été mis en œuvre pour nettoyer ces régions infestées d'engins de mort. En dépit de toutes les difficultés, les éléments du génie militaire ont réussi à nettoyer et déminer de milliers d'hectares, réduisant le nombre de victimes de ces engins de la mort à travers la wilaya tout en augmentant la surface agricole qui permet de relancer ces zones restées depuis longtemps en marge du développement.

Pour le chercheur historien Bentar Mohamed, le barrage de mines et d'électricité a été «la pire création du colonialisme français et doit être considéré comme un crime contre l'humanité» vu les

Programme de la soirée

TF1 21:05

The Voice, la plus belle voix



Les jurés Lara Fabian, Amel Bent, Pascal Obispo et Marc Lavoine démarrent les KO, une dernière étape (avant les grandes soirées en direct) destinée à sélectionner les candidats qui pourront participer à la demi-finale de l'émission. Les sept membres de chaque équipe se succèdent sur la scène pour interpréter un titre de leur choix, toujours accompagnés d'un orchestre. Chacun doit tout faire pour être convaincant car à l'issue de chaque prestation, le coach peut qualifier le talent pour la prochaine étape en pressant le buzzer, ou choisir de mettre un terme à son aventure en s'en abstenant.

france 2 21:05

Les Grosses Têtes



Afin de se changer les idées en ces temps difficiles, ce numéro propose une sélection des meilleurs moments des Grosses Têtes afin de revoir les prestations d'invités marquants et les facéties des chroniqueurs emblématiques. Jamais à court de blagues potaches et de devinettes insolites, Laurent Ruquier et son équipe soumettent les célébrités à une série de questions, de jeux et de surprises. Sans oublier la séquence culte de l'émission : l'invité mystère, dont la découverte donne bien souvent du fil à retordre à cette joyeuse bande.

france 3 21:05

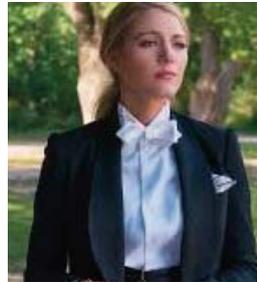
Mongeville



Dans le silence d'un couvent de carmélites, sœur Amélie est retrouvée assassinée... en position de pénitente. Un père en colère qui l'accusait d'avoir emporté sa fille Zoé, jeune novice s'appretant à prononcer ses vœux, l'a peut-être tuée. A moins que le crime ne soit lié à la double vie de la victime, qui entendait quitter les Ordres. Amélie avait loué un appartement en ville et Mgr Pierre Barraud, l'évêque de Bordeaux, s'était porté caution. Elle y recevait régulièrement une jeune fille, Blanche, qui avait été adoptée après avoir été abandonnée à sa naissance sur les marches du couvent.

CANAL+ 23:05

L'ombre d'Emily



Veuve et mère d'un petit garçon, Stephanie Smothers, tient un blog vidéo sur lequel elle partage des conseils et des recettes de cuisines. Elle y confie à son public que son amie Emily Nelson a inexplicablement disparu quelques jours plus tôt, après lui avoir demandé de chercher son fils à l'école. Stephanie, personnage très raisonnable, raconte alors comment elle a rencontré l'énigmatique et extravertie Emily, communicante pour une entreprise de mode, mariée à un écrivain, qui fut un temps célèbre et désormais en panne d'inspiration.

6 21:05

Dr Harrow



Soroya rend une visite discrète à Jack, sans en informer Daniel. Elle souhaite savoir si ce dernier est impliqué dans la mort de Quinn. Mais ses questions restent sans réponse et elle décide de poursuivre seule ses investigations. Grâce à une vidéo de surveillance, Bryan parvient à identifier la personne qui a crevé les pneus de la voiture de Robert. Fern interroge sa mère sur la raison de la perquisition qui a eu lieu à son domicile. Parallèlement, l'équipe enquête sur une mort suspecte, survenue dans une maison de retraite.

Jeux

Samourai-Sudoku N°2429

Les problèmes de sudoku samourai se composent de cinq grilles desudoku entrelacées. Les règles standard du sudoku s'appliquent à chacune de ces cinq grilles. Placez les chiffres de 1 à 9 dans les cases vides de chaque grille. Chaque ligne, chaque colonne, et chaque région 3 x 3 doit contenir une fois les chiffres de 1 à 9.

Chaque sudoku samourai a une solution unique et peut être résolu par la logique pure.



«La valeur d'un homme tient dans sa capacité à donner et non dans sa capacité à recevoir.»
Albert Einstein

Mots croisés N°2429

- Horizontalement :**
- 1 - Commandement
 - 2 - Sacrificateur
 - 3 - Elle arrose Namur - Titane au labo
 - 4 - Colorâtes
 - 5 - Spectacle quotidien - Transalpin
 - 6 - Ventilées - Système d'unités
 - 7 - Personne entre deux autres - Grande quantité
 - 8 - Pronom pour lui - Partie d'assemblage
 - 9 - Encouragement d'arène - Nom de vent
 - 10 - Avec clarté
- Verticalement :**
- A - Restriction
 - B - Admiratif
 - C - Rendu muet - Un ton sous mi - Copulative
 - D - Tas de feuilles
 - E - Philosophes - Négation
 - F - Dieu soleil - Amas - Oncle à case
 - G - Nom d'une femme de lettres - Génitrice
 - H - Il vaut l'hélium - Père de Maigret
 - I - Sigle d'école supérieure - Etriqué
 - J - Sollicitons - Initiales pieuses

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										



GOLF

Un report de l'US Open «de plus en plus probable»

Un des dirigeants de l'Association américaine de golf (USGA) a reconnu jeudi qu'un report de l'US Open, prévu en juin, était «de plus en plus probable» à cause de la progression du coronavirus aux Etats-Unis.

«Bien que nous espérons pouvoir tenir l'US Open au Winged Foot Golf Club en juin, il est de plus en plus probable que nous devrions le reporter», a déclaré Craig Annis, directeur marketing de l'USGA, à Golf Week Magazine.

Selon le média spécialisé, l'USGA se prépare à annoncer le report du tournoi Major, pour l'instant prévu du 18 au 21 juin à Mamaroneck, dans l'Etat de New York, un des plus touchés aux Etats-Unis par la pandémie de Covid-19.

«Nous évaluons en ce moment un certain nombre d'options et espérons être en mesure de faire une annonce la semaine prochaine», affirme Craig Annis.

CORONAVIRUS/ATHLÉTISME

Les Jeux mondiaux décalés à 2022 pour éviter de se heurter aux JO de Tokyo

Les Jeux mondiaux de 2021 ont été repoussés d'un an pour éviter de se heurter aux Jeux olympiques de Tokyo qui ont été reportés en raison de la pandémie de coronavirus, ont annoncé jeudi les organisateurs des Jeux mondiaux.

Les Jeux mondiaux, qui ont lieu tous les quatre ans et qui comportent 32 sports ne faisant pas partie du programme olympique, devaient avoir lieu à Birmingham, en Alabama, du 15 au 25 juillet de l'année prochaine, mais ont maintenant été reportés au 7-17 juillet 2022.

Les organisateurs ont déclaré que la décision de reporter les Jeux olympiques de Tokyo en 2021 avait eu un impact significatif sur la planification des Jeux mondiaux et que le respect des dates prévues aurait signifié l'exclusion de nombreux athlètes et officiels olympiques.

«Il faut maintenant beaucoup de travail détaillé pour mettre en œuvre cette décision, mais je suis impressionné par la flexibilité et l'efficacité du comité d'organisation de Birmingham», a déclaré le président de l'Association internationale des Jeux mondiaux (IWGA), Jose Perrena.

L'événement international devait accueillir 3 600 athlètes de plus de 100 pays pour participer à une variété de sports tels que les arts martiaux, le bowling, le squash, le billard et même le rugby en fauteuil roulant.

APS

ALGÉRIE (CORONAVIRUS)

Le ministre de la jeunesse et des sports rassure les athlètes

Le ministre de la jeunesse et des sports Sid Ali Khaldi, s'est exprimé au sujet de la préparation des sportifs aux prochaines échéances internationales durant cette période de confinement ainsi que sur la relance des différentes compétitions nationales, dans une vidéo postée jeudi sur sa page officielle Facebook.

«Mon message à mes sœurs et à mes frères sportifs : après le report des Jeux Olympiques JO-2020 de Tokyo et des Jeux méditerranéens d'Oran ainsi que la suspension des compétitions nationales et internationales, je partage votre ressenti suite à l'arrêt des compétitions, des entraînements et de la préparation surtout pour ceux qui sont qualifiés aux JO, qui constituent le rêve de n'importe quel sportif», a indiqué le premier responsable du département ministériel.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a annoncé mercredi sa décision de prolonger la suspension, jusqu'au 19 avril, de toutes les manifes-

tations sportives, dans le cadre des mesures de prévention face au nouveau coronavirus (Covid-19). «Je vous demande de ne pas vous résigner. Nous allons profiter de ce report pour préparer parfaitement les prochaines échéances internationales et je vous réitère encore une fois que l'Etat sera à vos côtés avec ses moyens humains et matériels», a-t-il ajouté. Enfin, le ministre de la jeunesse et des sports a indiqué que «des instructions ont été données pour réétudier les programmes de préparation et nous prendrons toutes les mesures adéquates pour rattraper le retard des compétitions nationales».



CYCLISME/ CORONAVIRUS

Le Tour de Suisse annulé

Le Tour de Suisse cycliste, programmé initialement en juin, est annulé en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), ont annoncé vendredi les organisateurs de la course cycliste helvétique.

«Depuis la fin de la seconde Guerre mondiale, c'est la première fois que la boucle nationale n'aura pas lieu», ont relevé les organisateurs.

Le Tour de Suisse était prévu du 7 au 14 juin, au-delà de la date actuellement fixée par l'Union cycliste internationale (UCI)

pour la suspension des différentes courses (1er juin).

La société organisatrice a précisé avoir pris la décision d'annulation «à un stade précoce, et cela même si les autorités fédérales n'ont pas encore imposé d'interdiction». Pour explications, les organisateurs ont listé «la grande incertitude» concernant les soutiens de l'armée et de la police, la préparation aléatoire des coureurs et les restrictions de déplacements, le risque d'une pression supplémentaire

sur le système de santé suisse en cas de chutes, les «pertes financières massives» liées aux partenariats publicitaires et les coûts supplémentaires d'une annulation tardive.

L'hypothèse d'un report n'a pas été retenue, «étant entendu que cela n'est pas faisable en termes logistiques et financiers» selon le communiqué de l'organisation qui envisage de calquer le Tour de Suisse 2021 sur celui qui était prévu en juin prochain.

CYCLISME

Le Tour d'Espagne maintenu aux mêmes dates et à 21 étapes, selon son directeur

Le Tour d'Espagne est pour l'heure maintenu à ses dates initiales, soit du 14 août au 6 septembre, et avec 21 étapes, a assuré jeudi son directeur Javier Guillén, pour qui la priorité est aussi que le Tour de France «puisse avoir lieu».

«Aujourd'hui, les dates de La Vuelta sont ce qu'elles sont et nous n'envisageons en aucun cas une course de moins de 21 étapes, comme c'était prévu», a expliqué le patron de la Vuelta au quotidien sportif AS.

Une sortie en réponse à des

informations du quotidien italien la Gazzetta dello Sport qui a rapporté jeudi un possible décalage du Tour de France d'un mois en raison de la pandémie de coronavirus. Dans ce cas de figure, il empièterait alors sur la Vuelta et pourrait obliger à réduire la course espagnole à deux semaines, toujours selon la Gazzetta.

«Tout cela n'est que de la spéculation, qui vient en plus d'Italie, et rien de cela n'obéit à une approche réaliste qui pourrait être envisagée en ce

moment», a balayé Javier Guillén.

Le 13 mars, les organisateurs du Tour d'Italie ont annoncé que la course, supposée commencer le 9 mai à Budapest, était reportée à une date non précisée, qui pourrait être en octobre, selon la Gazzetta jeudi.

«Nous savons combien il est difficile de coordonner des épreuves qui ont déjà des dates assignées (comme la Vuelta) avec celles qui doivent être reportées, par conséquent, dans l'éventualité où un changement

de dates se matérialiserait, nous comprenons que nous devrions tous être de bonne volonté», a toutefois reconnu Javier Guillén en insistant sur le caractère vital du Tour de France pour le cyclisme.

«Nous sommes tous concentrés en ce moment à faire en sorte que le Tour de France 2020 puisse avoir lieu, car c'est un événement indispensable pour notre sport», a conclu le directeur de la Vuelta, organisée comme le Tour de France par ASO.

BASKETBALL/NBA/AUSTRALIE

La Ligue australienne réfute le rachat d'un club par le jeune Américain LaMelo

La Ligue australienne de basket professionnel (NBL) a réfuté vendredi le rachat du club d'Illawarra Hawks, par le jeune joueur américain LaMelo Ball, prétendant à la prochaine draft NBA, et son agent qui en avait fait l'annonce la veille.

«Nous sommes propriétaires de l'équipe. L'affaire est conclue», avait indiqué jeudi à ESPN Jermaine Jackson qui s'occupe des intérêts de LaMelo Ball, 18 ans, frère de Lonzo, joueur aux New Orleans Pelicans.

Une affirmation qui a conduit la NBL à faire une mise au point quelques heures plus tard dans un communiqué, «afin de clarifier la situation entre Ball et les Hawks».

La ligue a indiqué que des discussions sont en cours entre le propriétaire actuel

de l'équipe Simon Stratford et LaMelo Ball et son management, portant «sur un certain nombre d'options pour ce que nous espérons être un résultat fructueux» pour Illawarra et la Ligue.

La NBL a néanmoins rappelé que l'approbation finale de tout transfert de licence lui revenait et «qu'aucune demande n'a été déposée à ce jour».

Ball, qui pourrait figurer parmi les premiers choix de la prochaine draft NBA, s'est forgé à u sein des Hawks sa première expérience chez les professionnels. Arrivé en Australie l'été dernier, il a participé à douze rencontres avant de devoir écourter sa saison après s'être blessé à un pied.

Il compilait alors 17 points, 7,5 rebonds et 7 passes de moyenne. «Melo adore les fans d'Illawarra. Il adore cette commu-

nauté. Ils lui ont ouvert les bras. Ils nous ont fait nous sentir chez nous. Quand on a appris qu'ils avaient des difficultés financières, nous en avons parlé et nous sommes dit «soyons propriétaires de cette équipe +», avait expliqué Jermaine Jackson. «Nous allons engager des personnes pour tout gérer. Il veut créer le meilleur programme de basket possible pour cette communauté», avait poursuivi le manager du joueur, pour sa part déjà concentré sur sa future carrière aux Etats-Unis.

En vue de la draft, dont la date reste à préciser compte tenu de la propagation du coronavirus, LaMelo Ball se prépare actuellement dans la banlieue de Los Angeles avec ses frères Lonzo et LiAngelo (joueur d'Oklahoma City Blue en G League).

ALGÉRIE (CORONAVIRUS) COMPTE SPÉCIAL DE SOLIDARITÉ La LFP fait don de 10 millions de dinars

La Ligue de football professionnel (LFP) a fait don de 10 millions de dinars, au profit du compte spécial d'aide avec le peuple algérien, ouvert par la fédération algérienne (FAF) dans le cadre de l'élan de solidarité lancé contre le nouveau coronavirus (Covid-19), a indiqué l'instance dirigeante de la compétition jeudi soir sur son compte officiel.

«Le bureau exécutif de la LFP a examiné le montant de la contribution financière, et il a décidé de fixer la somme de 10 millions de dinars qui sera versée dans le compte spécial que vient d'ouvrir la FAF.

Les membres du BF ont saisi cette occasion pour s'incliner devant la mémoire des personnes décédées consécutivement au coronavirus et présenter à leur famille leurs condoléances les plus attristées.

«Il souhaite un prompt rétablissement aux convalescents et saluent le courage et le dévouement du personnel médical dans la guerre qu'ils mènent frontalement contre cet ennemi invisible», a indiqué la LFP dans un communiqué.

La décision a été prise par la LFP mercredi, lors de la réunion ordinaire du Bureau exécutif, qui s'est déroulée sous la présidence d'Abdelkrim Medouar, via visioconférence, conformément aux directives des autorités du pays qui proscrivent le regroupement de personnes



afin de lutter contre la propagation du Covid-19». Une réunion qui est intervenue après celle du BF de la FAF, consacrée aux actions de solidarité en faveur des familles atteintes par cette épidémie, au cours de laquelle l'instance fédérale a décidé d'ouvrir un compte spécial de solidarité.

«A l'heure actuelle, nous nous interdisons de parler de football. Comme je l'ai déclaré récemment que c'est inapproprié de d'évoquer un sujet pareille dans ces moments dramatiques. Nous nous en

tenons aux directives des pouvoirs publics qui ont annoncé la prolongation du délai de la suspension des manifestations», a indiqué Medouar au cours de cette réunion de la LFP, cité par la même source.

«La LFP examine de plus prêt et quotidiennement l'évolution de la situation et agira au moment opportun en optant pour le meilleur scénario qui aura fait l'objet d'une étude minutieuse et concertée en coordination avec la FAF», souligne l'instance.

Par ailleurs, la président

de la LFP «a réfuté toutes les rumeurs et déclarations colportées çà et là sur des projets prêtés à la LFP», tout en annonçant que Farouk Belguidoum a été désigné au poste de vice-président de la LFP, lui qui est également le porte-parole de la Ligue.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a annoncé mercredi sa décision de prolonger la suspension, jusqu'au 19 avril, de toutes les manifestations sportives, dans le cadre des mesures de prévention face au Covid-19.

EQUIPE NATIONALE (CAN-2019)

Belkebla : «Je salue l'attitude de Belmadi à mon égard»

Le milieu international algérien du Stade Brestois 29 (Ligue 1 de football/France) Haris Belkebla, écarté de la dernière Coupe d'Afrique des Nations CAN-2019 en Egypte pour des raisons disciplinaires, a salué l'attitude du sélectionneur national Djamel Belmadi, qui l'avait retiré de la liste des 23 à la dernière minute.

«Après l'épisode malheureux, je n'ai pas eu de nouvelle de lui (Belmadi, ndr) mais ensuite il m'a rappelé. J'ai apprécié car il a été juste et franc avec moi. Pour lui, à partir du moment où tu rentres dans la sélection c'est comme si tu rentrais dans une famille, et lui il en est le chef.

Pour mon cas, malgré ce qui s'est passé, il ne m'en a jamais voulu. Il m'a toujours rassuré et il m'a même proposé d'appeler mon père pour calmer les choses afin de lui faire comprendre que c'était une erreur», a tenu à dire Belkebla



dans un live sur Instagram. Belkebla (26 ans) avait été remplacé, pour la circonstance, par l'attaquant de Montpellier (France) Andy Delort, consécutivement à une vidéo diffusée sur un réseau social qui n'a pas été du goût du staff technique et de la Fédération Algérienne de football (FAF), le poussant à quitter, prématu-

rément, le stage de l'équipe nationale effectué à Doha (Qatar), à quelques jours du coup d'envoi de la CAN-2019 remportée par les «Verts».

Des mois après cet incident, Belkebla (26 ans) a refait son apparition dans l'effectif de la sélection, en faisant partie des convoqués pour les deux premières journées des qualifications de la CAN 2021, disputées en novembre dernier, signant par l'occasion sa première sélection lors de la victoire à domicile face à la Zambie (5-0).

Pour le sélectionneur national, Belkebla reste un élément performant d'où sa réintégration au sein de l'effectif de la sélection est normale.

«Je prends Belkebla parce qu'il est performant. Il a payé pour ce qu'il a fait, désormais c'est derrière nous. Je ne lui ai pas fait de cadeau en le rappelant, je l'ai fait car il est performant avec son club», avait déclaré Belmadi.

LIGUE 1 (USM ALGER)

Achour Djelloul : «Les discussions avec Anthar Yahia ont bien avancé»

Les négociations avec l'ancien défenseur international algérien Anthar Yahia pour le poste de directeur général de l'USM Alger (Ligue 1 de football), «ont bien avancées», a indiqué vendredi le Président directeur général du groupe Serport Achour Djelloul.

«Je peux l'annoncer aujourd'hui, les négociations avec Anthar Yahia sont à un stade avancé sur une échelle de 7/10.

Il fera partie de l'organigramme de l'USMA pour la saison 2020-2021, avec bien évidemment un projet spor-

tif», a-t-il affirmé sur les ondes de la radio nationale.

Le groupe des services portuaires Serport est devenu l'actionnaire majoritaire de la société sportive par actions SSPA/USM Alger, après avoir racheté 94,34% des actions du club algérois.

Propriété de l'Entreprise des travaux publics ETRHB, dont le patron Ali Haddad est incarcéré, l'USMA avait subi de plein fouet les répercussions de cette situation.

Convoité également par Angers SCO (Ligue 1/France), Anthar Yahia (37 ans) est en passe de connaître sa

deuxième expérience au poste de manager général, après celle avec l'US Orléans (Ligue 2/France), qu'il avait qui tété en novembre dernier.

Interrogé sur la possibilité de recourir à une baisse salariale, au vu de la suspension de la compétition provoquée par le nouveau coronavirus (Covid-19), le P-dg du groupe Serport a déjà pris une décision.

«C'est tout à fait logique de réfléchir à une baisse de salaires alors que le football est à l'arrêt, qui s'est répercutée sur les recettes.

La procédure va concerner

uniquement les joueurs, dont les salaires sont très importants», a-t-il ajouté.

Enfin, le premier responsable du club algérois a estimé qu'une éventuelle reprise du championnat, suspendu depuis le 16 mars, «devra se faire progressivement, au risque de mettre la vie des joueurs en danger», a-t-il conclu.

Le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) a annoncé mercredi sa décision de prolonger la suspension, jusqu'au 19 avril, de toutes les manifestations sportives, dans le cadre des mesures de prévention face au Covid-19.

ALGÉRIE (CORONAVIRUS) COMPTE SPÉCIAL DE SOLIDARITÉ L'opération de collecte des montants touche à sa fin (FAF)

L'opération de collecte des montants devant être versés au niveau du compte spécial d'aide et de solidarité avec le peuple algérien, dans le cadre de l'élan de solidarité initié contre le nouveau coronavirus (Covid-19), touche à sa fin, a annoncé vendredi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

«L'opération de recueillir les montants devant être versés au niveau du compte spécial touche à sa fin puisque toutes les Ligues, hormis quelques-unes dont la trésorerie ne le permet pas, la LFP et la FAF ont arrêté les donations à virer», indique l'instance fédérale dans un communiqué.

L'ouverture de ce compte a été décidée par les membres du bureau fédéral, lors de la réunion mensuelle tenue mardi dernier exceptionnellement par visioconférence, sous la présidence de Kheireddine Zetchi.

«D'ici à dimanche ou lundi, on aura le montant qui sera mis à la disposition qui sera destiné à venir en aide aux familles démunies.

Certaines Ligues régionales, en difficulté financière, n'ont pas pu contribuer dans cette opération, alors que d'autres n'ont pas hésité à mettre la main dans la poche», a affirmé le chargé de communication de la FAF, Salah-Bey Aboud, vendredi sur les ondes de la radio nationale.

Ce montant rassemblé avec la contribution de toutes les Ligues, auquel s'ajoute celle de la FAF, il sera versé au niveau du compte spécial ouvert au niveau de l'agence BEA où est domicilié la FAF, avant qu'il soit, à son tour, versé au niveau du fonds national pour la lutte contre le COVID-19.

Selon le dernier bilan établi jeudi par le Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus, 139 nouveaux cas confirmés de coronavirus (Covid-19) et 25 nouveaux décès ont été enregistrés durant les dernières 24 heures en Algérie, portant le nombre de cas confirmés à 986 et celui des décès à 83.

CORONAVIRUS Pas de reprise du Championnat turc avant le mois de juin

La Fédération turque de football (TFF) a statué ce vendredi sur une reprise de la compétition début juin au plus tôt, qui reste actuellement suspendu en raison de l'épidémie du coronavirus.

«La décision a été prise en coordination avec le ministère de la Jeunesse et des Sports, sans compromettre la priorité de notre vie humaine conformément aux recommandations de notre comité scientifique», a précisé la TFF dans un communiqué. «Notre priorité est toujours la santé de nos athlètes, de tous les individus au service du football et des supporters. Compte tenu du processus de préparation de nos équipes, nos ligues pourront reprendre début juin au plus tôt». Selon la même source. Après 26 journées, Trabzonspor est à égalité de points de avec Istanbul Basaksehir en tête de la Süper Lig.

CHAMPIONNAT D'ANGLETERRE (DIV.2) BRENTFORD Benrahma espère rejoindre un club de Premier League

L'ailier droit international algérien Said Benrahma, aimerait bien rejoindre un jour une formation de Premier League, alors qu'il est en train de réaliser une saison exceptionnelle sous les couleurs de Brentford (Div.2 anglaise de football).

Même s'il n'a donné aucune indication précise et son club préféré, Benrahma (24 ans) a juste fait savoir qu'il a l'ambition de jouer en Premier League.

«J'espère jouer en Premier League la saison prochaine si Dieu le veut».

L'ancien niçois s'exprimait dans un live sur son compte Instagram, à partir de son domicile, où il est confiné au même titre que l'ensemble des sportifs, en raison de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Auteur de 10 buts et 7 passes décisives en 34 rencontres de Championship, Said Benrahma est plus que jamais dans la forme de sa vie avec Brentford, en course pour la montée.

Des performances qui l'ont mis sur les tablettes de plusieurs clubs en Premier League, à l'image de Leicester City, West Ham, Arsenal ou encore Aston Villa.

APS

Le gouvernement britannique appelle les joueurs de foot à réduire leur salaire

Le gouvernement britannique a appelé jeudi les joueurs de Premier League, accusés de profiter des mesures de soutien à l'économie adoptées en réponse à la pandémie de nouveau coronavirus, à réduire leur salaire.

«Tout le monde doit jouer son rôle et cela veut dire que les joueurs de Premier League aussi», a déclaré le ministre de la Santé Matt Hancock lors d'une conférence de presse.

«La première chose qu'ils peuvent faire pour contribuer est d'accepter une baisse de salaire», a-t-il ajouté.

La pression politique sur les clubs du championnat le plus riche d'Europe se fait d'autant plus forte que certains ont annoncé leur intention d'utiliser les aides gouvernementales.

Tottenham, Newcastle et Norwich, trois clubs de l'élite, ont décidé de placer leur personnel non-joueur sous le programme de chômage partiel mis en place par le gouvernement qui prend en charge 80% des revenus à concurrence de 2.500 livres par mois.

En revanche, aucun club de Premier League n'a pour le moment annoncé de sacrifice financier pour ses joueurs, même si chez les Spurs certains dirigeants, dont le président Daniel Levy, ont eux baissé leurs salaires de 20%.

Face aux critiques, le président de la commission en charge des sports à la Chambre des communes, Julian Knight, a écrit jeudi au gouvernement



pour réclamer une taxe contre les clubs qu'il juge insuffisamment solidaires.

La Premier League se trouve assez isolé en Europe, alors que sur le reste du continent, de grands clubs comme le Bayern, Barcelone ou la Juventus ont déjà vu leurs joueurs réduire leurs émoluments pour aider leur club dans cette passe difficile, rappelle le député conservateur.

Parfois mis en cause comme principal frein à un geste financier des joueurs, la très puissante Professional footballers' association (PFA) a défendu sa position jeudi dans un communiqué, accusant à demi-mots les dirigeants de

clubs de détourner les aides publiques pour préserver les actionnaires. «Nous avons bien conscience du sentiment répandu dans l'opinion publique que les joueurs devraient payer les salaires des personnels non-joueurs (...) Nous acceptons tout à fait l'idée que les joueurs vont devoir se montrer flexible et partager le poids financier de l'épidémie de Covid-19 pour assurer l'avenir à long-terme de leur club et de ce sport en général», a notamment écrit la PFA.

Mais les joueurs ne doivent pas être les boucs-émissaires trop commodes, s'est défendu le syndicat. «Les clubs, en tant qu'entreprises, qui ont les

moyens de payer leurs joueurs et leurs salariés, devraient le faire», a-t-il souligné.

«Toute utilisation des aides gouvernementales sans réel besoin financier se ferait au détriment de la société dans son ensemble (et) voir les joueurs contribuer à payer les salaires des employés non-joueurs ne servirait que les intérêts des seuls actionnaires», a encore asséné le syndicat.

Toutefois, le front anti-baisse de salaire commence à se fendiller, avec les efforts «substantiels» consentis par les entraîneurs de Bournemouth, Eddie Howe, et Brighton, Graham Potter, mercredi et jeudi.

PUBLICITÉ

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance des citoyens, que des comptes sont ouverts auprès d'Algérie Poste et du Trésor pour recueillir les contributions citoyennes, en monnaie nationale, destinées à soutenir l'effort national de lutte contre le Coronavirus « COVID 19 ».

Trésor : 397-13737 COVID 19 ALGERIE.

CCP : 200 Clé 12 COVID 19 ALGERIE.

Les contributions en devises étrangères peuvent être versées, dans les comptes ci-dessous énumérés :

BEA : COVID 19

Euro : 002001121123000001/46

USD : 002001121123000002/43

GBP : 002001121123000003/40

Atletico : une baisse de 70% des salaires !

Face à la crise sanitaire liée au coronavirus, les dirigeants de l'Atletico Madrid ont trouvé un accord avec le staff de l'entraîneur Diego Simeone et les joueurs de l'équipe première, de l'équipe B et de l'équipe féminine pour une baisse de 70% des salaires ! Il s'agit d'un geste important pour limiter les dégâts sur le plan financier durant cette période délicate, mais aussi pour permettre aux autres salariés du club madrilène d'être payés à 100% malgré l'arrêt de l'activité selon un communiqué officiel.



MU VEUT TOUJOURS HÅLAND

En quête d'un buteur prometteur, Manchester United n'oublie pas Erling Braut Håland (19 ans, 11 matchs et 12 buts toutes compétitions avec Borussia Dortmund cette saison). Malgré des approches timides lors du dernier mercato hivernal, ESPN explique que le club anglais pourrait revenir à la charge pour l'avant-centre du Borussia Dortmund, dont la clause libératoire de 75 millions d'euros sera valable à partir de 2021. Les Red Devils tenteront-ils un énorme coup dès cet été, alors que Jadon Sancho est annoncé en approche ? Réponse dans les prochains mois.

LE COUP DE GUEULE DE LUKAKU

Les risques des réseaux sociaux... Comme l'attaquant du Real Madrid Karim Benzema, ciblé pour ses attaques envers celui de Chelsea Olivier Giroud (voir ici), Romelu Lukaku (26 ans, 35 matchs et 23 buts toutes compétitions cette saison) a alimenté la polémique jeudi soir en Italie

Au cours d'un live sur Instagram, le buteur de l'Inter Milan a pointé du doigt la gestion des instances transalpines face à la pandémie de coronavirus, tout en ciblant subtilement... la Juventus Turin. "Pourquoi devons-nous jouer s'il y a des gens dans le monde qui risquent leur vie ? Il a fallu qu'un joueur de la Juventus soit positif pour que le football s'arrête : est-ce normal ? Non, ce n'est pas normal. (...) Évidemment que le football me manque, mais pour le moment la santé est primordiale, le reste c'est du secondaire", a critiqué le Belge. Faut-il y voir une pique ? Rien n'est moins sûr. En tout cas la pensée de l'ancien Mancunien est quelque peu erronée. En effet, la ligue italienne avait suspendu son championnat le 9 mars dernier, deux jours avant que le défenseur piémontais Daniele Rugani, premier joueur contaminé, ne soit testé positif au Covid-19...



Retour aux sources pour Javi Martinez ?

Sous contrat jusqu'en juin 2021 avec le Bayern Munich, le milieu de terrain (ou défenseur central) Javi Martinez pourrait quitter le Bayern Munich cet été. En effet, en plus de Getafe, l'international ibérique aurait la possibilité durant le prochain mercato de rejoindre l'Athletic Bilbao, son ancien club de 2006-2012, comme l'indique le média As. Sky Sport va même plus loin au sujet d'un retour à San Mames puisque l'agent du joueur, âgé de 31 ans, serait déjà en discussion avec la formation du Pays Basque. Cette saison, il n'a disputé que 12 rencontres de Bundesliga en raison de sa blessure.

Pavard ne regrette pas son choix !

Arrivé l'été dernier au Bayern Munich, Benjamin Pavard a connu une intégration délicate avant de s'imposer au poste de latéral droit. Et le Champion du monde voit les choses en grand pour son avenir bavarois. Auréolé de son titre de Champion du monde Benjamin Pavard a rapidement été transféré au Bayern Munich mais est resté une saison à Stuttgart. L'ancien Lillois a finalement rejoint la Bavière l'été dernier et il est aujourd'hui titulaire dans le couloir droit de la défense munichoise. Très heureux de son choix, Pavard affiche d'ailleurs de grandes ambitions avec le Bayern. « Je suis aussi venu au Bayern pour rester intéressé pour l'équipe nationale. Pour moi, c'est le meilleur club du monde, avec les meilleurs joueurs. Le Bayern va bientôt de nouveau gagner la Ligue des champions, j'en suis sûr », confie-t-il dans le magazine officiel du club bavarois dont les propos sont rapportés par L'Equipe.

Cette destination probable pour Cavani...

En Italie, on affirme que le club de Naples songerait à relancer le dossier Cavani. Le Napoli aurait désormais de réelles chances. Explication. Comme analysé par le10sport.com, Edinson Cavani se retrouve aujourd'hui dans une situation relativement délicate sur le mercato : alors que son contrat prend fin dans trois mois avec le PSG et que son accord avec l'Atletico de Madrid a été mis à mal par les épisodes de janvier, le buteur uruguayen est désormais dans le flou. Surtout que son calibre financier le rend hors de portée de la plupart des clubs intéressés, comme Boca Juniors. Selon les informations de Tuttosport, Naples pourrait relancer Edinson Cavani dans les prochaines semaines. Le club napolitain sent bien qu'avec le temps sa marge de manœuvre augmente et que ses chances augmentent de convaincre Cavani avec un salaire de 7M€ net par an plus 7M€ à la signature. Avec ces chiffres, Naples pourrait bien emporter l'affaire au final...



LUTTE CONTRE LA PANDÉMIE DE CORONAVIRUS

Le Président Tebboune salue l'équipe médicale de l'hôpital universitaire de Tizi Ouzou

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a salué, jeudi, l'initiative de l'équipe médicale de l'hôpital universitaire de Tizi Ouzou qui a réussi à mettre en place un système de téléconsultation par visioconférence pour le dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19).

«Je suis heureux de l'initiative prise par l'équipe médicale de l'hôpital universitaire de Tizi Ouzou qui a réussi à mettre en place un système de téléconsultation par visioconférence pour le dépistage du nouveau coronavirus (Covid-19)», a tweeté le Président Tebboune. Cette initiative

«l'encourage», a souligné le Président de la République sur son compte twitter, souhaitant «voir les autres établissements hospitaliers suivre cet exemple afin de réduire la pression sur les hôpitaux et de soulager les citoyens». «Félicitations à vous», a-t-il ajouté.



FRANCE/VIRUS

Vague d'indignation après une séquence de LCI suggérant des tests de vaccin en Afrique

Une séquence à la télévision française montrant deux chercheurs s'interroger en direct sur l'opportunité de tester un vaccin en Afrique dans le cadre du coronavirus a suscité la colère de nombreux internautes et organisations.

Dans cette séquence diffusée mercredi après-midi, Camille Loch, directeur de recherche à l'Inserm (Institut national de la Santé et de la Recherche médicale) est interrogé sur des recherches menées autour du vaccin anti-tuberculeuse BCG, pour le Covid-19.

Invité en plateau, Jean-Paul Mira, chef de service de médecine intensive réanimation à l'hôpital parisien Cochin, lui demande alors: "Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitement, pas de réanima-



tion, un peu comme c'est fait d'ailleurs sur certaines études avec le Sida, où chez les prostituées on essaie des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées?".

Le chercheur lui répond: "Vous avez raison, d'ailleurs on est en train de réfléchir en parallèle à une étude en Afrique avec le même type d'approche, ça n'empêche pas qu'on puisse réfléchir en parallèle à une étude en Europe et en Australie". "Non, les Afri-

cains ne sont pas des cobayes!", s'est indignée l'association SOS Racisme dans un communiqué, dénonçant "à l'endroit des corps noirs un mépris" et jugeant la comparaison avec le Sida et les prostituées "problématique" et "malvenue".

Le CSA, (Conseil supérieur de l'audiovisuel), a confirmé à l'AFP avoir été saisi. La séquence a choqué les réseaux sociaux, notamment Twitter. La polémique a pris un tournant politique.

Le premier secrétaire du parti socialiste, Olivier Faure, estime que le terme "provocation" n'est pas de mise, privilégiant celui de "racisme".

"Ce n'est pas de la provocation, c'est tout simplement du racisme. L'Afrique n'est pas le laboratoire de l'Europe. Les Africains ne sont pas des rats", a tweeté Olivier Faure. L'Inserm a répondu qu'une "vidéo tronquée faisait l'objet d'interprétations erronées sur les réseaux sociaux". Rappelant que les tests seraient lancés dans plusieurs pays européens et en Australie. L'institut indique sur Twitter que "l'Afrique ne doit pas être oubliée ni exclue des recherches car la pandémie est globale". Jean-Paul Mira nie tout racisme, se disant "heurté par de telles accusations" et "désolé si ses mots n'ont pas été clairs".

TRIBUNAL DE SIDI M'HAMED

L'ancien DGSN Abdelghani Hamel condamné à 15 ans de prison ferme

Le tribunal de Sidi M'hamed (Alger) a prononcé, mercredi, une peine de quinze (15) ans de prison ferme contre l'ancien Directeur général de la Sécurité nationale (DGSN), Abdelghani Hamel, et une amende de 8 millions de dinars algériens (DA), au terme de plusieurs jours de procès pour des accusations en lien avec des affaires de corruption, notamment "blanchiment d'argent, enrichissement illicite, trafic d'influence et obtention d'assiettes foncières par des moyens illicites".

Son fils Amiar Hamel a écopé d'une peine de dix (10) ans de prison ferme et d'une amende de six (6) millions de DA. Son fils Chafik

a été condamné à huit (8) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. Son fils Mourad a été condamné à sept (7) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. Sa fille Chahinaz a été condamnée à trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 5 millions de DA. L'épouse de l'ancien DGSN, Annani Salima, a, quant à elle, écopé de deux (2) ans de prison ferme et d'une amende d'un million de DA. Le tribunal a également condamné dans la même affaire Abdelmalek Bouadiaf, anci en wali d'Oran, à trois (3) ans de prison ferme et à une amende d'un million de DA. Le même verdict a été prononcé à l'encontre de l'ancien

wali d'Oran, Abdelghani Zaalane.

L'ancien wali de Tlemcen, Bensebane Zoubir, a été condamné à trois (3) ans de prison ferme, l'ancien wali de Tizpaza, Ghellaï Moussa, à cinq (5) ans de prison ferme et à une amende d'un million de DA et l'ex-directeur général de l'Office de promotion et de gestion immobilière (OPGI), Mohamed Rehaïmia, a trois (3) ans de prison ferme et à une amende de 500.000 de DA.

Le tribunal a par ailleurs condamné les sociétés de la famille d'Abdelghani Hamel à une amende de 32 millions de DA avec la confiscation de tous les biens et biens meubles saisis.

ALGÉRIE-CHINE

La presse chinoise évoque la profondeur des relations algéro-chinoises dans un contexte de lutte contre le COVID-19



La presse chinoise est revenue mercredi sur les relations et les liens forts existants entre la Chine et l'Algérie, mettant l'accent notamment sur les déclarations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, la veille sur la coopération stratégique algéro-chinoise dans plusieurs domaines. L'Agence de presse "Chine nouvelle" s'est, dans ce contexte, attardée sur la déclaration du Président Tebboune, qui a réaffirmé que "la Chine est un pays ami très proche..." lors d'une rencontre avec des médias nationaux.

Soulignant que les deux pays sont liés par une relation de forte amitié remontant à la période de la Guerre de libération et s'est poursuivie après l'indépendance, le Président de la République, a précisé que "c'est donc tout naturellement que l'Algérie a répondu à l'appel de la Chine en lui envoyant, en février dernier, des aides pour lutter contre la propagation du COVID-19". Dans cet ordre d'idées, l'Agence Chine nouvelle a mis insisté sur la réaction du président Tebboune, qui a déclaré que "l'élan de solidarité de la Chine envers l'Algérie a travers l'envoi d'aides médicales et de médicaments nous permettra de bénéficier de l'expérience de ce pays qui a pu venir à bout de l'épidémie".

La même source a également évoqué l'entretien téléphonique mardi entre le Premier ministre chinois, Li Keqiang, et son homologue algérien, Abdelaziz Djerad, de la coopé-

ration dans la lutte contre la pandémie de COVID-19.

Une amitié traditionnelle profonde, souligne Li Keqiang

"L'amitié traditionnelle sino-algérienne est profonde", a indiqué M. Li, cité par l'Agence Chine Nouvelle, notant que "l'Algérie a fait don de fournitures médicales dont la Chine avait un besoin urgent au début de sa lutte contre la maladie, ce qui a mis en évidence un engagement de solidarité à travers toutes les épreuves".

"L'épidémie de COVID-19 qui se propage dans la région du Moyen-Orient pose un énorme défi à l'Algérie, a poursuivi M. Li, ajoutant que la Chine compatit et se tient fermement aux côtés de l'Algérie", a également écrit l'agence, avant de faire état de la disponibilité de la Chine à "fournir son soutien dans la mesure de ses moyens et à partager ses expériences contre le virus". La Chine souhaite travailler avec l'Algérie pour continuer de faire avancer la mise en œuvre de leurs principaux projets de coopération, a-t-il affirmé, exprimant sa conviction que la coopération bilatérale dans divers domaines s'élèvera à un niveau supérieur après la fin de l'épidémie, lit-on dans la dépêche de Chine Nouvelle.

En outre, l'agence a rapporté les propos de M. Djerad, qui a déclaré qu'"il est nécessaire que les pays s'entraident et renforcent la collaboration multilatérale dans le contexte de la propagation mondiale du COVID-19", ajoutant que "l'Algérie apprécie les efforts anti-virus que la Chine a déployés et qu'elle est reconnaissante de l'aide sincère de la Chine". Le Premier ministre algérien, a ajouté le média, a exprimé "l'espoir d'un soutien continu de la Chine en matière d'approvisionnement en fournitures médicales, équipements et traitements dans sa lutte contre le nouveau coronavirus". "L'Algérie est satisfaite du partenariat stratégique global bilatéral et est disposée à travailler avec la Chine pour faire avancer les grands projets de coopération bilatérale, a-t-il ajouté. L'Agence a, par ailleurs, mis en exergue, le don de l'Association des marchands chinois au Croissant-Rouge algérien (CRA) pour aider l'Algérie à faire face à la propagation du nouveau virus Corona (Covid-19). Le ministre-conseiller de l'ambassade de Chine en Algérie, Qian Jin, a expliqué, écrit Chine Nouvelle, que "le gouvernement chinois avait l'intention de faire un don à l'Algérie afin de l'aider à lutter contre la propagation du virus Corona". Il a déclaré que la livraison de ces dons fera dans quelques jours, notant que de nombreuses provinces et institutions chinoises participeront à cet effort. Vendredi dernier, la Chine a fourni à l'Algérie une aide médicale pour soutenir ses efforts de lutte contre le nouveau virus Corona.